

Étude des crédits 2017-2018

Demandes de renseignements **particuliers** de
l'opposition officielle adressées au ministre de
l'Emploi et de la Solidarité sociale



ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
1	Indiquer la somme dépensée en 2016-2017 (et les prévisions pour 2017-2018) par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
2	État de situation détaillé au sujet des programmes suivants : a. Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA); b. Mesure favorisant la retraite anticipée des travailleurs plus âgés; c. Mesure de formation de la main-d'œuvre (volet individu).
3	Concernant le « Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement dans les régions ressources », préciser : a. les dépenses totales pour 2015-2016 et 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018, ventilées par région; b. le budget disponible pour l'année en cours; c. le nombre de personnes admissibles à ce jour, par région et par secteur d'activité; d. le budget consacré par région ressource; e. le taux de réintégration en emploi des personnes admissibles; f. la moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme, par région et par secteur d'activité.
4	Concernant le « Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement, hors des régions ressources, des secteurs du textile et du vêtement », préciser : a. les dépenses totales pour 2015-2016 et 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018, ventilées par région; b. le budget disponible pour l'année en cours; c. le nombre de personnes admissibles à ce jour, par région.
5	Concernant le programme « Action » pour 2016-2017 et les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
6	Concernant le programme « Aide aux personnes handicapées » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
7	<p>Concernant le programme « Découvrir un métier, une profession » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none">a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;c. le bilan et les résultats;d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
8	<p>Concernant le programme « Formation de la main-d'œuvre » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none">a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;c. la liste des programmes d'études et de formation;d. le bilan et les résultats;e. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;f. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
9	<p>Concernant le programme « Jeunes en action » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none">a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;c. le bilan et les résultats;d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
10	<p>Concernant le programme « Jeunes volontaires » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none">a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;c. le bilan et les résultats;d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
11	<p>Concernant le programme « Ma place au soleil » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none">a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;c. le bilan et les résultats;d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
12	<p>Concernant le programme « Placement étudiant » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
	<ul style="list-style-type: none">a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;c. le bilan et les résultats;d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
13	<p>Concernant le programme « Préparation à l'emploi » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none">a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;c. le bilan et les résultats;d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
14	<p>Concernant le programme « Alternative Jeunesse » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none">a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;c. le bilan et les résultats;d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
15	<p>Concernant le programme « Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME) » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none">a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;c. le bilan et les résultats;d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
16	<p>Concernant le programme « Soutien pour travailleurs âgés » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none">a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;c. le bilan et les résultats;d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
17	<p>Concernant le programme « Soutien pour les travailleurs licenciés collectivement » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none">a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
	avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
18	Concernant le programme « Québec pluriel » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
19	Concernant le programme « Réussir » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
20	Concernant le programme « Services d'aide à l'emploi » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. identifier tous les services offerts.
21	Concernant le programme « Soutien financier pour mineures enceintes » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
22	<p>Concernant le programme « Soutien au travail autonome » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none">a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;c. le bilan et les résultats;d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région);f. type de projets financés, montants financés par projet, par région.
23	<p>Concernant le programme « Supplément à la prime au travail » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none">a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;c. le bilan et les résultats;d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
24	<p>Concernant le programme « Programme national de réconciliation avec les orphelins et orphelines de Duplessis ayant fréquenté certaines institutions » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none">a. le nombre de personnes ayant reçu une aide individuelle, par région;b. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
25	<p>Concernant le programme « Accompagnement des entreprises pour la relance de l'emploi » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none">a. le bilan et les résultats;b. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;c. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
26	<p>Concernant le programme « Aide à l'embauche de personnes handicapés » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none">a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;c. le bilan et les résultats;d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
27	<p>Concernant le programme « Aide à la création d'emploi » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none">a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;c. le bilan et les résultats;d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
	e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
28	Concernant le programme « Agrément des formateurs » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années : <ul style="list-style-type: none">a. le nom de personnes et nombre de personnes ayant été agréées, par région ;b. le type de formations offertes;c. le bilan et les résultats;d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
29	Concernant le programme « Découvrir une relève » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années : <ul style="list-style-type: none">a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;c. le bilan et les résultats;d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
30	Concernant le programme « Gestion des ressources humaines » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années : <ul style="list-style-type: none">a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;c. le bilan et les résultats;d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
31	Concernant le programme « Licenciements collectifs » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années : <ul style="list-style-type: none">a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;c. le bilan et les résultats;d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
32	Concernant le programme « Mesure de formation de la main-d'œuvre » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années : <ul style="list-style-type: none">a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;c. le bilan et les résultats;d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
33	Concernant le « Programme de soutien aux initiatives scolaires et communautaires – Volet Action communautaire et action bénévole » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années : <ul style="list-style-type: none">a. la liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
	adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017. Fournir les prévisions pour 2017-2018; b. politique et critères d'attribution des subventions; c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
34	Concernant le « Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires – Volet Initiatives sociales » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années : a. la liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017. Fournir les prévisions pour 2017-2018; b. politique et critères d'attribution des subventions; c. la liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
35	Concernant le « Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales et en action bénévole », pour chacun des trois volets pour 2016-2017 et pour les trois dernières années : a. la liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017. Fournir les prévisions pour 2017-2018; b. politique et critères d'attribution des subventions; c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
36	Concernant le « Programme de soutien financier des corporations de développement communautaire (CDC) » pour 2016-2017 et les trois dernières années : a. la liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017. Fournir les prévisions pour 2017-2018; b. politique et critères d'attribution des subventions; c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
37	Concernant le « Soutien régionalisé aux entreprises pour le développement de la main-d'œuvre » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années : a. la liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017. Fournir les prévisions pour 2017-2018; b. politique et critères d'attribution des subventions; c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
38	Concernant les « Subventions aux entreprises adaptées » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années : a. la liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
	<p>adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017. Fournir les prévisions pour 2017-2018;</p> <p>b. politique et critères d'attribution des subventions;</p> <p>c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.</p> <p>d. nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;</p> <p>e. nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme</p>
39	<p>Emploi-Québec :</p> <p>a. Cibles et résultats des interventions d'Emploi-Québec sur le terrain en 2016-2017 et pour les quatre années précédentes; fournir les prévisions pour 2017-2018. Chiffres nationaux ventilés par région administrative;</p> <p>b. Détails des employés occasionnels et réguliers pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018;</p> <p>c. Part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financée par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral pour l'année 2017-2018 et les quatre années précédentes;</p> <p>d. État des listes d'attente pour participer aux mesures d'Emploi-Québec, par mois, depuis avril 2010.</p>
40	<p>Stratégie d'intervention à l'intention des travailleurs de 45 et plus :</p> <p>a. Budget consenti à la mise en œuvre de la stratégie pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018;</p> <p>b. Ventilation de ces budgets par axe d'intervention;</p> <p>c. Nombre d'entreprises participantes;</p> <p>d. Nombre de participants, par tranche d'âge et par région;</p> <p>e. Durée moyenne de la participation;</p> <p>f. Nombre de participants qui réussissent à retrouver un emploi durable;</p> <p>g. Taux de réussite.</p>
41	Fournir copie de tout document, note, rapport, mémo, état de situation, concernant le revenu minimum garanti. Fournir un échéancier de réflexion, la liste et le détail des coûts y étant associés.
42	Liste des ateliers, formations, conférences ou journées d'activité auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
43	Le nombre et le pourcentage de requérants à l'assurance-emploi qui sont référés à Emploi-Québec en 24 heures.
44	Le nombre et le pourcentage de requérants de l'assurance-emploi qui ne sont pas référés à Emploi-Québec.
45	Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les établissements d'enseignement collégial pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017, prévisions pour 2017-2018, ventilées par année. Nombre de personnes ayant suivi ces cours.
46	Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les commissions scolaires pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
	2016 et 2016-2017, prévisions pour 2017-2018, ventilées par année et par commission scolaire. Nombre de personnes ayant suivi ces cours.
47	Effectif de chacun des centres locaux d'emploi, par région, par famille d'emploi et par classe d'emploi, pour les années 2016-2017 et les quatre années précédentes. Fournir les prévisions pour 2017-2018.
48	Pour l'année 2016-2017 et les quatre années précédentes, montant dépensé visant l'intégration des immigrants et pris en compte par l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains. Prévisions pour 2017-2018.
49	Liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018. Préciser : <ul style="list-style-type: none"> a. l'objet des consultations; b. le moyen utilisé c. les dates des rencontres d. les communautés et les personnes consultées e. les résultats des consultations; f. les montants afférents.
50	Indiquer les mesures et les sommes engagées par votre ministère pour 2016-2017 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.
51	Bilan de la stratégie Tous pour l'emploi en 2016-2017. Coûts de chacune des mesures pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
52	Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existants en 2016-2017 qui n'ont pas été reconduits en 2017-2018, en incluant les programmes qui ont été abolis.
53	Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2017-2018.
54	Bilan des investissements 2016-2017, par orientation et initiative, de <i>La solidarité : une richesse pour le Québec</i> . Prévision pour 2017-2018.

Carrefours jeunesse emploi

- 55 Pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017, indiquer les informations suivantes :
- Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque centre local d'emploi;
 - Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque MRC;
 - Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale et qui sont âgés entre 18 et 24 – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi;
 - Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale avec une allocation pour contraintes temporaires et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi;
 - Nombre de jeunes recevant une allocation de solidarité sociale et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi;
 - Nombre de jeunes recevant des prestations de l'assurance-emploi et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
56	<p>À la suite des changements apportés aux ententes avec les carrefours jeunesse-emploi :</p> <ul style="list-style-type: none">• Liste des services achetés par les centres locaux d'emploi auprès des carrefours jeunesse-emploi et le prix accordé à chaque service.• Niveau de référence vers le carrefour jeunesse-emploi auquel le centre local d'emploi s'engagera pour assurer la performance à laquelle le ministre s'attend.• Nombre de jeunes exclus des mesures offertes par les carrefours jeunesse-emploi.
57	Ventiler les sommes versées par carrefour jeunesse-emploi et par région pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et prévision pour 2017-2018.
58	Copie des études d'impact réalisées pour mesurer les effets de la réforme des carrefours jeunesse-emploi, notamment en ce qui concerne le nombre de jeunes qui seront exclus.

Sécurité du revenu

59	Effectif selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers, par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018.
60	Le nombre et le pourcentage de personnes qui sont touchées par les modifications réglementaires à la sécurité du revenu pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017.
61	Nombre de prestataires de la sécurité du revenu, mensuellement, de 2012 à 2017 (aide de dernier recours et de solidarité sociale) et les prévisions du nombre de prestataires pour 2017-2018.
62	Coût de l'indexation des prestations de l'assurance-emploi pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
63	<p>État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018, concernant :</p> <ol style="list-style-type: none">a. Répartition des prestataires avec contrainte sévères à l'emploi, selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à 12 mois;b. Évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi, en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes;c. Répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaire, locataire, chambreur, logement subventionné : HLM, coopérative d'habitation), en indiquant la catégorie de ménage;d. Nombre d'enfants (moins de 18 ans) vivant au sein d'un ménage prestataire du programme d'assurance-emploi, selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le cégep, l'université ou qu'ils ne fréquentent pas l'école;e. Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une;f. Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime de sécurité du revenu;g. Nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire;h. Économies que ces pensions alimentaires représentent pour le régime de sécurité du revenu;

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

Demande de renseignements de l’opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
	<div><div><div>i. Nombre de dossiers en subrogation qui attendent d’être traités par le ministre et évaluation des coûts des paiements rétroactifs qui devront être versés aux prestataires ou aux parents des prestataires, en raison de la contribution parentale;</div><div>j. Nombre d’enfants handicapés vivant au sein d’un ménage bénéficiaire de la sécurité du revenu;</div><div>k. Évolution mensuelle de la répartition des adultes non disponibles à l’emploi, selon les critères suivants :<div><div>i. État de santé;</div><div>ii. État de grossesse;</div><div>iii. Garde d’enfants d’âge préscolaire ou garde d’enfants handicapés;</div><div>iv. Critère de 55 ans;</div><div>v. Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants;</div><div>vi. Attente de traitement d’une demande d’admission au programme de soutien financier.</div></div></div></div><div><div>l. Nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barème et le revenu moyen déclaré;</div><div>m. Nombre de ménage déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés;</div><div>n. Nombre de ménages qui ont reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci, y compris l’erreur administrative et l’aide conditionnelle;</div><div>o. Nombre de révisions et d’appels, selon le motif et la décision;</div><div>p. Nombre de personnes qui ont demandé de l’aide en raison d’un dénuement total, en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l’aide accordée et le motif de la décision;</div><div>q. Nombre de personnes qui ont bénéficié d’une aide complémentaire à l’assurance-emploi;</div><div>r. Ventilation détaillée des impacts, pour le Québec, des bonifications annoncées à l’assurance-emploi sur le Régime de sécurité du revenu;</div><div>s. Liste et coûts des besoins spéciaux, y compris l’assurance médicaments, pour 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018;</div><div>t. Nombre de prestataires référés aux mesures actives d’Emploi-Québec ainsi que le délai de référence;</div><div>u. Nombre de prestataires admissibles à une rente d’invalidité de la Régie des rentes du Québec et l’économie générée en 2011-2012, 2012-2013, en 2013-2014, en 2014-2015, en 2015-2016 et 2017-2018; fournir les prévisions pour 2017-2018;</div><div>v. Nombre de prestataires admissibles à une rente de préretraite et l’économie générée en 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018;</div><div>w. Bilan du budget et des dépenses pour le programme d’allocation-logement et nombre de ménages qui en ont bénéficié pour les années 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017fournir les prévisions pour 2017-2018.</div></div></div>
64	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l’emploi pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018.
65	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l’emploi, mais dont la demande a été refusée pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017.
66	Délai d’attente pour l’évaluation au bureau médical pour se faire reconnaître contrainte sévère à l’emploi.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
67	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, dont la demande a été refusée, mais qui ont ensuite gagné en appel pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017.
68	<p>Concernant le programme Prime au travail, préciser la définition des concepts « revenu d'emploi » et « lien d'emploi ». Fournir la ventilation détaillée des montants accordés par région, pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017, en plus des prévisions pour 2017-2018, et ce, pour les groupes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">a. Personne vivant seule;b. Couple;c. Famille monoparentale;d. Famille biparentale.
69	<p>Pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 :</p> <ul style="list-style-type: none">• combien de prestataires ont quitté le Québec plus de 15 jours dans un mois de calendrier?• combien de prestataires louent un appartement incluant deux chambres et combien incluant trois chambres?• combien de prestataires ont déclaré des revenus de travail et quelles sommes ont été récupérées par le MESS à la suite de la déclaration de ces revenus de travail?• combien de prestataires sans contrainte à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 140 000 \$?• combien de prestataires avec contraintes sévères à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 203 000\$?• combien de prestataires sans logement ont fréquenté un centre de désintoxication?• combien de prestataires avec logement ont fréquenté un centre de désintoxication?• combien de jeunes ont bénéficié du programme Alternative jeunesse?• combien de jeunes de moins de 25 ans ont fait une demande d'aide sociale?• combien de personnes sans contrainte à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale?• combien de jeunes de moins de 29 ans sans contrainte à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale?
70	Copie de toutes les études d'impact réalisées pour chacune des mesures annoncées le 28 janvier 2015 dans le cadre de la Réforme de l'aide-sociale.
71	Dans le cadre de la Réforme de l'aide-sociale, pour chacune des mesures annoncées le 28 janvier 2015, quelle est l'économie réalisée pour 2015-2016, 2016-2017 et prévision pour 2017-2018 par le ministère, et ce, par mesure?

Régime québécois d'assurance parentale

72	Copie des études, notes, rapports, portraits et analyses concernant la situation financière du Fonds d'assurance parentale ainsi que des divers scénarios visant à combler son déficit (s'il y a lieu).
73	Nombre de personnes admissibles au régime d'assurance parentale du Québec pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018.
74	Nombre de prestataires servis, d'événements et de prestations totales versées, selon les régions administratives du Québec pour 2015-2016 et 2016-2017, en fonction des données disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
75	Nombre de femmes, au total et ventilé par région, ayant bénéficié du congé parental pour 2016-2017 et pour les trois années précédentes.
76	Nombre d'hommes, au total et ventilé par région, ayant bénéficié du congé parental pour 2016-2017 et pour les trois années précédentes.
77	Nombre de demandes de révision effectuées en 2015-2016 et en 2016-2017. De ce nombre, combien ont été confirmées et renversées?
78	Sommes versées en trop pour les années 2015-2016 et 2016-2017.
79	Copie des documents, notes, rapports concernant la diminution des prestations et de la durée du congé parental.

Secrétariat à l'action communautaire autonome

- 80 Pour chacun des programmes, préciser :
- a. la liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun, pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018;
 - b. politique et critères d'attribution des subventions;
 - c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
- 81 Actions entreprises et crédits alloués pour donner suite au dépôt de la politique sur l'action communautaire autonome pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018.
- 82 Copie des rapports, études, travaux en lien avec la diminution des subventions versées aux organismes.

Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

- 83 Fournir les notes, études et analyses concernant le renouvellement du plan d'action relié à la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.
- 84 Dans le cadre de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2002-2013, fournir :
- a. la description complète des sommes investies par le MESS chaque année, de 2002 à 2015;
 - b. les sommes totales investies dans le cadre de la Stratégie;
 - c. la description complète des objectifs de ce plan d'action;
 - d. le bilan, les évaluations et les rapports;
 - e. échéanciers pour le dépôt du nouveau plan.
- 85 Fournir les notes, études et analyses en lien avec l'article 20 pour tous les programmes ou initiatives législatives.
- 86 État de situation détaillé par axe et sous-axe du Plan d'action de lutte contre la pauvreté pour 2016-2017.
- 87 Liste des avis de licenciement collectif reçus au ministère depuis le 1^{er} décembre 2009 jusqu'à ce jour. Ventilation par région. Fournir les renseignements suivants :
- a. le nom et l'adresse de l'entreprise;
 - b. la date de l'avis ou de la fermeture;

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
	<ul style="list-style-type: none"> c. le type ou le secteur d'activité de l'entreprise; d. le nombre total d'employés de l'entreprise; e. le nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement; f. les motifs du licenciement.
88	Concernant le projet IPOP pour l'intégration en emploi de personnes formées à l'étranger référées par un ordre professionnel : liste des actions entreprises en 2015-2016 et en 2016-2017 et le nombre de personnes qui ont obtenu, en 2015-2016 et en 2016-2017, un emploi au Québec dans leur profession, dans le cadre de ce projet.
89	État d'avancement de la mise sur pied du programme de parrainage en entreprise visant à jumeler un employé maîtrisant le français avec un employé en apprentissage. Crédits alloués à ce programme pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017, ventilés par mois. Nombre d'entreprises ayant bénéficié du programme. Nombre d'employés ayant bénéficié du programme.
90	Copie des documents, notes, études concernant la révision de la loi du 1 %.
91	À la suite du rehaussement du seuil d'assujettissement à la loi du 1% fournir les pertes pour 2016-2017, ventiler par secteur et par programme. Fournir la liste des formations qui ont été annulées en raison du manque à gagner au Fonds.
92	Pour 2016-2017 et pour les cinq années précédentes : montants versés au Fonds de développement de la main-d'œuvre incluant les surplus reportés d'une année à l'autre.
93	Pour 2016-2017 et pour les cinq années précédentes : montants versés dans le Fonds par les employeurs; fournir les prévisions pour 2017-2018, au total et par région.
94	Dans le cadre du nouveau programme « Objectif emploi », fournir les sommes engagées en 2016-2017 et les sommes prévues en 2017-2018.
95	<p>Concernant le projet de loi 70, fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Toutes les études d'impact, analyses ou projections des retombées économiques et/ou sociales réalisées dans le cadre du dépôt du projet de loi 70 en lien avec tous les aspects du projet de loi; b. Fournir l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) produite, comme le gouvernement s'est engagé à le faire à travers le Plan d'action en matière d'analyse différenciée selon les sexes; c. Fournir l'étude d'impact sur les personnes vivant en région; d. Fournir l'étude effectuée dans le cadre de la clause d'impact provenant de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. e. Fournir, ventilé par région, le nombre de prestataires inscrits au programme Objectif Emploi; f. Fournir, ventilé par région, le nombre de refus de s'inscrire au programme Objectif Emploi; g. Fournir, ventilé par région, le nombre de prestataires recevant une aide minorée en raison d'un refus de s'inscrire au

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

Demande de renseignements de l’opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
	programme Objectif Emploi.
96	<p>Concernant la stratégie nationale d’intégration et de maintien en emploi des personnes handicapées (phase 2), fournir :</p> <ul style="list-style-type: none">a. Le montant réservé pour les contrats d’intégration au travail (CIT) en 2017-2018;b. le nombre de personnes handicapées (ventilé par région) ayant bénéficié de cette mesure et qui ont obtenu un emploi d’été en 2015;c. le nombre de nouvelles personnes au total qui bénéficieront de cette mesure (ventilé par régions) en 2017-2018;d. intentions quant à la reconduction de la phase 2 de la Stratégie;e. échéancier du ministre pour le lancement de la phase 2 de la Stratégie.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-01

Titre :
Indiquer la somme dépensée en 2016-2017 (et les prévisions pour 2017-2018) par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Exposé et statistiques :

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (excluant le volet Travail)
Les dépenses en exploitation (informatique et technologies de l'information (TI)), pour la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017, s'élèvent à 66 990,2 k\$ et se répartissent ainsi :

Dépenses en exploitation	Interne	Externe	CSPQ	Total
Entente de base de maintien et d'exploitation des TI avec le CSPQ	-	-	33 961,5 k\$	33 961,5 k\$
Ressources internes et externes (continuité et encadrement)	23 523,2 k\$	2 951,4 k\$	6 554,1 k\$	33 028,7 k\$
Total des dépenses en exploitation	23 523,2 k\$	2 951,4 k\$	40 515,6 k\$	66 990,2 k\$

Fonds des technologies de l'information
Les dépenses en investissement pour la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017, quant à elles, s'élèvent à 8 156,6 k\$ et se répartissent ainsi :

	Interne	Externe	CSPQ	Total
Dépenses en investissement	4 767,4 k\$	3 146,1 k\$	243,1 k\$	8 156,6 k\$

Fonds des biens et des services
Il n'y a pas de dépenses en exploitation (informatique et TI), pour la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017.

Fonds d'aide à l'action communautaire autonome
Les dépenses en exploitation (informatique et TI), pour la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017, s'élèvent à 61,2 k\$ et se répartissent ainsi :

	Interne	Externe	CSPQ	Total
Dépenses en exploitation	-	61,2 k\$	-	61,2 k\$

SOURCE : DGRFC-DOFC-SOF
COLLABORATION : S. O.
VALIDATION: DBF
DATE : 28-03-2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-2a

Titre :

État de situation détaillé au sujet des programmes suivants :

a) Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA)

Exposé et statistiques :

Du 1^{er} avril 2016 au 17 février 2017, Emploi-Québec a dénombré 1 141 participants actifs inscrits à la mesure Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA).

Le budget d'intervention du Fonds de développement du marché du travail (FDMT) ne fait pas l'objet d'une programmation par mesure. Toutefois, les réalisations sont consignées pour chacune des mesures d'Emploi-Québec, c'est-à-dire que l'enveloppe de départ est par région et non par mesure. Les engagements comptabilisés dans le cadre de la mesure ICTA, pour la période du 1^{er} avril 2016 au 17 février 2017, sont de 7 298,3 k\$.

SOURCE : Service de l'analyse et de l'information de gestion

DATE : 21 mars 2017

1RP2a_03-20_SSSAS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-2b

<p>Titre : État de situation détaillé au sujet des programmes suivants :</p> <p>b) Mesure favorisant la retraite anticipée des travailleurs plus âgés.</p>

<p>Exposé et statistiques :</p> <p>Le volet Aménagement et réduction du temps de travail (ARTT) de la mesure Concertation pour l’emploi, qui s’adresse aux entreprises, prévoit une modalité « retraite anticipée » qui peut être utilisée en combinaison avec d’autres modalités de réduction du temps de travail (retraite progressive, congé sans solde, temps partiel, etc.). L’ARTT contribue à maintenir au travail des personnes menacées de licenciement et à favoriser l’embauche de chercheurs d’emploi, notamment par une nouvelle répartition du temps de travail.</p> <p>Devant l’ampleur de la crise vécue par l’industrie forestière, le volet ARTT a été rendu disponible dans le cadre du Plan de soutien pour le secteur forestier d’octobre 2006 et ce, comme un des quatre leviers d’intervention.</p> <p>La mesure permet le maintien en emploi de travailleurs moins expérimentés en remplacement de travailleurs qui choisissent de prendre une retraite anticipée.</p> <p>Pour l’année 2016-2017, au 24 février 2017, 257 494 \$ ont été investis dans le volet ARTT du secteur forestier.</p>

SOURCE :	Direction des politiques d’emploi et des stratégies
COLLABORATION :	Service de l’analyse et de l’information de gestion
VALIDATION:	Bureau de la sous-ministre associée d’Emploi-Québec
DATE :	5 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-2C

Titre :

État de situation détaillé au sujet des programmes suivants :

c) Mesure de formation de la main-d'œuvre (volet individu).

Exposé et statistiques :

Du 1^{er} avril 2016 au 17 février 2017, Emploi-Québec a dénombré 40 618 participants actifs (25 531 nouveaux participants) inscrits aux diverses formations (francisation, formation générale, préalable à la formation professionnelle ou technique, alphabétisation, formation professionnelle secondaire, métiers semi ou peu spécialisés, formation autres langues que le français).

Le budget d'intervention du Fonds de développement du marché du travail (FDMT) ne fait pas l'objet d'une programmation par mesure. Les engagements comptabilisés dans le cadre de la mesure de formation de la main-d'œuvre pour la période du 1^{er} avril 2016 au 17 février 2017 sont de 294,8 M\$ pour le volet individu.

SOURCE : Service de l'analyse et de l'information de gestion

DATE : 21 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-3

Titre :

Concernant « le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement dans les régions ressources », préciser :

- a. les dépenses totales pour 2015-2016 et 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018, ventilées par région;
- b. le budget disponible pour l'année en cours;
- c. le nombre de personnes admissibles à ce jour, par région et par secteur d'activité;
- d. le budget consacré par région ressource;
- e. le taux de réintégration en emploi des personnes admissibles;
- f. la moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme, par région et par secteur d'activité.

Exposé et statistiques :

Le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement dans les régions ressources a été remplacé par le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement en 2009.

- a) Dépenses totales en 2016-2017 : NIL
- b) Budget pour l'année en cours (2016-2017) : NIL
- c) Nombre de personnes admissibles en 2016-2017 par région : NIL
Et par secteur d'activité : N/A
- d) Budget consacré par région : NIL
- e) Taux de réintégration en emploi des personnes admissibles : NIL
- f) Moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région et par secteur d'activité : NIL

SOURCE : Direction du soutien à l'application des normes d'assistance sociale

COLLABORATIONS : Service de l'analyse et de l'information de gestion
Direction du budget et du financement

VALIDATION :

DATE : 5 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-4

Titre :

Concernant le « Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement, hors des régions-ressources, des secteurs du textile et du vêtement », préciser :

- a. les dépenses totales pour 2015-2016 et 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018, ventilées par région;
- b. le budget disponible pour l'année en cours;
- c. le nombre de personnes admissibles à ce jour, par région.

Exposé et statistiques :

Le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement hors des régions ressources des secteurs du textile et du vêtement a été remplacé par le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement en 2009.

- a) Dépenses totales pour 2016-2017 : NIL
- b) Budget disponible pour l'année en cours (2016-2017) : NIL
- c) Nombre de personnes admissibles en 2016-2017 par région : NIL

SOURCE : Direction du soutien à l'application des normes d'assistance sociale
COLLABORATIONS : Service de l'analyse et de l'information de gestion
Direction du budget et du financement
VALIDATION :
DATE : 5 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-05

Titre :

Concernant le programme « Action » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Les programmes d'aide et d'accompagnement social (PAAS) s'adressent aux prestataires de l'aide financière de dernier recours éloignés du marché du travail. Il existe deux PAAS : Action et Réussir.

PAAS Action :

Le PAAS Action offre des services de pré-employabilité axés sur la progression socioprofessionnelle et le développement du potentiel des personnes par des activités variées et un encadrement personnalisé.

- a) Nombre de personnes ayant participé au PAAS Action : En 2016-2017 (au 17 février 2017), 4 367 personnes ont participé au PAAS Action.
- b) Nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après y avoir participé : Données non disponibles.
- c) Bilan et résultats : Se référer au nombre de participants mentionnés précédemment ainsi qu'aux sommes allouées.
- d) Nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière : Données non disponibles.
- e) Sommes allouées au PAAS Action : En 2016-2017 (au 24 février 2017), les dépenses s'élèvent à 9 422,3 k\$.

SOURCE :

Direction du soutien à l'application des normes d'assistance sociale

COLLABORATIONS :

Service de l'analyse et de l'information de gestion

Direction du budget et du financement

DATE :

6 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-06

Titre :

Concernant le programme « Aide aux personnes handicapées » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu pour chacun ;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Le programme « Aide aux personnes handicapées » n'existe pas.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 17 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-07

Titre :

Concernant le programme « Découvrir un métier, une profession » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Les stages Découvrir permettent à des jeunes de vivre une expérience de stage significative en milieu de travail. Pour certains, le stage Découvrir permettra de vérifier différents aspects d'un emploi ou d'un secteur d'activité économique, de valider un choix professionnel ou d'évaluer son potentiel alors que, pour d'autres, il peut être l'occasion de se faire valoir auprès de l'entreprise en vue d'obtenir un emploi.

- Nombre de participants 2016-2017 (au 17 février 2017) : 86.
- Nombre de participants ayant intégré le marché du travail : donnée non disponible.
- Données budgétaires : Aucun montant n'est versé aux entreprises et aux participants pour ces stages de courte durée. Le coût du service ne peut être isolé en soi, celui-ci étant inclus dans le coût des ententes de services en approche globale de la mesure Service d'aide à l'emploi (SAE).

SOURCE :

Direction des ressources externes

COLLABORATION :

Service de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION :

Bureau de la sous-ministres associée d'Emploi-Québec

DATE :

16 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-08

Titre :

Concernant le programme «Mesure de formation de la main-d'œuvre» pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. la liste des programmes d'études et de formation;
- d. le bilan et les résultats;
- e. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- f. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

La Mesure de formation de la main-d'œuvre (MFOR) s'adresse aux individus et aux entreprises. Elle vise à favoriser le développement des compétences recherchées sur le marché du travail et elle permet d'utiliser une combinaison d'approches de formation en vue de l'insertion et du maintien en emploi.

Volet individus : Ce volet vise à aider les personnes à intégrer le marché du travail et à s'y maintenir par le biais de l'acquisition de compétences en lien avec le marché du travail.

Volet entreprises : Ce volet soutient le développement des compétences des personnes en emploi permettant ainsi de les maintenir en emploi et de contrer le chômage.

Nombre de personnes jointes par le programme

Volets	Participants actifs 2016-2017*
Individus	40 618
Entreprises	8 457

* Données en date du 17 février 2017.

Emploi-Québec exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus
COLLABORATION : Direction des mesures et services aux entreprises et du placement
Service de l'analyse et de l'information de gestion
Direction de la planification et de la reddition de comptes
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 8 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-09

Titre :

Concernant le programme « Jeunes en action » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques

La mesure « Jeunes en action » vise à répondre aux besoins des jeunes de 18 à 24 ans qui éprouvent des difficultés importantes qui les empêchent de réaliser une intégration à court ou à moyen terme sur le marché du travail. L'intervention adaptée a pour objectif d'amener les jeunes à développer leur autonomie sur le plan personnel, social et professionnel. Un accompagnement soutenu est nécessaire dans l'atteinte et le maintien des résultats visés.

Nombre de participants actifs : 1 951 (au 17 février 2017).

Depuis le 1er juillet 2016, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) a mis en place un nouveau service spécialisé pour les jeunes dans le cadre de la mesure Service d'aide à l'emploi (SAE). Cette nouvelle façon d'intervenir s'inscrit dans une perspective d'amélioration de l'efficacité des interventions, notamment auprès des jeunes les plus vulnérables sur le plan de l'emploi. L'objectif du nouveau service permet aux jeunes âgés de 18 à 29 ans ayant des obstacles importants face à l'emploi – sous scolarisation, périodes de chômage récurrentes, isolement social et communautaire, problèmes de délinquance, etc. – de déterminer un objectif professionnel leur permettant d'intégrer un emploi ou d'effectuer un retour aux études. Ce nouveau service spécialisé pour les jeunes est inscrit dans la nouvelle Stratégie d'action jeunesse 2016-2021, lancée par le gouvernement du Québec en décembre 2016.

Emploi-Québec exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE :	Direction des ressources externes
COLLABORATION :	Service de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION:	Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE :	21 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-10

Titre :

Concernant le programme « Jeunes volontaires » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilés par région).

Exposé et statistiques :

Présentation et objectifs de la mesure

- Jeunes volontaires vise à soutenir l'entrée sur le marché du travail de jeunes de 16 à 29 ans. Par le biais d'activités utiles à leur développement professionnel, la mesure permet de définir leur propre projet afin d'acquérir, de vérifier ou de développer des compétences contribuant à leur insertion sociale et professionnelle.
- À la suite de leur participation à la mesure, certains retournent aux études ou intègrent un emploi. D'autres innovent, soit en créant leur propre entreprise, soit en devenant travailleur autonome. La réalisation des projets permet aux participants d'explorer un projet d'affaires, de valider leurs compétences entrepreneuriales, leur motivation et leur détermination par le biais d'activités de prédémarrage d'entreprise.
- Tous les projets Jeunes volontaires sont en lien avec un mentor qui agit à titre bénévole. Ce dernier guide les jeunes dans l'organisation de leur projet en les assistant tout au long des étapes de sa réalisation.

Nombre de participants – 2016-2017 (au 17 février 2017)

Période	Participants actifs
2016-2017 (au 17 février 2017)	507

Sommes allouées

Emploi-Québec exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE :

Direction mesures et des services aux individus

COLLABORATION :

Service de l'analyse et de l'information de gestion
Direction du budget

VALIDATION :

Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec

DATE :

21 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-11

Titre :

Concernant le programme « Ma place au soleil » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

- Ma place au soleil s'adresse aux jeunes parents de moins de 25 ans qui n'ont pas complété leurs études secondaires. Elle vise à leur permettre d'acquérir une formation académique qualifiante vers des emplois en demande (terminer le secondaire général et poursuivre une formation secondaire professionnelle ou technique).
- Un service d'accompagnement des participants, des activités de groupe ainsi que des services d'orientation sont également proposés en complément à la formation afin de favoriser la persévérance et la réussite.
- La participation à Ma place au soleil se fait sur une base volontaire en parallèle à la participation à la Mesure de formation de la main-d'œuvre – volet individus. Elle se réalise dans le cadre des programmes, des mesures et des services d'Emploi-Québec financés par le Fonds de développement du marché du travail (FDMT).
- Nombre de participants actifs :

2016-2017 (en date du 17 février 2017)	519 participants actifs
---	-------------------------

- Emploi-Québec exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE :

Direction des mesures et services aux individus

Service de l'analyse et de l'information de gestion

Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec

8 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-12

Titre :

Concernant le programme « Placement étudiant » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Le programme « Placement étudiant » n’existe pas.

SOURCE : Direction des mesures et services aux entreprises et du placement
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée d’Emploi-Québec
DATE : 10 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-13

Titre :

Concernant le programme « Préparation à l'emploi » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La mesure Projet de préparation à l'emploi (PPE) vise à permettre à des personnes défavorisées sur le plan de l'emploi d'acquérir ou de développer des compétences personnelles et des compétences liées à l'insertion au marché du travail au moyen de la réalisation d'activités intégrées de préparation et d'insertion en emploi. Elle comprend les volets suivants :

- Général
- Entreprises d'insertion
- Jeunes en action
- Jeunes volontaires

Pour l'ensemble de la mesure, les données sont les suivantes :

1- Nombre de participants actifs :

2016 – 2017*	11 568
--------------	--------

* Données du 1^{er} avril 2016 au 17 février 2017.

Emploi-Québec exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE : Direction des ressources externes
COLLABORATION : Service de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 21 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-14 :

Titre :

Concernant le programme « Alternative jeunesse » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Le Programme alternative jeunesse visait à soutenir les jeunes de moins de 25 ans admissibles à un programme d’aide financière de dernier recours afin d’assurer leur subsistance et les encourager à réaliser des activités leur permettant d’acquérir ou de recouvrer leur autonomie personnelle, sociale et professionnelle.

Le projet de loi 70, adopté à l’Assemblée nationale le 10 novembre 2016, en prévoit l’abrogation. Les jeunes qui étaient en participation au Programme alternative jeunesse à ce moment peuvent poursuivre leur participation au programme jusqu’à ce qu’ils atteignent les objectifs prévus à leur parcours d’insertion.

Budget et participants

Le tableau qui suit présente les données pour l’année 2016-2017.

Année financière	2016-2017
Participants actifs	394 Du 1 ^{er} avril 2016 au 17 février 2017

Emploi-Québec exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n’y a pas de sommes allouées à ce programme en début d’année.

SOURCE :
COLLABORATION :

VALIDATION :
DATE :

Direction mesures et des services aux individus
Service de l’analyse et de l’information de gestion
Direction du budget
Direction de la planification et de la reddition de comptes
Bureau de la sous-ministre associée d’Emploi-Québec
21 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-15

Titre :

Concernant le « Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME) » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Le Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME) vise l'intégration dans un premier emploi nord-américain, dans leur domaine de compétence, de nouveaux arrivants et de personnes issues d'une minorité visible. Pour ce faire, une subvention est versée à l'employeur pour couvrir une partie du salaire et, à certaines conditions, des dépenses pour l'accompagnement ou la formation de la personne embauchée.

- Nombre de personnes jointes par le programme :
2016-2017 (au 17 février 2017) : 1 220 participants actifs.

Emploi-Québec exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE :

Direction mesures et des services aux individus

Service de l'analyse et de l'information de gestion

Direction de la planification et de la reddition de comptes

Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec

21 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-16

Titre :

Concernant le programme « Soutien pour travailleurs âgés » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Créé en 2009 dans le cadre du Pacte pour l'emploi plus, le Programme de soutien pour les travailleurs âgés (PSTA) remplaçait le Programme de soutien financier pour les travailleurs âgés licenciés de l'industrie forestière.

Il a été créé afin d'accorder, de façon temporaire, une aide financière individuelle aux personnes âgées de 55 ans ou plus, mais de moins de 60 ans, de tous les secteurs d'activité, licenciées ou mises à pied pour des raisons économiques ou technologiques, jusqu'à ce qu'ils soient admissibles au Régime des rentes du Québec (60 ans).

Le programme a cessé de s'appliquer le 31 mars 2013 dans le secteur de l'extraction de l'amiante, et le 31 décembre 2012 dans tous les autres secteurs d'activité. À noter, toutefois, que les personnes licenciées avant la fin du programme peuvent encore en bénéficier si les conditions d'admissibilité du programme sont respectées.

- a) Nombre de personnes ayant participé à ce programme par région : en 2016-2017 (au 31 janvier 2017), 78 travailleurs ont été aidés.
- b) Nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme : sans objet.
- c) Bilan et résultats : en 2016-2017 (au 31 janvier 2017), 78 travailleurs ont été aidés dans le cadre du programme.
- d) Nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun : sans objet.
- e) Identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) : le budget pour 2016-2017 est de 0,5 M\$ et il n'y avait pas de ventilation par région.

SOURCE : Direction du soutien à l'application des normes d'assistance sociale

COLLABORATIONS : Service de l'analyse et de l'information de gestion
Direction du budget et du financement

VALIDATION :

DATE : 5 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-17

Titre :

Concernant le programme «Soutien pour les travailleurs licenciés collectivement» pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

- Créé en 2009 dans le cadre du Pacte pour l'emploi plus, le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement qui s'appliquait à toutes les régions et à tous les secteurs d'activité économique, remplaçait :
 - le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement dans les régions ressources;
 - le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement, hors des régions ressources, des secteurs du textile et du vêtement.
 - Ce programme permettait, en raison du contexte économique, d'accorder, de façon temporaire, une aide financière aux travailleurs licenciés collectivement et à leur famille, de toutes les régions et de tous les secteurs d'activité, afin d'éviter qu'ils n'aient à puiser dans leurs épargnes, à liquider une partie de leurs biens ou à faire appel aux programmes d'aide financière de dernier recours.
 - À noter, toutefois, que seuls les travailleurs dont le licenciement collectif est survenu avant le 1^{er} juillet 2014 dans les régions ressources peuvent désormais bénéficier du Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement.
- a) Nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région en 2016-2017 : 1 ménage aidé en 2016-2017 (au 31 janvier 2017).
 - b) Nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme : sans objet.
 - c) Bilan et les résultats : 1 ménage aidé pour 2016-2017 (au 31 janvier 2017).
 - d) Nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun : sans objet.
 - e) Le budget pour 2016-2017 est de 0,1 M\$. La ventilation par région n'est pas disponible.

SOURCE :

Direction du soutien à l'application des normes d'assistance sociale

COLLABORATION :

Service de l'analyse et de l'information de gestion

Direction du budget et du financement

VALIDATION:

DATE :

5 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-18

Titre :

Concernant le programme « Québec pluriel » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Québec Pluriel, inscrit dans le cadre de la Stratégie d'action jeunesse 2006-2009 puis reconduit en 2009-2014, est un service spécialisé de la mesure Services d'aide à l'emploi (SAE), qui vise l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 35 ans issus des communautés culturelles ou des minorités visibles. En plus de répondre aux besoins en termes d'employabilité et d'appropriation du contexte culturel du marché du travail québécois, il permet à ses participants de bénéficier de l'accompagnement d'un mentor durant une période minimale de 12 semaines. Lors de l'échéance de la dernière Stratégie d'action jeunesse (2009-2014), le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) a intégré Québec Pluriel à l'offre de service régulière d'Emploi-Québec.

La Stratégie d'action jeunesse 2016-2021 a été lancée par le gouvernement le 12 décembre 2016 et il y est prévu le développement d'une plateforme interactive de mentorat par l'organisme Academos. Cet organisme déploie déjà un outil qui s'apparente aux réseaux sociaux pour mettre en lien des mentors et des jeunes. Il s'agit d'un lieu convivial d'échanges sur le monde professionnel qui peut notamment stimuler la persévérance scolaire. Dans ce contexte, Emploi-Québec analysera la pertinence de maintenir du mentorat de type « traditionnel », d'autant que peu de jeunes ont été rejoints en 2015-2016 par l'activité Québec Pluriel.

Pour 2016-2017 (au 17 février 2017) : le nombre de participants actifs était de 200.

Emploi-Québec exerçant une gestion par fonds, aucune somme n'est allouée à Québec Pluriel en début d'année.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE :

Direction des ressources externes

Service de l'analyse et de l'information de gestion

Direction des politiques d'emploi et des stratégies

Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec

27 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-19

Titre :

Concernant le programme « Réussir » pour 2016-2017 et pour les trois années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Les programmes d'aide et d'accompagnement social (PAAS) s'adressent aux prestataires de l'aide financière de dernier recours éloignés du marché du travail. Il existe deux PAAS : Action et Réussir.

Le PAAS Réussir est réservé aux prestataires ayant des contraintes sévères à l'emploi et vise à leur permettre de poursuivre des études secondaires en formation professionnelle ou des études postsecondaires, tout en demeurant admissibles à une aide financière de dernier recours. En conséquence, ils conservent leur carnet de réclamation et l'accès aux prestations spéciales.

- a) Nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région : En 2016-2017 (au 17 février 2017), il y avait 499 participants actifs au PAAS Réussir
- b) Nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme : Données non disponibles.
- c) Bilan et résultats : Se référer au nombre de participants mentionnés précédemment ainsi qu'aux sommes allouées.
- d) Nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière : Données non disponibles.
- e) Sommes allouées au PAAS Réussir : En 2016-2017 (au 24 février 2017), les dépenses s'élèvent à 489,8 k\$.

SOURCE :

COLLABORATION :

DATE :

Direction du soutien à l'application des normes d'assistance sociale
Service de l'analyse et de l'information de gestion
Direction du budget et du financement
21 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-20

Titre :

Concernant le programme « Services d’aide à l’emploi » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. identifier tous les services offerts.

Exposé et statistiques :

La mesure Services d’aide à l’emploi (SAE) s’inscrit dans l’axe « Préparation pour l’emploi » de la Politique active du marché du travail (PAMT) et est financée par le Fonds de développement du marché du travail (FDMT).

Cette mesure permet la réalisation d’une diversité d’activités généralement de courte durée telles l’orientation, l’aide à la recherche d’emploi, l’aide psychosociale, etc. L’obtention d’un emploi ou le choix d’une carrière est la finalité poursuivie par cette mesure.

Les services et interventions sont offerts principalement en approche individuelle et permettent :

- de soutenir toutes les personnes qui sont en recherche d’emploi indépendamment de leur statut;
- d’aider les personnes plus éloignées du marché du travail à préciser leurs besoins en matière d’emploi et de formation, et d’identifier les activités les plus appropriées permettant d’y répondre.

Certains services complémentaires à ceux offerts par les centres locaux d’emploi (CLE) peuvent être dispensés par des intervenants externes dans le cadre de la mesure SAE.

Pour 2016-2017 (au 17 février 2017) : le nombre de participants actifs était de 170 534.

Exerçant une gestion par fonds, Emploi-Québec n’alloue pas de somme précise pour la mesure SAE.

Types d’activités

Plusieurs activités peuvent être offertes dans le cadre de la mesure SAE par les intervenants externes, selon les besoins des personnes et les objectifs recherchés, dont :

- des sessions d’information sur le marché du travail;
- des services d’orientation professionnelle;
- des Clubs de recherche d’emploi;
- des stratégies de recherche d’emploi;
- de l’évaluation psychosociale;
- la détermination des besoins;
- des stages d’observation ou d’exploration dans les entreprises.

SOURCE : Direction des ressources externes
COLLABORATION : Service de l’analyse et de l’information de gestion
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée d’Emploi-Québec
DATE : 16 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-21

Titre :

Concernant le programme de « Soutien financier aux mineures enceintes » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années:

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région ;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques

État de situation

Le programme Soutien financier aux mineures enceintes offre une aide active fondée sur le risque pour la santé et l'intégrité physique de la mère et de l'enfant à naître. Ainsi, les mineures visées par ce programme peuvent bénéficier, en plus d'une aide financière du Ministère, de services de soutien et d'encadrement intensif, qui sont offerts par les centres locaux de services communautaires et qui peuvent se prolonger au-delà de la durée du programme.

L'aide financière est versée à la mineure qui participe au volet « Soutien aux jeunes parents » des Services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance du ministère de la Santé et des Services sociaux à partir de la vingtième semaine de sa grossesse jusqu'à la naissance de son enfant. Par la suite, la nouvelle mère peut présenter une demande conformément aux programmes d'aide financière de dernier recours.

Nombre de personnes jointes par le programme pour 2016-2017:

66 au 31 janvier 2017.

Bilan et résultats pour 2016-2017 :

Au 31 janvier 2017, le programme a permis de venir en aide à 66 futures mères de moins de 18 ans dont la précarité économique constituait une menace pour elle et l'enfant à venir.

Sommes allouées en 2016-2017

600 k\$.

SOURCE :

Direction du soutien à l'application des normes d'assistance sociale

COLLABORATION :

Direction de la gouvernance, de l'analyse stratégique et de l'information de gestion

Direction du budget

DATE :

10 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-22

Titre :

Concernant le programme « Soutien au travail autonome » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. type de projets financés, montants financés par projet, par région.

Exposé et statistiques :

La mesure vise à soutenir les individus admissibles, qui sont aptes à mettre en oeuvre un projet viable d'entreprise afin de favoriser la création d'emplois par la création d'entreprises en leur offrant la possibilité de consolider leur activité d'entreprise ou de travailleur autonome et à retrouver leur autonomie financière.

Nombre de participants actifs

Année	Nombre de participants actifs
2016-2017 (au 17 février 2017)	3 154

Sommes allouées

Emploi-Québec exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE : Direction des mesures et services aux entreprises et du placement

COLLABORATION : Service de l'analyse et de l'information de gestion
Direction du budget

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec

DATE : 8 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-23

Titre :

Concernant le programme « Supplément à la prime au travail » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Le ministère des Finances répondra à cette question.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale / Daniel Jean / Jean-François Dolbec

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 5 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-24

Titre :

Concernant le : « Programme national de réconciliation avec les orphelins et orphelines de Duplessis ayant fréquenté certaines institutions » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant reçu une aide individuelle, par région;
- b. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Le tableau ci-dessous présente les données pour l'année 2016-2017 au 28 février 2017.

RÉGION	2016-2017	
	Demandes	Montant versé
Abitibi	2	30 000 \$
Bas-Saint-Laurent	7	105 000 \$
Capitale-Nationale	15	225 000 \$
Centre-du-Québec	4	60 000 \$
Chaudière-Appalaches	1	15 000 \$
Côte Nord	1	15 000 \$
Estrie	2	30 000 \$
Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	0	- \$
Lanaudière	12	180 000 \$
Laurentides	3	45 000 \$
Laval	1	15 000 \$
Mauricie	27	405 000 \$
Montréal	18	270 000 \$
Montréal	5	75 000 \$
Nord du Québec	0	- \$
Outaouais	3	45 000 \$
Saguenay - Lac-Saint-Jean	4	60 000 \$
Région administrative non-précisée	4	60 000 \$
Total	109	1 635 000 \$

SOURCE : Programme national de réconciliation avec les orphelines et les orphelins de Duplessis ayant fréquentés certaines institutions

COLLABORATION : Secteur des services à la gestion et ressources informationnelles

DATE : 31 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-25

Titre :

Concernant le programme « Accompagnement des entreprises pour la relance de l'emploi » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :

- a. le bilan et les résultats
- b. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun
- c. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région)

Exposé et statistiques :

Ce programme a pris fin le 31 mars 2014.

SOURCE : DSDMO

COLLABORATION : S. O.

VALIDATION : Éric Gervais, Direction générale du développement de la main-d'œuvre

DATE : 2017-03-06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-26

Titre :

Concernant le programme « Aide à l'embauche des personnes handicapées » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu pour chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Le programme « Aide à l'embauche des personnes handicapées » est inexistant.

SOURCE :

VALIDATION:

DATE :

Direction des mesures et services aux individus

Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec

6 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-27

Titre :

Concernant le programme « Aide à la création d'emploi » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Voir les fiches RP08 (Mesure de la formation de la main-d'œuvre – volet Entreprises) et RP22 (Soutien au travail autonome) car la mesure « Aide à la création d'emplois » n'existe pas.

SOURCE : Direction des mesures et services aux entreprises et du placement
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 17 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-28

Titre :

Concernant le programme « Agrément des formateurs » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :

- a. le nom de personnes et nombre de personnes ayant été agréées, par région;
- b. le type de formations offertes;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

L'agrément des formateurs ne constitue pas un programme gouvernemental. Il n'y a pas de versement de subventions ni d'autre type d'aide financière aux formateurs agréés par le seul fait d'être agréés.

Les frais exigibles pour le traitement des demandes d'agrément sont versés au Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (ci-après, le Fonds). Or, comme le Fonds exerce des opérations fiduciaires, il est par conséquent exclu du périmètre comptable du gouvernement.

SOURCE :

VALIDATION:

DATE :

Direction générale du développement de la main-d'œuvre

Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec

23 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-29

Titre :

Concernant le programme « Découvrir une relève » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Les stages Découvrir permettent à des jeunes de vivre une expérience de stages exploratoires en milieu de travail. Pour certains, le stage Découvrir permettra de vérifier différents aspects d'un emploi ou d'un secteur d'activité économique, de valider un choix professionnel ou d'évaluer son potentiel alors que, pour d'autres, il peut être l'occasion de se faire valoir auprès de l'entreprise en vue d'obtenir un emploi.

- Nombre de participants 2016-2017 (au 17 février 2017) : 86.
- Nombre de participants ayant intégré le marché du travail : donnée non disponible.
- Données budgétaires : aucun montant n'est versé aux entreprises et aux participants pour ces stages de courte durée. Le coût du service ne peut être isolé en soi, celui-ci étant inclus dans le coût des ententes de services en approche globale de la mesure Service d'aide à l'emploi (SAE).

SOURCE :	Direction des ressources externes
COLLABORATION :	Service de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION :	Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE :	16 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-30

Titre :

Concernant le programme « Gestion des ressources humaines » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région ;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme ;
- c. le bilan et les résultats ;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun ;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques

Le programme « Gestion des ressources humaines » n'existe pas au MTESS.

SOURCE :	Direction des mesures et services aux entreprises et du placement
COLLABORATION :	Direction de la statistique, information de gestion et suivi de la performance
VALIDATION:	Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE :	10 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-31

Titre :

Concernant le programme « Licenciements collectifs » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années:

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Emploi-Québec intervient en collaboration avec l'employeur lorsqu'un licenciement collectif survient dans le cadre des mesures :

- Comité d'aide au reclassement (+ de 50 employés);
- Comité d'aide au reclassement à entrée continue.

Le comité a la responsabilité d'évaluer les besoins des personnes licenciées, d'élaborer et de réaliser le plan d'action visant le reclassement et la réinsertion des travailleurs sur le marché du travail.

Le Comité d'aide au reclassement vise les licenciements de plus de 50 travailleurs et le Comité d'aide au reclassement à entrée continue s'applique aux licenciements de moins de 50 employés.

Comité d'aide au reclassement (régulier)		
ANNÉE	NOUVELLES ENTREPRISES	ENTREPRISES ACTIVES
2016-2017*	8	21

Comité d'aide au reclassement (entrée continue)		
ANNÉE	NOUVELLES ENTREPRISES	ENTREPRISES ACTIVES
2016-2017*	5	18

* Données au 17 février 2017

Emploi-Québec exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE : Direction des mesures et services aux entreprises et du placement

COLLABORATION : Service de l'analyse et de l'information de gestion
Direction du budget

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec

DATE : 8 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-32

Titre :

Concernant le programme «Mesure de formation de la main-d'œuvre» pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Vous référer à la réponse à la question RP-08.

SOURCE :

Direction mesures et des services aux individus

VALIDATION :

Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec

DATE :

13 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-33

Titre :

Concernant le « Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires – Volet Action communautaire et action bénévole » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017. Fournir les prévisions pour 2017-2018;
- b. politique et critères d'attribution des subventions;
- c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

Exposé et statistiques :

La réponse se trouve à la question RP-80.

SOURCE : Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 2017-03-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-34

Titre :

Concernant le « Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires – Volet Initiatives sociales » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017. Fournir les prévisions pour 2017-2018;
- b. politique et critères d'attribution des subventions;
- c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

Exposé et statistiques :

La réponse se trouve à la question RP-80.

SOURCE : Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 2017-03-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-35

Titre :

Concernant le « Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales et en action bénévole », pour chacun des trois volets pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 2015-2016 et 2016-2017. Fournir les prévisions pour 2017-2018;
- b. politique et critères d'attribution des subventions;
- c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

Exposé et statistiques :

La réponse se trouve à la question RP-80.

SOURCE : Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 2017-03-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-36

Titre :

Concernant le « Programme de soutien financier des corporations de développement communautaire (CDC) » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017. Fournir les prévisions pour 2017-2018;
- b. politique et critères d'attribution des subventions;
- c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

Exposé et statistiques :

La réponse se trouve à la question RP-80.

SOURCE : Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 2017-03-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-37

Titre :

Concernant le « Soutien régionalisé aux entreprises pour le développement de la main-d'œuvre pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :

- a. Liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017. Fournir les prévisions pour 2017-2018;
- b. Politique et critères d'attribution des subventions;
- c. Liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

Exposé et statistiques :

Depuis 2015-2016, le programme « Soutien régionalisé aux entreprises pour le développement de la main-d'œuvre » a été remplacé par le « Soutien régionalisé à l'adéquation formation-emploi ».

Cette mesure est financée par le Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre qui exerce des opérations fiduciaires et, par conséquent, est exclu du périmètre comptable du gouvernement.

SOURCE :

Direction générale du développement de la main-d'œuvre

VALIDATION:

Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec

DATE :

16 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-38

Titre :

Concernant les « Subventions aux entreprises adaptées » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l’ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017. Fournir les prévisions pour 2017-2018;
- b. politique et critères d’attribution des subventions;
- c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
- d. Nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- e. Nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme.

Exposé et statistiques :

Le Programme de subventions aux entreprises adaptées (PSEA) vise à créer des emplois adaptés aux besoins de personnes handicapées qui, bien que productives, ne peuvent être compétitives en milieu de travail standard. Il doit également favoriser le développement de l’employabilité de ces personnes afin d’amener, celles qui le peuvent et le veulent, vers un emploi standard.

L’embauche de personnes handicapées ne pouvant pas travailler en milieu de travail standard oblige les entreprises adaptées à des dépenses supplémentaires qu’elles ne peuvent récupérer par la vente de leurs produits et services. La contribution d’Emploi-Québec leur permet d’assurer les emplois de ces personnes et d’apporter les mesures d’adaptation requises.

Pour le PSEA, il y a 4 596 participants actifs du 1^{er} avril 2016 au 17 février 2017.

Au 24 février 2017, les déboursés reliés au PSEA pour l’année financière 2016-2017 sont de 76,4 M\$.

SOURCE : Direction régionale d’Emploi-Québec du Centre-du-Québec
COLLABORATION : Direction de la statistique, information de gestion et suivi de la performance
Direction de la planification et de la reddition de comptes
Direction des mesures et services aux individus
Direction des politiques d’emploi et des stratégies
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée d’Emploi-Québec
DATE : 31 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-39

Titre :

Emploi-Québec :

- a) Cibles et résultats des interventions d'Emploi-Québec sur le terrain en 2016-2017 et pour les quatre années précédentes; fournir les prévisions pour 2017-2018. Chiffres nationaux et ventilés par région administrative;
- b) Détails des employés occasionnels et réguliers pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018;
- c) Part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financée par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral pour l'année 2017-2018 et les quatre années précédentes;
- d) État des listes d'attente pour participer aux mesures d'Emploi-Québec, par mois, depuis avril 2010.

Exposé et statistiques :

a) Cibles et résultats en 2016-2017 (et/ou dernière année disponible) et prévisions pour 2017-2018

Globalement, les taux d'atteinte des cibles de résultats en 2016-2017 touchant les nouveaux participants et les retours en emploi sont satisfaisants (voir annexe). Il en va de même du côté des services aux entreprises. La forte majorité des cibles seront entièrement atteintes ou à des niveaux supérieurs à 95 %.

Tel que prévu à la Convention de performance et d'imputabilité d'Emploi-Québec, les résultats finaux pour 2016-2017 seront présentés plus en détails dans le Rapport annuel de gestion.

b) Détails des employés occasionnels et réguliers pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Le Secteur d'Emploi-Québec bénéficie du Secteur des opérations et de la Direction des enquêtes et de la conformité qui livrent une prestation de services en matière d'emploi et de solidarité sociale. Ces unités comptent ainsi, au 1^{er} mars 2017, 3 766 employés (2 759 à statut régulier et 1 007 à statut occasionnel).

- Secteur des opérations :
 - Directions régionales : 3 634 employés, dont 2 644 réguliers et 990 occasionnels.
 - Unités centrales : 84 employés, dont 80 réguliers et 4 occasionnels.
- Direction des enquêtes et de la conformité : 48 employés, dont 35 réguliers et 13 occasionnels.

La gouvernance d'Emploi-Québec (le secteur) compte, quant à elle, 164 employés au 1^{er} mars 2017 (156 à statut régulier et 8 à statut occasionnel).

Au global, au 1^{er} mars 2017, la ligne d'affaires d'Emploi-Québec représente 3 930 employés (2 915 à statut régulier et 1 015 à statut occasionnel).

c) Part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financée par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral pour l’année 2017-2018 et pour les quatre années précédentes.

Pour l’année 2016-2017, le Plan annuel de gestion des dépenses totalise 1 066,3 M\$, dont 270,0 M\$ en Fonds du Québec et 796,3 M\$ imputables aux fonds provenant du fédéral.

PLAN ANNUEL DE GESTION DES DÉPENSES 2016-2017 (en millions de dollars)		
Fonds du Québec	Fonds provenant du fédéral	Total
270,0	796,3	1 066,3

d) Listes d’attente

Emploi-Québec n’administre pas de liste d’attente de participants dans le cadre des mesures actives. Ses services sont offerts sur la base des priorités régionales et des disponibilités budgétaires.

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE :

Direction de la planification et de la reddition de comptes
Direction générale des ressources humaines
Direction du budget et du financement
Bureau de la sous-ministre associée d’Emploi-Québec
22 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-40

Titre :

Stratégie d'intervention à l'intention des travailleurs de 45 ans et plus :

- a. Budget consenti à la mise en œuvre de la stratégie pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018;
- b. Ventilation de ces budgets par axe d'intervention;
- c. Nombre d'entreprises participantes;
- d. Nombre de participants par tranche d'âge et par région;
- e. Durée moyenne de la participation;
- f. Nombre de participants qui réussissent à retrouver un emploi durable;
- g. Taux de réussite.

Exposé et statistiques :

a. Budget consenti à la mise en œuvre de la Stratégie pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018

Les activités de la Stratégie d'intervention à l'intention des travailleuses et des travailleurs de 45 ans et plus sont réalisées à l'intérieur du budget global d'intervention réservé aux mesures et services d'Emploi-Québec. Aucun budget spécifique n'est attribué pour la Stratégie.

b. Ventilation de ces budgets par axe d'intervention

Aucun budget global pour la Stratégie n'étant attribué, la ventilation des statistiques par axe d'intervention ne s'applique pas.

c. Nombre d'entreprises participantes

Aucune cible de résultat n'est établie pour cette clientèle. Cette stratégie vise plutôt à faciliter l'insertion et le maintien en emploi de la main-d'œuvre âgée de 45 ans et plus et à mettre en place des interventions en entreprise telles que la gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre et l'adaptation des pratiques de gestion des ressources humaines (GRH).

d. Nombre de participants par tranche d’âge et par région

Ventilation des nouveaux participants âgés de 45 ans et plus
selon la région et le groupe d’âge
du 1^{er} avril 2016 au 17 février 2017

	De 45 à 49 ans	De 50 à 54 ans	55 ans et plus	Adultes distincts ¹
Bas-Saint-Laurent	596	848	1 824	3 251
Saguenay - Lac-St-Jean	788	1 214	2 292	4 266
Capitale-Nationale	2 091	2 461	4 325	8 846
Mauricie	827	1 052	2 134	3 987
Estrie	802	819	1 410	3 014
Île-de-Montréal	6 666	6 045	8 076	20 655
Outaouais	1 137	1 281	1 737	4 122
Abitibi-Témiscamingue	481	610	1 274	2 354
Côte-Nord	444	551	786	1 765
Nord-du-Québec	59	95	185	337
Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	506	697	1 375	2 558
Chaudière-Appalaches	1 160	1 419	2 472	5 021
Laval	1 489	1 372	2 232	5 066
Lanaudière	1 273	1 463	2 149	4 853
Laurentides	1 575	1 846	3 316	6 697
Montréal	3 698	3 672	5 379	12 671
Centre-du-Québec	635	681	1 262	2 549
Adultes distincts ¹	24 120	26 031	42 131	91 699

1. La somme des adultes par région ou par groupe d’âge peut être supérieure au nombre total d’adultes distincts, car une même personne peut avoir effectué plus d’une participation dans plus d’une région et dans deux groupes d’âge durant la période.

e. Durée moyenne de la participation

Ce type de donnée n’est pas disponible.

f. Nombre de participants qui réussissent à retrouver un emploi durable

En 2014-2015, le taux d’emploi des personnes ayant bénéficié d’une intervention d’Emploi-Québec atteignait 51,1 % pour les 45-54 ans et 48,7 % pour les 55 ans et plus. Pour 2015-2016, le taux d’emploi des personnes ayant bénéficié d’une intervention d’Emploi-Québec atteignait 51,0 % pour les 45-54 ans et 47,9 % pour les 55 ans et plus. Pour 2016-2017 (au 17 février 2017), le taux d’emploi des personnes ayant bénéficié d’une intervention d’Emploi-Québec atteint 52,7 % pour les 45-54 ans et 49,5 % pour les 55 ans et plus. Afin de favoriser le recrutement de la clientèle de 55 ans et plus, les employeurs qui déposent des offres d’emploi dans Placement en ligne peuvent signaler leur intérêt à recevoir des candidatures de ces personnes.

g. Taux de réussite

De façon générale, la persévérance, mesurée par le pourcentage de participations aux mesures et services d’emploi terminés et complétés, augmente avec l’âge. Ainsi, en 2016-2017 (au 17 février 2017), 89,8 % des participations des personnes de 45 à 54 ans et 93,5 % de celles de 55 ans et plus ont été complétées. Ce chiffre est de 86,2 % pour les clientèles tout âge confondu pour la plupart des mesures, notamment la mesure de formation – volet individus, à l’exception de Soutien au travail autonome et Subvention salariale pour lesquelles le pourcentage de participations complétées est inférieur à la moyenne chez les personnes de 45 à 54 ans et celles de 55 ans et plus.

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE :

Direction des politiques d’emploi et des stratégies
Service de l’analyse et de l’information de gestion
Bureau de la sous-ministre associée d’Emploi-Québec
13 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-41

Titre :

Fournir copie de tout document, note, rapport, mémo, état de situation, concernant le revenu minimum garanti. Fournir un échéancier de réflexion, la liste et le détail des coûts y étant associés.

Exposé et statistiques :

- Lors de la cérémonie de prestation de serment des membres du Conseil des ministres du 28 janvier 2016, le premier ministre du Québec a énoncé ses attentes en matière de soutien du revenu.

« Le ministre François Blais se penchera sur l'amélioration de nos outils de soutien du revenu dans la direction de l'instauration d'un revenu minimum garanti, domaine dans lequel il possède une grande expertise. »

L'allocation peut être consultée sur le site du premier ministre à l'adresse suivante : <http://premier-ministre.gouv.qc.ca/actualites/allocutions/details.asp?idAllocutions=906>

- Annonce dans le cadre du Budget 2016-2017 :

« Les changements économiques, sociaux et démographiques influencent le marché du travail. En réponse à ces changements et en ayant toujours comme objectif de favoriser l'accès au marché de l'emploi au plus grand nombre de citoyens, le gouvernement du Québec souhaite entreprendre l'évaluation des mécanismes liés aux principes d'un revenu minimum garanti dont la société québécoise pourrait s'inspirer pour le 21^e siècle.

Afin de définir ce nouveau modèle, le gouvernement du Québec examinera les façons d'en arriver à une simplification, une plus grande transparence et un allègement administratif dans les différents transferts destinés aux personnes et aux familles au Québec. C'est dans cette optique que le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale et le ministre des Finances annonceront la création d'un comité d'experts pour réaliser cette première évaluation. Cette démarche vise à explorer de nouvelles approches visant à lutter encore plus efficacement contre la pauvreté, favoriser l'inclusion sociale et tendre vers l'instauration d'un revenu minimum garanti. »

- Le Budget du Québec 2016-2017 peut être consulté sur le site du ministère des Finances à l'adresse suivante :

<http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2016-2017/fr/documents/PlanEconomique.pdf>

- Comme mentionné dans le Budget 2016-2017, le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale et le ministre des Finances ont annoncé la création d'un comité d'experts qui a pour mandat d'explorer de nouvelles approches visant à lutter encore plus efficacement contre la pauvreté, à favoriser l'inclusion sociale et à tendre vers l'instauration d'un revenu minimum garanti.

- L'annonce de la mise en place du Comité d'experts sur le revenu minimum garanti peut être consultée à l'adresse suivante : <https://www.mess.gouv.qc.ca/quoi-de-neuf.asp?idDoc=142391>

- Le mandat du Comité d'experts sur le revenu minimum garanti peut être consulté sur la page web du comité d'experts à l'adresse suivante : <http://www.gouv.qc.ca/FR/RevenuMinimumGaranti/Pages/Accueil.aspx>

- Le Budget 2017-2018 annonce la sortie prochaine du troisième plan de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, qui visera à sortir plus de 100 000 personnes de la pauvreté. Les recommandations qui seront formulées d'ici quelques mois par le Comité d'experts sur le revenu minimum garanti seront évaluées dans le cadre de la préparation de ce plan.

SOURCE : Secteur de la solidarité sociale et de l'analyse stratégique

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 14 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-42

Titre :

Liste des ateliers, formations, conférences ou journées d'activité auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer :

- a) le lieu;
- b) le coût;
- c) le nombre de participants;
- d) le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Exposé et statistiques :

Vous référer à la question 7 des renseignements généraux.

SOURCE : DGRH – 2017-03-30
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-43

Titre :

Le nombre et le pourcentage de requérants à l'assurance-emploi qui sont référés à Emploi-Québec en 24 heures.

Exposé et statistiques :

La réponse a été préparée en fonction des requérants de l'assistance-emploi.

Emploi-Québec a pour mission de contribuer à développer l'emploi et la main-d'oeuvre ainsi qu'à lutter contre le chômage, l'exclusion et la pauvreté dans une perspective de développement économique et social. De plus, depuis avril 2006, les services publics d'emploi et les services de solidarité sociale sont gérés de façon unifiée. Par conséquent, la référence n'est plus requise.

SOURCE :

Direction des mesures et services aux individus

VALIDATION :

Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec

DATE :

21 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-44

Titre :

Le nombre et le pourcentage de requérants à l’assurance-emploi qui ne sont pas référés à Emploi-Québec.

Exposé et statistiques :

La réponse a été préparée en fonction des requérants de l’assistance-emploi.

Emploi-Québec a pour mission de contribuer à développer l’emploi et la main-d’oeuvre ainsi qu’à lutter contre le chômage, l’exclusion et la pauvreté dans une perspective de développement économique et social. De plus, depuis avril 2006, les services publics d’emploi et les services de solidarité sociale sont gérés de façon unifiée. Par conséquent, la référence n’est plus requise.

SOURCE :

Direction des mesures et services aux individus

VALIDATION :

Bureau de la sous-ministre associée d’Emploi-Québec

DATE :

21 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-45

Titre :

Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les établissements d'enseignement collégial pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017, prévisions pour 2017-2018, ventilées par année. Nombre de personnes ayant suivi ces cours.

Exposé et statistiques :

Le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur répondra à cette question.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 22 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-46

Titre :

Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les commissions scolaires pour les années 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017, prévisions pour 2017-2018, ventilées par année et par commission scolaire. Nombre de personnes ayant suivi ces cours.

Exposé et statistiques :

Le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur répondra à cette question.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre associée

DATE : 22 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-47

Titre :

Effectifs de chacun des centres locaux d'emploi, par région, par famille d'emploi et par classe d'emploi, pour les années 2016-2017 et les 4 années précédentes. Fournir les prévisions pour 2017-2018.

Considérant le déploiement des bureaux de Services Québec dans les différentes régions du Québec, le Ministère a bonifié sa méthode de calcul afin de présenter désormais des données complètes des effectifs œuvrant dans les bureaux locaux, et non plus uniquement les effectifs travaillant dans les centres locaux d'emploi.

Ainsi, les données sont maintenant présentées par bureau, soit un édifice où est située minimalement une unité administrative offrant des services à la clientèle au comptoir.

Cette nouvelle façon de comptabiliser les données vise notamment à assurer une meilleure vision du nombre d'effectifs dans chacun des bureaux œuvrant en service à la clientèle.

Si d'autres unités administratives offrant des services à la clientèle à portée locale, régionale ou provinciale sont situées dans le même édifice, elles sont comptabilisées dans les effectifs du bureau.

Si des unités administratives sont dans un édifice où il n'y a pas de bureaux offrant des services au comptoir, l'effectif n'est pas comptabilisé.

Cette nouvelle façon de comptabiliser les données peut engendrer une variation par rapport aux années précédentes puisque la méthode de calcul n'est pas la même que celle utilisée antérieurement.

Néanmoins, on observe une stabilité des employés dans les directions régionales, dont les données peuvent être comparées à celles des années précédentes.

Vous référer à la liste en annexe pour les effectifs par bureau.

SOURCE : DGRH – 2017-04-03

COLLABORATION : SO – 2017-04-04

VALIDATION :

DATE :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-47-Annexe 01

Titre :

Effectifs de chacun des centres locaux d’emploi, par région, par famille d’emploi et par classe d’emploi, pour les années 2016-2017 et les 4 années précédentes. Fournir les prévisions pour 2017-2018.

Effectif en lien d'emploi (régulier et occasionnel) pour les bureaux offrant un service au comptoir pour la clientèle¹
(données 2016-2017 au 1^{er} mars 2017)

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL ²
01. Bas-Saint-Laurent	Amqui	49, boul. Saint-Benoît Est	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			1
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
			Total Technicien			7
			Soutien	200	Agent de bureau	2
				221	Agent de secrétariat	1
			Total Soutien			3
		Total 49, boul. Saint-Benoît Est				
	Total Amqui					11
	La Pocatière	161, route 230 Ouest	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6
			Total Technicien			6
			Soutien	200	Agent de bureau	2
			Total Soutien			2
		Total 161, route 230 Ouest				
	Total La Pocatière					8
	Matane	750, avenue du Phare Ouest	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			1
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			1

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL ²	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9	
			Total Technicien		9		
			Soutien	200	Agent de bureau	2	
				249	Préposé aux renseignements	1	
			Total Soutien		3		
		Total 750, avenue du Phare Ouest					14
		Total Matane					14
		Mont-Joli	42, rue Doucet	Cadre	630	Cadre supérieur	1
				Total Cadre		1	
				Professionnel	111	Attaché d'administration	1
	Total Professionnel			1			
	Technicien			214	Agent d'aide socio-économique	12	
	Total Technicien			12			
	Soutien			200	Agent de bureau	1	
				221	Agent de secrétariat	1	
	Total Soutien			2			
	Total 42, rue Doucet					16	
	Total Mont-Joli					16	
	Rimouski	337, rue Moreault	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre		1		
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
			Total Professionnel		2		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14	
			Total Technicien		14		
			Soutien	200	Agent de bureau	2	
				221	Agent de secrétariat	2	
				249	Préposé aux renseignements	2	
			Total Soutien		6		
		Total 337, rue Moreault					23
	Total Rimouski					23	
	Rivière-du-Loup	385, rue Lafontaine	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre		1		
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
			Total Professionnel		2		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9	
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	1	
			Total Technicien		10		

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL ²	
			Soutien	200	Agent de bureau	2	
				249	Préposé aux renseignements	3	
			Total Soutien		5		
		Total 385, rue Lafontaine					18
		Total Rivière-du-Loup					18
	Saint-Pascal	235, rue Rochette	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1	
			Total Soutien		1		
		Total 235, rue Rochette					1
	Total Saint-Pascal					1	
	Témiscouata-sur-le-Lac	4, rue de la Gare	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre		1		
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
			Total Professionnel		1		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7	
			Total Technicien		7		
			Soutien	200	Agent de bureau	1	
				221	Agent de secrétariat	1	
			Total Soutien		2		
		Total 4, rue de la Gare					11
	Total Témiscouata-sur-le-Lac					11	
	Trois-Pistoles	634, rue Richard	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3	
			Total Technicien		3		
			Soutien	200	Agent de bureau	1	
			Total Soutien		1		
		Total 634, rue Richard					4
	Total Trois-Pistoles					4	
Total 01. Bas-Saint-Laurent						106	
02. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Alma	725, rue Harvey Ouest	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre		1		
			Professionnel	111	Attaché d'administration	3	
			Total Professionnel		3		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14	
			Total Technicien		14		
			Soutien	200	Agent de bureau	1	
				249	Préposé aux renseignements	3	
			Total Soutien		4		
	Total 725, rue Harvey Ouest					22	
Total Alma					22		

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL ²	
	Dolbeau-Mistassini	1500, rue des Érables	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre		1		
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
			Total Professionnel		2		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10	
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	1	
			Total Technicien		11		
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	3	
			Total Soutien		3		
			Total 1500, rue des Érables				
	Total Dolbeau-Mistassini					17	
	Roberval	755, boul. St-Joseph	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre		1		
			Professionnel	111	Attaché d'administration	3	
			Total Professionnel		3		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9	
			Total Technicien		9		
			Soutien	200	Agent de bureau	1	
				249	Préposé aux renseignements	5	
			Total Soutien		6		
			Total 755, boul. St-Joseph				
	Total Roberval					19	
	Saguenay	237, rue Riverin	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre		1		
			Professionnel	111	Attaché d'administration	3	
			Total Professionnel		3		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	30	
				264	Technicien en administration	1	
			Total Technicien		31		
			Soutien	200	Agent de bureau	7	
				249	Préposé aux renseignements	3	
			Total Soutien		10		
		Total 237, rue Riverin					45
		3885, boul. Harvey	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre		1		
			Professionnel	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1	
				111	Attaché d'administration	2	
			Total Professionnel		3		

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL ²		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	22		
				264	Technicien en administration	1		
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	3		
			Total Technicien			26		
			Soutien	200	Agent de bureau	2		
				249	Préposé aux renseignements	4		
			Total Soutien			6		
			Total 3885, boul. Harvey					36
			782, rue Victoria	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
				Total Cadre			1	
		Professionnel		111	Attaché d'administration	2		
		Total Professionnel			2			
		Technicien		214	Agent d'aide socio-économique	9		
		Total Technicien			9			
		Soutien		200	Agent de bureau	5		
				249	Préposé aux renseignements	1		
		Total Soutien			6			
		Total 782, rue Victoria					18	
	Total Saguenay					99		
	Saint-Félicien	1209, boul. Sacré-Cœur	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1		
			Total Soutien			1		
		Total 1209, boul. Sacré-Cœur					1	
	Total Saint-Félicien					1		
Total 02. Saguenay-Lac-Saint-Jean						158		
03. Capitale-Nationale	Baie-Saint-Paul	915, boul. Monseigneur-de-Laval	Professionnel	111	Attaché d'administration	1		
			Total Professionnel			1		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2		
			Total Technicien			2		
			Soutien	200	Agent de bureau	1		
				249	Préposé aux renseignements	1		
		Total Soutien			2			
		Total 915, boul. Monseigneur-de-Laval					5	
	Total Baie-Saint-Paul					5		
	Cap-Santé	433, route 138	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1		
			Total Soutien			1		
		Total 433, route 138					1	
	Total Cap-Santé					1		

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL ²	
	Château-Richer	3, rue de la Seigneurie	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1	
			Total Soutien		1		
		Total 3, rue de la Seigneurie					1
	Total Château-Richer					1	
	Donnacona	100, route 138	Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
			Total Professionnel		1		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11	
			Total Technicien		11		
			Soutien	200	Agent de bureau	3	
		Total Soutien		3			
	Total 100, route 138					15	
	Total Donnacona					15	
	La Malbaie	21, Patrick-Morgan	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre		1		
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
			Total Professionnel		2		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5	
			Total Technicien		5		
			Soutien	200	Agent de bureau	2	
				249	Préposé aux renseignements	2	
		Total Soutien		4			
	Total 21, Patrick-Morgan					12	
	Total La Malbaie					12	
	Québec	1020, route de l'Église	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
			Total Cadre		2		
			Professionnel	108	Analyste informat.et proc.administr.	1	
				111	Attaché d'administration	5	
			Total Professionnel		6		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	31	
			Total Technicien		31		
			Soutien	200	Agent de bureau	6	
				221	Agent de secrétariat	1	
			Total Soutien		7		
		Total 1020, route de l'Église					46
		2535, boul. Laurier	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre		1		
	Technicien		264	Technicien en administration	4		
	Total Technicien		4				

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL ²	
			Soutien	200	Agent de bureau	28	
				213	Auxiliaire en informatique	6	
				249	Préposé aux renseignements	18	
			Total Soutien			52	
		Total 2535, boul. Laurier					57
		400, boul. Jean-Lesage	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre			1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	3	
			Total Professionnel			3	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	34	
			Total Technicien			34	
			Soutien	200	Agent de bureau	6	
				221	Agent de secrétariat	1	
			Total Soutien			7	
		Total 400, boul. Jean-Lesage					45
		773, avenue Royale	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre			1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
			Total Professionnel			2	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	18	
			Total Technicien			18	
			Soutien	200	Agent de bureau	5	
			Total Soutien			5	
		Total 773, avenue Royale					26
		787, boul. Lebourgneuf	Professionnel	108	Analyste informat.et proc.administr.	1	
			Total Professionnel			1	
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	12	
			Total Soutien			12	
		Total 787, boul. Lebourgneuf					13
		8000, boul. Henri-Bourassa	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre			1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
				116	Conseiller orientation profess.	1	
			Total Professionnel			3	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	35	
			Total Technicien			35	
			Soutien	200	Agent de bureau	7	
			Total Soutien			7	
		Total 8000, boul. Henri-Bourassa					46
		Total Québec					233

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS	TOTAL ²
	Sainte-Anne-de-Beaupré	9104, boul. Sainte-Anne	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
			Total Technicien		1	
			Soutien	200	Agent de bureau	1
			Total Soutien		1	
		Total 9104, boul. Sainte-Anne				
	Total Sainte-Anne-de-Beaupré					2
Total 03. Capitale-Nationale						269
04. Mauricie	La Tuque	655, rue Desbiens	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel		1	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4
			Total Technicien		4	
			Soutien	200	Agent de bureau	3
				249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien		4	
		Total 655, rue Desbiens				
	Total La Tuque					9
	Louiseville	511, rue Marcel	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8
			Total Technicien		8	
			Soutien	200	Agent de bureau	2
			Total Soutien		2	
		Total 511, rue Marcel				
	Total Louiseville					10
	Sainte-Geneviève-de-Batiscan	213, rue de l'Église	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
			Total Technicien		1	
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien		1	
		Total 213, rue de l'Église				
	Total Sainte-Geneviève-de-Batiscan					2
	Sainte-Thècle	301, rue St-Jacques	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3
			Total Technicien		3	
			Soutien	200	Agent de bureau	1
			Total Soutien		1	
		Total 301, rue St-Jacques				
	Total Sainte-Thècle					4
	Shawinigan	212, 6e rue de la Pointe	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre		2	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	4
			Total Professionnel		4	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	17
			Total Technicien		17	

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL ²		
			Soutien	200	Agent de bureau	2		
				221	Agent de secrétariat	1		
			Total Soutien		3			
		Total 212, 6e rue de la Pointe					26	
		401, 5e Avenue	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique		11	
			Total Technicien				11	
			Soutien	200	Agent de bureau		1	
				221	Agent de secrétariat		1	
			Total Soutien				2	
		Total 401, 5e Avenue					13	
		Total Shawinigan					39	
		Trois-Rivières	225, rue des Forges	Cadre	630	Cadre supérieur		2
				Total Cadre				2
	Professionnel			111	Attaché d'administration		6	
	Total Professionnel					6		
	Technicien			214	Agent d'aide socio-économique		30	
				264	Technicien en administration		1	
	Total Technicien					31		
	Soutien			200	Agent de bureau		6	
				221	Agent de secrétariat		1	
				249	Préposé aux renseignements		3	
	Total Soutien					10		
	Total 225, rue des Forges					49		
	Total Trois-Rivières					49		
Total 04. Mauricie					113			
05. Estrie	Asbestos	597, boul. Simoneau	Professionnel	111	Attaché d'administration	1		
			Total Professionnel				1	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique		2	
			Total Technicien				2	
			Soutien	200	Agent de bureau		1	
			Total Soutien				1	
	Total 597, boul. Simoneau					4		
	Total Asbestos					4		
	Coaticook	29, rue Main Est	Professionnel	111	Attaché d'administration	1		
			Total Professionnel				1	

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS	TOTAL ²	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1	
			Total Technicien			1	
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	1	
			Total Soutien			1	
		Total 29, rue Main Est					3
	Total Coaticook						3
	Cookshire-Eaton	89, rue du Parc	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1	
			Total Soutien			1	
		Total 89, rue du Parc					1
	Total Cookshire-Eaton						1
	East Angus	120, rue Angus Nord	Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
			Total Professionnel			1	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4	
			Total Technicien			4	
			Soutien	200	Agent de bureau	1	
		Total Soutien			1		
	Total 120, rue Angus Nord					6	
	Total East Angus						6
	Lac Mégantic	5400, rue Papineau	Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
			Total Professionnel			1	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2	
			Total Technicien			2	
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	1	
		Total Soutien			1		
	Total 5400, rue Papineau					4	
	Total Lac Mégantic						4
	Magog	1700, rue Sherbrooke	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre			1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
			Total Professionnel			1	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	17	
			Total Technicien			17	
			Soutien	200	Agent de bureau	4	
				249	Préposé aux renseignements	1	
		Total Soutien			5		
	Total 1700, rue Sherbrooke					24	
	Total Magog						24

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL ²	
	Richmond	745, rue Gouin	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1	
			Total Soutien		1		
		Total 745, rue Gouin					1
	Total Richmond						1
	Sherbrooke	70, rue King Ouest	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
			Total Cadre		2		
			Professionnel	111	Attaché d'administration	4	
			Total Professionnel		4		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	39	
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	4	
			Total Technicien		43		
			Soutien	200	Agent de bureau	16	
				221	Agent de secrétariat	1	
				249	Préposé aux renseignements	3	
			Total Soutien		20		
		Total 70, rue King Ouest					69
		Total Sherbrooke					
	Stanstead	674, rue Dufferin	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1	
			Total Soutien		1		
		Total 674, rue Dufferin					1
	Total Stanstead						1
	Windsor	5, rue des Sources	Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
			Total Professionnel		1		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4	
			Total Technicien		4		
			Soutien	200	Agent de bureau	1	
		Total Soutien		1			
	Total 5, rue des Sources					6	
	Total Windsor						6
	Total 05. Estrie						119
06. Montréal	Côte-Saint-Luc	6900, boul. Décarie	Cadre	630	Cadre supérieur	3	
			Total Cadre		3		
			Professionnel	111	Attaché d'administration	14	
			Total Professionnel		14		

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL ²			
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	32			
				264	Technicien en administration	1			
			Total Technicien			33			
			Soutien	200	Agent de bureau	7			
			Total Soutien			7			
			Total 6900, boul. Décarie					57	
			Total Côte-Saint-Luc					57	
			Montréal	10520, boul. de l'Acadie	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
					Total Cadre			2	
					Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7	
	Total Technicien					7			
	Soutien	200			Agent de bureau	9			
	Total Soutien					9			
	Total 10520, boul. de l'Acadie					18			
	1055, rue Galt	Cadre			630	Cadre supérieur	3		
		Total Cadre				3			
		Technicien			214	Agent d'aide socio-économique	32		
					264	Technicien en administration	1		
					298	Enquêteur en matières frauduleuses	12		
		Total Technicien				45			
		Soutien			200	Agent de bureau	8		
		Total Soutien				8			
		Total 1055, rue Galt					56		
		1260, rue Ste-Catherine Est			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6	
	Total Technicien					6			
	Soutien			200	Agent de bureau	5			
	Total Soutien				5				
	Total 1260, rue Ste-Catherine Est					11			
	2050, rue de Bleury	Cadre		630	Cadre supérieur	2			
		Total Cadre			2				
		Professionnel		111	Attaché d'administration	1			
		Total Professionnel			1				
		Technicien		264	Technicien en administration	7			
		Total Technicien			7				
		Soutien		200	Agent de bureau	9			
				221	Agent de secrétariat	1			
				249	Préposé aux renseignements	35			
		Total Soutien			45				
	Total 2050, rue de Bleury					55			

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL ²	
		2175, rue Saint-Patrick	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9	
			Total Technicien		9		
			Soutien	200	Agent de bureau	2	
			Total Soutien		2		
		Total 2175, rue Saint-Patrick					11
		2212, avenue Dollard	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre		1		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	27	
			Total Technicien		27		
			Soutien	200	Agent de bureau	7	
				221	Agent de secrétariat	1	
			Total Soutien		8		
		Total 2212, avenue Dollard					36
		2740, rue Remembrance	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14	
			Total Technicien		14		
			Soutien	200	Agent de bureau	6	
			Total Soutien		6		
		Total 2740, rue Remembrance					20
		287, rue Notre-Dame Ouest	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12	
				264	Technicien en administration	1	
			Total Technicien		13		
			Soutien	200	Agent de bureau	8	
				221	Agent de secrétariat	1	
			Total Soutien		9		
		Total 287, rue Notre-Dame Ouest					22
		3750, boul. Crémazie Est	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
			Total Cadre		2		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14	
				264	Technicien en administration	1	
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	11	
			Total Technicien		26		
			Soutien	200	Agent de bureau	7	
		Total Soutien		7			
		Total 3750, boul. Crémazie Est					35
		5105, Avenue de Gaspé	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre		1		
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
			Total Professionnel		1		

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL ²	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	19	
			Total Technicien		19		
			Soutien	200	Agent de bureau	8	
			Total Soutien		8		
		Total 5105, Avenue de Gaspé					29
		5656, rue d'Iberville	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre		1		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8	
			Total Technicien		8		
			Soutien	200	Agent de bureau	3	
			Total Soutien		3		
		Total 5656, rue d'Iberville					12
		5872, Boul. Léger	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
			Total Cadre		2		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	37	
				264	Technicien en administration	2	
			Total Technicien		39		
			Soutien	200	Agent de bureau	6	
			Total Soutien		6		
		Total 5872, Boul. Léger					47
		6655, Côte-des-Neiges	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	17	
			Total Technicien		17		
			Soutien	200	Agent de bureau	6	
			Total Soutien		6		
		Total 6655, Côte-des-Neiges					23
		6690, Sherbrooke Est	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre		1		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	29	
			Total Technicien		29		
			Soutien	200	Agent de bureau	12	
			Total Soutien		12		
		Total 6690, Sherbrooke Est					42
		7077, avenue du Parc	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6	
			Total Technicien		6		
			Soutien	200	Agent de bureau	2	
			Total Soutien		2		
		Total 7077, avenue du Parc					8
		7335, boul. Langelier	Soutien	249	Préposé aux renseignements	3	
			Total Soutien		3		
		Total 7335, boul. Langelier					3

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL ²	
		8257, boul. Langelier	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre		1		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	22	
				264	Technicien en administration	1	
			Total Technicien		23		
			Soutien	200	Agent de bureau	7	
			Total Soutien		7		
		Total 8257, boul. Langelier					31
		4427, rue de Rouen	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3	
			Total Technicien		3		
			Soutien	200	Agent de bureau	5	
			Total Soutien		5		
		Total 4427, rue de Rouen					8
	Total Montréal					467	
	Pointe-Claire	1000, boul. St-Jean	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre		1		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	17	
			Total Technicien		17		
			Soutien	200	Agent de bureau	6	
			Total Soutien		6		
		Total 1000, boul. St-Jean					24
		Total Pointe-Claire					24
Total 06. Montréal						548	
07. Outaouais	Campbell's bay	1290, route 148	Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
			Total Professionnel		1		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6	
				Total Technicien		6	
			Soutien	200	Agent de bureau	2	
				249	Préposé aux renseignements	1	
			Total Soutien		3		
		Total 1290, route 148					10
	Total Campbell's bay					10	
	Gatineau	170, Hôtel-de-Ville	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3	
				264	Technicien en administration	1	
			Total Technicien		4		
			Soutien	200	Agent de bureau	7	
				249	Préposé aux renseignements	2	
		Total Soutien		9			
	Total 170, Hôtel-de-Ville					13	

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS	TOTAL ²		
		420, boul. Wilfrid-Lavigne	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
			Total Cadre		1			
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1		
			Total Professionnel		1			
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	24		
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	5		
			Total Technicien		29			
			Soutien	200	Agent de bureau	9		
				221	Agent de secrétariat	1		
			Total Soutien		10			
		Total 420, boul. Wilfrid-Lavigne					41	
		456, boul. de l'Hôpital	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
			Total Cadre		1			
			Professionnel	111	Attaché d'administration	9		
			Total Professionnel		9			
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	59		
				Total Technicien		59		
			Soutien	200	Agent de bureau	13		
				Total Soutien		13		
			Total 456, boul. de l'Hôpital					82
			154, rue Maclaren Est	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1	
		Total Technicien		1				
		Total 154, rue Maclaren Est					1	
		Total Gatineau						137
		Maniwaki	100, Principale Sud	Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
	Total Professionnel			1				
	Technicien			214	Agent d'aide socio-économique	9		
				Total Technicien		9		
	Soutien			200	Agent de bureau	3		
				249	Préposé aux renseignements	2		
	Total Soutien		5					
	Total 100, Principale Sud					15		
	Total Maniwaki						15	
	Papineauville	365, rue Papineau	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
			Total Cadre		1			
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1		
			Total Professionnel		1			

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS		TOTAL ²
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6	
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	1	
			Total Technicien		7		
			Soutien	200	Agent de bureau	1	
				249	Préposé aux renseignements	1	
			Total Soutien				
			Total 365, rue Papineau				
Total Papineauville						11	
Total 07. Outaouais							173
08. Abitibi-Témiscamingue	Amos	262, 1re avenue Est	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre		1		
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
			Total Professionnel		1		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	17	
			Total Technicien		17		
			Soutien	200	Agent de bureau	5	
				249	Préposé aux renseignements	1	
			Total Soutien		6		
			Total 262, 1re avenue Est				
	Total Amos						25
	La Sarre	655, 2e Rue Est	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre		1		
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
			Total Professionnel		1		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3	
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	1	
			Total Technicien		4		
			Soutien	200	Agent de bureau	2	
				249	Préposé aux renseignements	1	
			Total Soutien		3		
	Total 655, 2e Rue Est					9	
	Total La Sarre						9
Rouyn-Noranda	189, avenue Murdoch	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
		Total Cadre		1			
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1		
			116	Conseiller orientation profess.	1		
		Total Professionnel		2			
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8		
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		
Total Technicien							

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL ²		
			Soutien	200	Agent de bureau	3		
				249	Préposé aux renseignements	1		
			Total Soutien			4		
			Total 189, avenue Murdoch					16
			Total Rouyn-Noranda					16
	Senneterre	481, 7e Avenue Ouest	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1		
			Total Technicien			1		
			Total 481, 7e Avenue Ouest					1
	Total Senneterre					1		
	Val d'Or	186, avenue Perreault	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
			Total Cadre			1		
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2		
			Total Professionnel			2		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11		
			Total Technicien			11		
			Soutien	200	Agent de bureau	3		
				221	Agent de secrétariat	1		
				249	Préposé aux renseignements	1		
			Total Soutien			5		
			Total 186, avenue Perreault					19
	Total Val d'Or					19		
	Ville-Marie	1B, rue Notre-Dame Nord	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
			Total Cadre			1		
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2		
			Total Professionnel			2		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5		
			Total Technicien			5		
			Soutien	200	Agent de bureau	2		
				249	Préposé aux renseignements	2		
			Total Soutien			4		
			Total 1B, rue Notre-Dame Nord					12
	Total Ville-Marie					12		
Total 08. Abitibi-Témiscamingue						82		
09. Côte-Nord	Baie-Comeau	625, boul. Laflèche	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
			Total Cadre			1		
			Professionnel	111	Attaché d'administration	3		
			Total Professionnel			3		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11		
			Total Technicien			11		

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL ²
			Soutien	200	Agent de bureau	2
				221	Agent de secrétariat	1
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			5
		Total 625, boul. Laflèche				
	Total Baie-Comeau					20
	Forestville	134, route 138 Est	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4
			Total Technicien			4
			Soutien	200	Agent de bureau	1
			Total Soutien			1
		Total 134, route 138 Est				
	Total Forestville					5
	Havre-Saint-Pierre	1280, rue de la Digue	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			1
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			1
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3
			Total Technicien			3
			Soutien	200	Agent de bureau	2
				249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			3
		Total 1280, rue de la Digue				
	Total Havre-Saint-Pierre					8
	Les Escoumins	459, route 138	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			1
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			1
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
			Total Technicien			2
			Soutien	221	Agent de secrétariat	1
			Total Soutien			1
		Total 459, route 138				
	Total Les Escoumins					5
	Port-Cartier	2, rue Élie-Rochefort	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
			Total Technicien			2
			Soutien	200	Agent de bureau	1
			Total Soutien			1
		Total 2, rue Élie-Rochefort				
	Total Port-Cartier					3

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS		TOTAL ²
	Sept-Îles	456, avenue Arnaud	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre		1		
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
			Total Professionnel		2		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11	
			Total Technicien		11		
			Soutien	200	Agent de bureau	4	
				249	Préposé aux renseignements	2	
			Total Soutien		6		
			Total 456, avenue Arnaud				
	Total Sept-Îles					20	
	Total 09. Côte-Nord						61
10. Nord-du-Québec	Beaucanton	2709, boul. Curé McDuff	Soutien	200	Agent de bureau	1	
			Total Soutien		1		
		Total 2709, boul. Curé McDuff					1
	Total Beaucanton					1	
	Chibougamau	333, 3e Rue	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre		1		
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
			Total Professionnel		1		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7	
			Total Technicien		7		
			Soutien	200	Agent de bureau	2	
			Total Soutien		2		
	Total 333, 3e Rue					11	
	Total Chibougamau					11	
	Chisasibi	15, Maamuu Road	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1	
			Total Technicien		1		
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	1	
			Total Soutien		1		
		Total 15, Maamuu Road					2
	Total Chisasibi					2	
	Lebel-sur-Quévillon	107, Principale Sud	Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
			Total Professionnel		1		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1	
			Total Technicien		1		
		Total 107, Principale Sud					2
Total Lebel-sur-Quévillon					2		

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS	TOTAL ²
	Matagami	100, Place du Commerce	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
			Total Technicien		1	
			Soutien	200	Agent de bureau	1
			Total Soutien		1	
		Total 100, Place du Commerce				
	Total Matagami					2
Total 10. Nord-du-Québec						18
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Bonaventure	151, avenue Grand-Pré	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre		1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel		2	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	2
			Total Technicien		12	
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				221	Agent de secrétariat	1
			Total Soutien		2	
		Total 151, avenue Grand-Pré				
	Total Bonaventure					17
	Cap-aux-Meules	120, chemin Gros-Cap	Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel		2	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5
			Total Technicien		5	
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	2
		Total Soutien		3		
	Total 120, chemin Gros-Cap					10
	Total Cap-aux-Meules					10
	Carleton-sur-Mer	314, boul. Perron	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre		1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel		2	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9
Total Technicien			9			
Soutien			200	Agent de bureau	2	
			221	Agent de secrétariat	1	
Total Soutien		3				
Total 314, boul. Perron					15	
Total Carleton-sur-Mer					15	

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL ²		
	Chandler	101, rue Commerciale Ouest	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
			Total Cadre		1			
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1		
				116	Conseiller orientation profess.	1		
			Total Professionnel		2			
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11		
			Total Technicien		11			
			Soutien	200	Agent de bureau	1		
				221	Agent de secrétariat	1		
			Total Soutien		2			
	Total 101, rue Commerciale Ouest					16		
	Total Chandler						16	
	Gaspé	96, Montée Sandy Beach	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
			Total Cadre		1			
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1		
				Total Professionnel		1		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6		
			Total Technicien		6			
			Soutien	200	Agent de bureau	1		
				249	Préposé aux renseignements	1		
			Total Soutien		2			
			Total 96, Montée Sandy Beach					10
	Total Gaspé						10	
	Percé		124, Route 132	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1	
		Total Soutien		1				
		Total 124, Route 132					1	
	Total Percé						1	
	Pointe-à-la-Croix	136A, boul. Interprovincial	Soutien	221	Agent de secrétariat	1		
			Total Soutien		1			
			Total 136A, boul. Interprovincial					1
	Total Pointe-à-la-Croix						1	
	Sainte-Anne-des-Monts	39, boul. Sainte-Anne Ouest	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
			Total Cadre		1			
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1		
				116	Conseiller orientation profess.	1		
			Total Professionnel		2			
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7		
	Total Technicien		7					

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL ²
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien		3	
			Total 39, boul. Sainte-Anne Ouest		13	
		Total Sainte-Anne-des-Monts				
Total 11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine						83
12. Chaudière-Appalaches	Beauceville	111, 107e Rue	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien		1	
		Total 111, 107e Rue				
	Total Beauceville					1
	Lac-Etchemin	1554, route 277	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6
			Total Technicien		6	
			Soutien	200	Agent de bureau	2
			Total Soutien		2	
	Total 1554, route 277					8
	Total Lac-Etchemin					8
	Lévis	1205, boul. Guillaume-Couture	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre		2	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	5
			Total Professionnel		5	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	26
				264	Technicien en administration	1
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	2
			Total Technicien		29	
			Soutien	200	Agent de bureau	5
				221	Agent de secrétariat	1
				249	Préposé aux renseignements	1
	Total Soutien		7			
	Total 1205, boul. Guillaume-Couture					43
	Total Lévis					43
	L'islet	319, boul. Nilus-Leclerc	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
			Total Technicien		2	
			Soutien	200	Agent de bureau	2
			Total Soutien		2	
	Total 319, boul. Nilus-Leclerc					4
	Total L'islet					4
	Montmagny	116, rue St-Jean-Baptiste Ouest	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre		1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel		2	

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL ²	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7	
			Total Technicien		7		
			Soutien	200	Agent de bureau	1	
				221	Agent de secrétariat	1	
			Total Soutien		2		
		Total 116, rue St-Jean-Baptiste Ouest					12
	Total Montmagny						12
	Sainte-Croix	6375, rue Garneau	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1	
			Total Soutien		1		
		Total 6375, rue Garneau					1
	Total Sainte-Croix						1
	Sainte-Hénédine	115, rue Langevin	Soutien	200	Agent de bureau	1	
			Total Soutien		1		
		Total 115, rue Langevin					1
	Total Sainte-Hénédine						1
	Sainte-Marie	1037, boul. Vachon Nord	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre		1		
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
			Total Professionnel		2		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11	
			Total Technicien		11		
			Soutien	200	Agent de bureau	3	
			Total Soutien		3		
	Total 1037, boul. Vachon Nord					17	
	Total Sainte-Marie						17
	Saint-Georges	11400, 1re Avenue Est	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre		1		
			Professionnel	111	Attaché d'administration	3	
			Total Professionnel		3		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	20	
				264	Technicien en administration	2	
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	1	
			Total Technicien		23		
			Soutien	200	Agent de bureau	5	
				221	Agent de secrétariat	1	
			Total Soutien		6		
	Total 11400, 1re Avenue Est					33	
	Total Saint-Georges						33

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL ²	
	Saint-Jean-Port-Joli	442, route de l'Église	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1	
			Total Soutien		1		
			Total 442, route de l'Église		1		
	Total Saint-Jean-Port-Joli						1
	Saint-Joseph-de-Beauce	1115, avenue du Palais	Soutien	200	Agent de bureau	1	
			Total Soutien		1		
			Total 1115, avenue du Palais		1		
	Total Saint-Joseph-de-Beauce						1
	Saint-Lazare-de-Bellechasse	100, Monseigneur-Bilodeau	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1	
			Total Technicien		1		
			Soutien	200	Agent de bureau	1	
			Total Soutien		1		
			Total 100, Monseigneur-Bilodeau		2		
	Total Saint-Lazare-de-Bellechasse						2
	Saint-Raphaël-de-Bellechasse	23, avenue Chanoine-Audet	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1	
			Total Soutien		1		
			Total 23, avenue Chanoine-Audet		1		
	Total Saint-Raphaël-de-Bellechasse						1
	Thetford Mines	693, rue St-Alphonse Nord	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre		1		
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
			Total Professionnel		2		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	21	
				264	Technicien en administration	1	
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	1	
			Total Technicien		23		
			Soutien	200	Agent de bureau	2	
				249	Préposé aux renseignements	2	
			Total Soutien		4		
			Total 693, rue St-Alphonse Nord		30		
			Total Thetford Mines				
Total 12. Chaudière-Appalaches						155	
13. Laval	Laval	1438, boul. Daniel-Johnson	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre		1		
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
			Total Professionnel		1		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	21	
				264	Technicien en administration	1	
			Total Technicien		22		

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL ²		
			Soutien	200	Agent de bureau	5		
			Total Soutien		5			
			Total 1438, boul. Daniel-Johnson					29
		3, Place Laval	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
			Total Cadre		1			
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1		
			Total Professionnel		1			
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	42		
				264	Technicien en administration	1		
			Total Technicien		43			
			Soutien	200	Agent de bureau	11		
			Total Soutien		11			
		Total 3, Place Laval					56	
	Total Laval					85		
Total 13. Laval						85		
14. Lanaudière	Berthierville	90, place du Marché	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
			Total Cadre		1			
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1		
			Total Professionnel		1			
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	29		
				264	Technicien en administration	1		
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		
			Total Technicien		31			
			Soutien	200	Agent de bureau	2		
			Total Soutien		2			
			Total 90, place du Marché					35
			Total Berthierville					35
	Joliette	409, rue Notre-Dame	Professionnel	111	Attaché d'administration	5		
			Total Professionnel		5			
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	18		
				264	Technicien en administration	1		
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	3		
			Total Technicien		22			
			Soutien	200	Agent de bureau	7		
				249	Préposé aux renseignements	3		
			Total Soutien		10			
			Total 409, rue Notre-Dame					37
			Total Joliette					37

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL ²
	L'Assomption	867, boul. L'Ange-Gardien	Soutien	249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien		2	
		Total 867, boul. L'Ange-Gardien		2		
	Total L'Assomption					2
	Rawdon	3486, rue Queen	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre		1	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien		13	
			Soutien	200	Agent de bureau	2
			Total Soutien		2	
		Total 3486, rue Queen		16		
	Total Rawdon					16
	Repentigny	155, rue Notre-Dame	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre		1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	4
			Total Professionnel		4	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	21
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien		22	
			Soutien	200	Agent de bureau	11
				221	Agent de secrétariat	1
			Total Soutien		12	
		Total 155, rue Notre-Dame		39		
	Total Repentigny					39
	Sainte-Julienne	2495, rue Cartier	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre		1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel		1	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien		16	
		Soutien	200	Agent de bureau	5	
	Total Soutien		5			
	Total 2495, rue Cartier		23			
	Total Sainte-Julienne					23

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS	TOTAL ²	
	Saint-Jean-de-Matha	941, route Louis-Cyr	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4	
			Total Technicien		4		
			Soutien	200	Agent de bureau	1	
			Total Soutien		1		
		Total 941, route Louis-Cyr					5
	Total Saint-Jean-de-Matha					5	
	Terrebonne	1590, chemin Gascon	Professionnel	111	Attaché d'administration	3	
			Total Professionnel		3		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	18	
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	5	
			Total Technicien		23		
			Soutien	200	Agent de bureau	7	
			Total Soutien		7		
		Total 1590, chemin Gascon					33
	Total Terrebonne					33	
	Total 14. Lanaudière						190
	15. Laurentides	Lachute	505, avenue Béthany	Cadre	630	Cadre supérieur	1
				Total Cadre		1	
				Professionnel	111	Attaché d'administration	1
Total Professionnel				1			
Technicien				214	Agent d'aide socio-économique	7	
Total Technicien				7			
Soutien				200	Agent de bureau	5	
Total Soutien			5				
Total 505, avenue Béthany					14		
Total Lachute					14		
Mont-Laurier		585, rue Hébert	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre		1		
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
			Total Professionnel		2		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8	
			Total Technicien		8		
			Soutien	200	Agent de bureau	2	
		221		Agent de secrétariat	1		
Total Soutien		3					
Total 585, rue Hébert					14		
Total Mont-Laurier					14		

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL ²
	Rivière-Rouge	1355, rue l'Annonciation Sud	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
			Total Technicien		1	
		Total 1355, rue l'Annonciation Sud				
	Total Rivière-Rouge					1
	Sainte-Adèle	400, boul. de Sainte-Adèle	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre		1	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	18
			Total Technicien		18	
			Soutien	200	Agent de bureau	5
				221	Agent de secrétariat	1
			Total Soutien		6	
		Total 400, boul. de Sainte-Adèle				
	Total Sainte-Adèle					25
	Sainte-Agathe-des-Monts	1, rue Raymond	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre		1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel		2	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	16
			Total Technicien		16	
			Soutien	200	Agent de bureau	4
		Total Soutien		4		
	Total 1, rue Raymond					23
	Total Sainte-Agathe-des-Monts					23
	Sainte-Thérèse	100, boul. Ducharme	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre		2	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	5
			Total Professionnel		5	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	31
			Total Technicien		31	
			Soutien	200	Agent de bureau	8
		Total Soutien		8		
	Total 100, boul. Ducharme					46
	Total Sainte-Thérèse					46
	Saint-Eustache	367, boul. Arthur-Sauvé	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6
			Total Technicien		6	

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL ²	
			Soutien	200	Agent de bureau	3	
				221	Agent de secrétariat	1	
				249	Préposé aux renseignements	2	
			Total Soutien			6	
			Total 367, boul. Arthur-Sauvé				
	Total Saint-Eustache					12	
	Saint-Jérôme	85, de Martigny Ouest	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
			Total Cadre			2	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	4	
			Total Professionnel			4	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	36	
			Total Technicien			36	
			Soutien	200	Agent de bureau	11	
				221	Agent de secrétariat	1	
				249	Préposé aux renseignements	5	
			Total Soutien			17	
	Total 85, de Martigny Ouest					59	
	Total Saint-Jérôme					59	
	Total 15. Laurentides						194
	16. Montérégie	Acton-Vale	1130, rue Daigneault	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
Total Technicien				1			
Soutien				200	Agent de bureau	1	
Total Soutien				1			
Total 1130, rue Daigneault					2		
Total Acton-Vale					2		
Beauharnois		140, rue St-Laurent	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1	
			Total Soutien			1	
			Total 140, rue St-Laurent				
Total Beauharnois					1		
Bedford		4, rue Adhémar-Cusson	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1	
			Total Soutien			1	
			Total 4, rue Adhémar-Cusson				
Total Bedford					1		
Beloeil		515, boul. Sir-Wilfrid-Laurier	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre			1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	3	
	Total Professionnel			3			

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL ²	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14	
			Total Technicien		14		
			Soutien	200	Agent de bureau	3	
			Total Soutien		3		
		Total 515, boul. Sir-Wilfrid-Laurier					21
	Total Beloeil						21
	Boucherville	135, boul. de la Mortagne	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1	
			Total Soutien		1		
		Total 135, boul. de la Mortagne					1
	Total Boucherville						1
	Brossard	1, Place du Commerce	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre		1		
			Professionnel	111	Attaché d'administration	10	
			Total Professionnel		10		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	27	
			Total Technicien		27		
			Soutien	200	Agent de bureau	9	
				249	Préposé aux renseignements	3	
			Total Soutien		12		
		Total 1, Place du Commerce					50
	Total Brossard						50
	Châteauguay	180, boul. d'Anjou	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre		1		
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
			Total Professionnel		1		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	27	
			Total Technicien		27		
			Soutien	200	Agent de bureau	5	
		Total Soutien		5			
	Total 180, boul. d'Anjou					34	
	Total Châteauguay						34
	Cowansville	406, rue du Sud	Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
			Total Professionnel		1		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4	
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	1	
			Total Technicien		5		
			Soutien	200	Agent de bureau	3	
		Total Soutien		3			
	Total 406, rue du Sud					9	
	Total Cowansville						9

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL ²			
	Granby	77, rue Principale	Cadre	630	Cadre supérieur	2			
			Total Cadre		2				
			Professionnel	111	Attaché d'administration	7			
			Total Professionnel		7				
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12			
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	2			
			Total Technicien		14				
			Soutien	200	Agent de bureau	4			
				221	Agent de secrétariat	1			
				249	Préposé aux renseignements	3			
			Total Soutien		8				
			Total 77, rue Principale					31	
			Total Granby						31
			Huntingdon	220, rue Châteauguay	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3	
	Total Technicien				3				
	Soutien	200			Agent de bureau	1			
		249			Préposé aux renseignements	1			
	Total Soutien				2				
	Total 220, rue Châteauguay					5			
	Total Huntingdon						5		
	La Prairie	455, boul. Taschereau	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1			
			Total Soutien		1				
			Total 455, boul. Taschereau					1	
	Total La Prairie						1		
	Lac-Brome	550, chemin Knowlton	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1			
			Total Soutien		1				
			Total 550, chemin Knowlton					1	
	Total Lac-Brome						1		
	Longueuil	2877, chemin de Chambly	Cadre	630	Cadre supérieur	2			
			Total Cadre		2				
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1			
			Total Professionnel		1				
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	48			
			Total Technicien		48				
			Soutien	200	Agent de bureau	23			
				249	Préposé aux renseignements	4			
			Total Soutien		27				
			Total 2877, chemin de Chambly					78	
	Total Longueuil						78		

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS		TOTAL ²
	Marieville	497, rue Sainte-Marie	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique		4
			Total Technicien			4	
			Soutien	200	Agent de bureau		1
				249	Préposé aux renseignements		2
			Total Soutien			3	
		Total 497, rue Sainte-Marie					
	Total Marieville						7
	Saint-Constant	126, rue Saint-Pierre	Cadre	630	Cadre supérieur		1
			Total Cadre			1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration		2
			Total Professionnel			2	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique		20
			Total Technicien			20	
			Soutien	200	Agent de bureau		6
		Total Soutien			6		
	Total 126, rue Saint-Pierre						29
	Total Saint-Constant						29
	Sainte-Julie	461, boul. St-Joseph	Soutien	249	Préposé aux renseignements		1
			Total Soutien			1	
		Total 461, boul. St-Joseph					
	Total Sainte-Julie						1
	Sainte-Martine	177, rue Saint-Joseph	Soutien	249	Préposé aux renseignements		1
			Total Soutien			1	
		Total 177, rue Saint-Joseph					
	Total Sainte-Martine						1
	Saint-Hyacinthe	3100, boul. Laframboise	Cadre	630	Cadre supérieur		2
			Total Cadre			2	
			Professionnel	111	Attaché d'administration		4
			Total Professionnel			4	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique		18
				264	Technicien en administration		1
			Total Technicien			19	
			Soutien	200	Agent de bureau		4
				221	Agent de secrétariat		1
				249	Préposé aux renseignements		2
		Total Soutien			7		
	Total 3100, boul. Laframboise						32
	Total Saint-Hyacinthe						32

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS		TOTAL ²			
	Saint-Jean-sur-Richelieu	315, rue MacDonald	Cadre	630	Cadre supérieur	3				
			Total Cadre		3					
			Professionnel	111	Attaché d'administration	3				
			Total Professionnel		3					
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	24				
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	13				
			Total Technicien		37					
			Soutien	200	Agent de bureau	5				
				221	Agent de secrétariat	1				
				249	Préposé aux renseignements	3				
			Total Soutien		9					
		Total 315, rue MacDonald						52		
	Total Saint-Jean-sur-Richelieu							52		
	Salaberry-de-Valleyfield	63, rue Champlain	Professionnel	111	Attaché d'administration	5				
			Total Professionnel		5					
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	16				
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	2				
			Total Technicien		18					
			Soutien	200	Agent de bureau	6				
				249	Préposé aux renseignements	1				
			Total Soutien		7					
			Total 63, rue Champlain						30	
			Total Salaberry-de-Valleyfield							30
			Sorel-Tracy	375, boul. Fiset	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
		Total Cadre			1					
	Professionnel	111			Attaché d'administration	2				
	Total Professionnel				2					
	Technicien	214			Agent d'aide socio-économique	8				
		298			Enquêteur en matières frauduleuses	1				
	Total Technicien				9					
	Soutien	200			Agent de bureau	4				
		221			Agent de secrétariat	1				
		249			Préposé aux renseignements	1				
	Total Soutien				6					
	Total 375, boul. Fiset						18			
	Total Sorel-Tracy							18		
	Vaudreuil-Dorion	430, boul. Harwood	Cadre	630	Cadre supérieur	1				
			Total Cadre		1					
			Professionnel	111	Attaché d'administration	4				
			Total Professionnel		4					

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS		TOTAL ²		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique		7		
			Total Technicien				7		
			Soutien	200	Agent de bureau		4		
				249	Préposé aux renseignements		1		
			Total Soutien				5		
			Total 430, boul. Harwood						17
		Total Vaudreuil-Dorion						17	
Total 16. Montérégie							422		
17. Centre-du-Québec	Bécancour	1300, boul. de Port-Royal	Cadre	630	Cadre supérieur		1		
			Total Cadre				1		
			Professionnel	111	Attaché d'administration		1		
			Total Professionnel				1		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique		7		
			Total Technicien				7		
			Soutien	200	Agent de bureau		4		
				Total Soutien				4	
			Total 1300, boul. de Port-Royal						13
			Total Bécancour						13
	Drummondville	270, rue Lindsay	Cadre	630	Cadre supérieur		2		
			Total Cadre				2		
			Professionnel	111	Attaché d'administration		3		
			Total Professionnel				3		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique		38		
				298	Enquêteur en matières frauduleuses		1		
			Total Technicien				39		
			Soutien	200	Agent de bureau		7		
				249	Préposé aux renseignements		1		
			Total Soutien				8		
			Total 270, rue Lindsay						52
			Total Drummondville						52
			Plessisville	1971, rue Bilodeau	Cadre	630	Cadre supérieur		1
	Total Cadre						1		
	Professionnel	111			Attaché d'administration		1		
	Total Professionnel						1		
	Technicien	214			Agent d'aide socio-économique		10		
Total Technicien						10			
Soutien	200	Agent de bureau				4			
	Total Soutien						4		
Total 1971, rue Bilodeau						16			
Total Plessisville						16			

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL ²	
	Victoriaville	62, St-Jean-Baptiste	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre		1		
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
			Total Professionnel		2		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	18	
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	1	
			Total Technicien		19		
			Soutien	200	Agent de bureau	4	
			Total Soutien		4		
			Total 62, St-Jean-Baptiste				
	Total Victoriaville					26	
	Nicolet	460, boul. Louis-Fréchette	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1	
			Total Soutien		1		
			Total 460, boul. Louis-Fréchette				
		Total Nicolet					1
	Total 17. Centre-du-Québec						108
	TOTAL						2 884

¹Exclusions :

- Les centres locaux d'emploi de Kuujjuak (732, rue Siuralikuuk, Kuujjuaq) et de Inukjuak (Building 770, bureau 104, Inukjuak) ne figurent pas sur la liste des effectifs puisque les employés sont rémunérés par l'Administration régionale Kativik.
- Le bureau de Foncier Québec de New Carlisle (87, boul. Gérard-D.-Lévesque, New Carlisle) n'est également pas présenté, car il s'agit d'une employée du ministère de la Justice qui y offre les services.
- Les données concernent exclusivement le personnel travaillant dans un édifice offrant des services au comptoir pour la clientèle, incluant les comptoirs de service du Directeur de l'état civil de la Capitale-Nationale et de Montréal (157 bureaux) et à l'exclusion du personnel des directions régionales.

² 2 884 employés, dont 1 985 réguliers et 899 occasionnels au Ministère, volet Emploi et de la Solidarité sociale.

Source : Données extraites du SAGIP à la paie 24 du 2 mars 2017 (effectifs en lien d'emploi au 1^{er} mars 2017).

SOURCE : DGRH - 2017-04-03

COLLABORATION : SO - 2017-04-04

VALIDATION :

DATE :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-48

Titre :

Pour l’année 2016-2017 et les quatre années précédentes, montant dépensé visant l’intégration des immigrants et pris en compte par l’Accord Canada-Québec relatif à l’immigration et à l’admission temporaire des aubains. Prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques :

Pour 2016-2017, les montants dépensés en vertu de l’Accord Canada-Québec relatif à l’immigration et à l’admission temporaire des aubains sont, au 28 février 2017 :

Frais de subsistance (12 premiers mois)	9 687,8 k\$
Frais de participation aux activités de francisation (au 10 mars 2017) - (5 premières années)	2 455,4 k\$
Frais de subsistance versés en francisation (5 premières années)	2 598,5 k\$
Frais d’administration (donnée non disponible)	N/D

SOURCE : DGRFC-DBF
COLLABORATION : DPRC
VALIDATION : S. O.
DATE : 16 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-49

Titre :

Liste des consultations menées par le Ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018. Préciser :

- a. l'objet des consultations;
- b. le moyen utilisé;
- c. les dates de rencontres;
- d. les communautés et les personnes consultées;
- e. les résultats des consultations;
- f. les montants afférents.

Exposé et statistiques :

Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Une consultation publique dans le cadre des travaux interministériels menant au troisième plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale s'est tenue de novembre 2015 à juin 2016. Les différentes activités consultatives sont terminées et le plan est à l'étape de l'élaboration. Cinq organisations autochtones¹ ont été directement sollicitées et quatre ont déposé un mémoire s'appuyant sur un cahier de consultation adapté à leurs réalités. Quatre organismes² ont de plus été rencontrés.

À l'automne 2016, il a été décidé que les mesures spécifiques aux Autochtones touchant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale seront plutôt inscrites dans le Plan d'action gouvernemental en matière de développement social autochtone, sous la responsabilité du Secrétariat aux affaires autochtones. Ce plan est attendu en 2017.

Comité consultatif des Premières Nations et des Inuits relatif au marché du travail

La Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) a reconnu, en décembre 2009, le Comité consultatif des Premières Nations et des Inuits relatif au marché du travail (CCPNIMT). Par sa création, les autorités autochtones souhaitent renforcer leurs relations et devenir des interlocuteurs privilégiés auprès de la CPMT et du MTESS afin que les politiques, les stratégies, les mesures et les services favorisent l'atteinte de la parité d'emploi pour les Premières Nations et les Inuits. Sont visées les populations autochtones du Québec vivant sur et hors réserves. Des échanges réguliers ont lieu entre le MTESS et le Comité consultatif.

Le CCPNIMT est composé de représentants de la Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec, de l'ARK (Inuits), du Gouvernement de la nation crie, de la Corporation des ressources humaines et de développement durable de la nation algonquine, de l'Institut Tshakapesh (Innus), de la Fédération des travailleurs du Québec-Syndicat des Métallos, de Femmes autochtones du Québec, de l'Association des employés du Nord québécois, de la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador, du Comité sectoriel de l'économie sociale et de l'action communautaire et du Regroupement des centres d'amitié autochtone du Québec.

Il est à noter que le CCPNIMT a été rencontré lors de la tournée de consultations pour préparer le Rendez-vous national sur la main-d'œuvre (RVMO) par le ministre responsable

¹ Le Gouvernement de la Nation crie n'a pas directement participé mais certaines préoccupations ont été amenées dans le mémoire déposé par la Direction régionale de santé publique des Terres-Cries-de-la-Baie-James (Eeyou Istchee); Administration régionale Kativik; Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador (représentée par la CSSSPNQL); Femmes autochtones du Québec; Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec.

² Administration régionale Kativik, Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec, Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador et Femmes autochtones du Québec.

des Affaires autochtones et le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Cette rencontre qui s'est tenue le 21 décembre 2016, a notamment permis d'établir les modalités de participations des représentants des Premières Nations et des Inuits au RVMO.

Stratégie ministérielle d'intégration professionnelle des Premières Nations et des Inuit relatif au marché du travail

La Stratégie d'intégration professionnelle des Premières Nations et des Inuit a été élaborée avec la collaboration du CCPNIMT, et a été approuvée par les autorités du MTESS. Elle est mise en œuvre depuis le 1^{er} avril 2017.

Comité tripartite de l'Entente-cadre pour l'amélioration de l'administration et de l'offre de l'aide au revenu dans les communautés des Premières Nations du Québec

Ce comité est formé de représentants de la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador, d'Affaires autochtones et du Nord Canada et d'Emploi-Québec. Il a pour mandat d'identifier et de proposer des solutions aux problèmes identifiés en matière d'administration et d'offrir de l'aide au revenu dans les communautés des Premières Nations du Québec. Le Comité tripartite se réunit régulièrement depuis la signature de la première Entente-cadre en juillet 2010. Cette dernière a été renouvelée en juillet 2013. En outre, a découlé de cette entente, une entente d'échange de renseignements entre le MTESS et les Conseils de bande des communautés des Premières Nations concernées qui a été conclue en février 2015.

SOURCE : Direction des politiques d'emploi et des stratégies
COLLABORATION : Direction du développement des compétences et de l'intervention sectorielle
Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 20 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-50

Titre :

Indiquer les mesures et les sommes engagées par votre ministère pour 2016-2017 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones

Exposé et statistiques :

- Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la solidarité sociale (MTESS) est partenaire de la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021. Il est responsable de la réalisation de trois mesures dans le cadre de la Stratégie :
 - Action 1 : Réaliser des campagnes de sensibilisation aux violences sexuelles;
 - Action 25 : Produire et diffuser un répertoire des ressources communautaires et publiques pouvant s'adresser aux personnes prostituées qui souhaitent sortir du milieu prostitutionnel;
 - Action 55 : Tenir deux événements d'échanges et de transfert d'expertise sur les violences sexuelles regroupant des intervenantes et intervenants de différents milieux.

Le Secrétariat du travail est responsable d'une mesure :

- Action 50 : Réaliser un portrait du harcèlement sexuel en milieu de travail au Québec et documenter l'usage des recours existants en la matière.
- Le Secrétariat de la condition féminine assure la coordination de la Stratégie.
- Les actions qui découlent de la Stratégie sont déployées au bénéfice de l'ensemble de la population du Québec, y compris les Inuit et les membres de Premières Nations.
- Afin d'apporter des réponses concrètes et mieux adaptées aux réalités en milieu autochtone, le gouvernement préconise une intervention distincte qui prend en considération les particularités et les différences, notamment culturelles et sociologiques, propres aux Premières Nations et aux Inuit.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

DATE : 7 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-51

Titre :

Bilan de la stratégie Tous pour l’emploi en 2016-2017. Coûts de chacune des mesures pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques :

Cette fiche n’est pas pertinente pour l’étude des crédits 2017-2018 puisque cette stratégie n’est plus en vigueur depuis le 31 mars 2014.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-52

Titre :

Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existants en 2016-2017 qui n'ont pas été reconduits en 2017-2018, en incluant les programmes qui ont été abolis.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : DGRFC-DBF
COLLABORATION : S. O.
VALIDATION : S. O.
DATE : 13 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-53

Titre :

Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2017-2018.

Exposé et statistiques :

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2017-2018.

SOURCE : DGRFC-DBF
COLLABORATION : S. O.
VALIDATION : S. O.
DATE : 13 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-54

Titre :

Bilan des investissements 2016-2017, par orientation et initiative, de « La solidarité : une richesse pour le Québec ».

Exposé et statistiques :

- Octobre 2013 : lancement du document *La Solidarité : Une richesse pour le Québec* exposant la vision gouvernementale de la solidarité durable, fondée sur un équilibre entre la solidarité, la prospérité, la responsabilité, la nécessité de répondre aux besoins d'aujourd'hui et la prise en compte des besoins de demain.
- En mars 2017, le Ministère avait ainsi donné suite à ses engagements pour 2016-2017 comme suit :

1. Ajustement pour personnes seules (APS)

- Une hausse de 20 \$ a été accordée, au 1^{er} février 2014, aux personnes seules, sans contraintes à l'emploi, prestataires du Programme d'aide sociale depuis au moins six mois et qui ne bénéficient pas d'une aide au logement.
- Cet ajustement a été porté à 50 \$ par mois au 1^{er} janvier 2017, ce qui constitue la somme maximale prévue au règlement actuel. Cette aide n'est pas indexée.
- En janvier 2017, 58 404 prestataires avaient obtenu l'APS, soit 17 255 femmes (29,5 %) et 41 149 hommes (70,5 %).

2. Lancement des consultations sur le plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire et bénévole

- La Stratégie gouvernementale en action bénévole 2016-2021 a été lancée en décembre 2016.
- Les travaux pour l'élaboration d'un plan d'action gouvernemental en action communautaire sont en cours.

3. Amélioration des conditions de travail en milieu communautaire

- Un montant de 50 000 \$ a été accordé au Collectif des entreprises d'insertion du Québec pour une étude de faisabilité sur la création d'une mutuelle de prévention en santé et sécurité du travail au bénéfice des organismes communautaires. Le dernier versement de 5 000 \$ sera fait au dépôt de la reddition de comptes, attendue en septembre 2017.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

Collaborations : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales et Direction des politiques d'assistance sociale.

DATE : 7 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-55

Titre :

Pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018, indiquer les informations suivantes :

- Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque centre local d'emploi ;
- Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque MRC ;
- Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque centre local d'emploi ;
- Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale avec une allocation pour contraintes temporaires et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque centre local d'emploi ;
- Nombre de jeunes recevant une allocation de solidarité sociale avec une allocation pour contraintes temporaires et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque centre local d'emploi ;
- Nombre de jeunes recevant une prestation de l'assurance-emploi et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque centre local d'emploi.

Exposé et statistiques :

Nombre de jeunes habitant le territoire de chaque centre local d'emploi

Cette donnée n'est pas disponible au MTESS.

Nombre de jeunes habitant le territoire de chaque MRC

Cette donnée n'est pas disponible au MTESS.

Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale habitant le territoire de chaque centre local d'emploi

Voir l'annexe 1.

Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale avec une allocation pour contraintes temporaires habitant le territoire de chaque centre local d'emploi

Voir l'annexe 1.

Nombre de jeunes recevant une allocation de solidarité sociale avec une allocation pour contraintes temporaires habitant le territoire de chaque centre local d'emploi

Voir l'annexe 1.

Nombre de jeunes recevant une prestation de l'assurance-emploi habitant le territoire de chaque centre local d'emploi

Cette donnée provient du gouvernement du Canada. Le MTESS ne peut répondre à cette question.

SOURCE :

Service de l'analyse et de l'information de gestion

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE :

10 mars 2017

Annexe 1

RP-55

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d’aide financière de dernier recours		
		janvier 2017		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
Centre local d’emploi ¹	Âge			
Inconnu	Moins de 25 ans	7		3
	25 à 29 ans	12	5	3
	30 à 35 ans	8	2	7
001 - Lac-Saint-Jean-Est	Moins de 25 ans	156	37	64
	25 à 29 ans	97	32	51
	30 à 35 ans	145	34	75
002 - Amos	Moins de 25 ans	54	14	19
	25 à 29 ans	31	9	20
	30 à 35 ans	54	13	36
003 - Asbestos	Moins de 25 ans	64	22	19
	25 à 29 ans	54	12	17
	30 à 35 ans	65	14	25
004 - Bonaventure	Moins de 25 ans	43	6	29
	25 à 29 ans	46	18	23
	30 à 35 ans	36	10	32
005 - Chicoutimi	Moins de 25 ans	222	42	97
	25 à 29 ans	161	39	77
	30 à 35 ans	204	34	115
006 - Laval-des-Rapides	Moins de 25 ans	368	92	201
	25 à 29 ans	358	86	121
	30 à 35 ans	461	96	153
007 - Portneuf	Moins de 25 ans	65	12	34
	25 à 29 ans	63	16	24
	30 à 35 ans	83	29	44
008 - Vaudreuil-Soulanges	Moins de 25 ans	129	32	129
	25 à 29 ans	151	38	91
	30 à 35 ans	169	43	117
009 - Drummondville	Moins de 25 ans	532	110	140
	25 à 29 ans	362	76	120
	30 à 35 ans	457	85	153
010 - La Côte-de-Gaspé	Moins de 25 ans	40	11	24
	25 à 29 ans	26	6	17
	30 à 35 ans	32	9	16
011 - La Haute-Yamaska	Moins de 25 ans	351	79	179
	25 à 29 ans	265	70	108
	30 à 35 ans	357	77	139
012 - Baie-Comeau	Moins de 25 ans	80	18	40
	25 à 29 ans	67	20	20
	30 à 35 ans	86	20	28
013 - Aylmer	Moins de 25 ans	142	50	54
	25 à 29 ans	142	35	44
	30 à 35 ans	163	41	58
014 - Joliette	Moins de 25 ans	449	95	117
	25 à 29 ans	347	86	101
	30 à 35 ans	313	71	134

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d’emploi de proximité.

Annexe 1

RP-55

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d’aide financière de dernier recours		
		janvier 2017		
		Nombre de jeunes prestataires de l’aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l’aide sociale ayant une contrainte temporaire à l’emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
015 - Jonquière	Moins de 25 ans	300	51	86
	25 à 29 ans	179	34	73
	30 à 35 ans	254	44	102
016 - Lachute	Moins de 25 ans	180	46	66
	25 à 29 ans	189	64	40
	30 à 35 ans	181	64	51
017 - Lac-Mégantic	Moins de 25 ans	48	11	28
	25 à 29 ans	33	10	13
	30 à 35 ans	39	10	22
018 - La Malbaie	Moins de 25 ans	25	2	16
	25 à 29 ans	26	7	12
	30 à 35 ans	30	6	22
019 - La Pocatière	Moins de 25 ans	23	7	22
	25 à 29 ans	13	2	18
	30 à 35 ans	32	11	20
020 - Littoral	Moins de 25 ans	146	45	125
	25 à 29 ans	103	30	98
	30 à 35 ans	174	48	122
021 - Matane	Moins de 25 ans	72	14	17
	25 à 29 ans	49	10	24
	30 à 35 ans	63	21	30
022 - Mont-Laurier	Moins de 25 ans	174	43	56
	25 à 29 ans	112	29	49
	30 à 35 ans	125	29	94
023 - Montmagny	Moins de 25 ans	49	8	24
	25 à 29 ans	44	12	18
	30 à 35 ans	53	22	24
024 - Châteauguay	Moins de 25 ans	178	48	126
	25 à 29 ans	158	45	77
	30 à 35 ans	200	43	78
026 - Nicolet-Bécancour	Moins de 25 ans	99	27	43
	25 à 29 ans	108	32	27
	30 à 35 ans	135	38	49
027 - Rouyn-Noranda	Moins de 25 ans	99	21	61
	25 à 29 ans	82	22	40
	30 à 35 ans	97	24	44
028 - Les Quartiers-Historiques	Moins de 25 ans	303	53	61
	25 à 29 ans	253	52	59
	30 à 35 ans	287	61	138
029 - Rimouski-Neigette	Moins de 25 ans	130	20	83
	25 à 29 ans	91	23	47
	30 à 35 ans	111	33	77
030 - Rivière-du-Loup	Moins de 25 ans	56	12	23
	25 à 29 ans	61	13	17
	30 à 35 ans	67	18	50

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d’emploi de proximité.

Annexe 1

RP-55

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d’aide financière de dernier recours		
		janvier 2017		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
031 - La Haute-Gaspésie	Moins de 25 ans	64	9	17
	25 à 29 ans	29	10	22
	30 à 35 ans	57	19	33
032 - Lac-Etchemin	Moins de 25 ans	19	4	28
	25 à 29 ans	12	3	15
	30 à 35 ans	23	9	21
033 - Saint-Hyacinthe	Moins de 25 ans	298	59	132
	25 à 29 ans	255	60	81
	30 à 35 ans	306	60	139
034 - Le Haut-Richelieu	Moins de 25 ans	388	95	199
	25 à 29 ans	343	88	127
	30 à 35 ans	360	96	173
035 - Saint-Jérôme	Moins de 25 ans	519	114	208
	25 à 29 ans	474	125	168
	30 à 35 ans	519	123	172
036 - Saint-Joseph-de-Beauce	Moins de 25 ans	29	10	26
	25 à 29 ans	24	5	19
	30 à 35 ans	27	6	15
037 - Sept-Îles	Moins de 25 ans	67	16	33
	25 à 29 ans	57	17	34
	30 à 35 ans	82	18	28
038 - Shawinigan	Moins de 25 ans	282	65	67
	25 à 29 ans	176	48	56
	30 à 35 ans	206	44	98
040 - Sorel	Moins de 25 ans	259	44	96
	25 à 29 ans	197	71	72
	30 à 35 ans	250	56	108
041 - Thetford Mines	Moins de 25 ans	93	24	38
	25 à 29 ans	91	25	54
	30 à 35 ans	108	34	41
042 - Trois-Rivières	Moins de 25 ans	817	175	199
	25 à 29 ans	556	151	148
	30 à 35 ans	682	146	256
043 - Valleyfield	Moins de 25 ans	397	91	103
	25 à 29 ans	292	60	101
	30 à 35 ans	325	74	120
044 - Victoriaville	Moins de 25 ans	207	48	91
	25 à 29 ans	160	41	66
	30 à 35 ans	218	49	118
045 - Ville-Marie	Moins de 25 ans	44	12	22
	25 à 29 ans	38	9	20
	30 à 35 ans	37	8	18
046 - La Sarre	Moins de 25 ans	70	12	35
	25 à 29 ans	48	12	20
	30 à 35 ans	61	19	26

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d’emploi de proximité.

Annexe 1

RP-55

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours		
		janvier 2017		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
047 - Val d'Or	Moins de 25 ans	100	36	46
	25 à 29 ans	80	27	30
	30 à 35 ans	117	37	53
049 - Les Îles-de-la-Madeleine	Moins de 25 ans	12	5	21
	25 à 29 ans	7	2	9
	30 à 35 ans	11	3	11
050 - Le Rocher-Percé	Moins de 25 ans	79	21	28
	25 à 29 ans	68	14	19
	30 à 35 ans	59	19	38
052 - Louiseville	Moins de 25 ans	94	33	38
	25 à 29 ans	63	19	33
	30 à 35 ans	95	21	47
053 - Charlesbourg	Moins de 25 ans	295	64	149
	25 à 29 ans	277	77	112
	30 à 35 ans	351	80	178
054 - Beauport	Moins de 25 ans	270	61	131
	25 à 29 ans	227	60	97
	30 à 35 ans	276	60	149
057 - Forestville	Moins de 25 ans	23	1	9
	25 à 29 ans	24	5	2
	30 à 35 ans	30	13	8
058 - Amqui	Moins de 25 ans	56	11	21
	25 à 29 ans	34	7	20
	30 à 35 ans	44	12	27
059 - Témiscouata	Moins de 25 ans	24	6	21
	25 à 29 ans	26	12	25
	30 à 35 ans	31	9	22
060 - Mont-Joli	Moins de 25 ans	63	12	30
	25 à 29 ans	37	3	22
	30 à 35 ans	54	13	38
061 - Maria-Chapdelaine	Moins de 25 ans	67	15	27
	25 à 29 ans	47	11	20
	30 à 35 ans	65	18	38
062 - Roberval	Moins de 25 ans	88	18	42
	25 à 29 ans	92	26	23
	30 à 35 ans	78	18	63
063 - Saint-Laurent	Moins de 25 ans	414	91	232
	25 à 29 ans	462	100	171
	30 à 35 ans	732	124	230
064 - Montréal-Nord	Moins de 25 ans	647	167	249
	25 à 29 ans	701	222	184
	30 à 35 ans	829	177	211
065 - La Tuque	Moins de 25 ans	81	23	10
	25 à 29 ans	44	5	11
	30 à 35 ans	57	12	16

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d’emploi de proximité.

Annexe 1

RP-55

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d’aide financière de dernier recours		
		janvier 2017		
		Nombre de jeunes prestataires de l’aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l’aide sociale ayant une contrainte temporaire à l’emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
066 - Sainte-Thérèse	Moins de 25 ans	235	52	190
	25 à 29 ans	240	73	118
	30 à 35 ans	263	63	114
067 - Baie-James	Moins de 25 ans	34	14	19
	25 à 29 ans	19	10	13
	30 à 35 ans	31	8	13
069 - Verdun	Moins de 25 ans	603	141	172
	25 à 29 ans	545	156	185
	30 à 35 ans	736	147	206
070 - Grand-Mère	Moins de 25 ans	114	29	35
	25 à 29 ans	67	16	18
	30 à 35 ans	97	22	34
071 - Brome-Missisquoi	Moins de 25 ans	148	32	84
	25 à 29 ans	162	32	59
	30 à 35 ans	176	49	60
072 - Berthierville	Moins de 25 ans	184	47	66
	25 à 29 ans	130	48	48
	30 à 35 ans	142	34	59
074 - Saint-Georges	Moins de 25 ans	105	35	74
	25 à 29 ans	72	21	64
	30 à 35 ans	88	26	78
075 - Gatineau	Moins de 25 ans	517	139	154
	25 à 29 ans	423	125	162
	30 à 35 ans	475	130	185
076 - Sainte-Marie	Moins de 25 ans	33	11	30
	25 à 29 ans	25	6	18
	30 à 35 ans	21	7	26
077 - Longueuil	Moins de 25 ans	607	161	223
	25 à 29 ans	670	176	209
	30 à 35 ans	705	151	264
079 - Acton Vale	Moins de 25 ans	43	8	34
	25 à 29 ans	44	7	25
	30 à 35 ans	61	11	18
083 - La Vallée-du-Richelieu	Moins de 25 ans	102	33	179
	25 à 29 ans	125	37	98
	30 à 35 ans	152	43	136
086 - Marieville	Moins de 25 ans	49	13	46
	25 à 29 ans	58	16	24
	30 à 35 ans	64	14	22
087 - Saint-Constant	Moins de 25 ans	177	56	151
	25 à 29 ans	168	47	96
	30 à 35 ans	167	49	102
089 - Havre-Saint-Pierre	Moins de 25 ans	3	2	8
	25 à 29 ans	3	2	9
	30 à 35 ans	6	1	5

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d’emploi de proximité.

Annexe 1

RP-55

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d’aide financière de dernier recours		
		janvier 2017		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
090 - L'Islet	Moins de 25 ans	21	9	12
	25 à 29 ans	24	8	15
	30 à 35 ans	20	5	20
091 - Ouest-de-l'Île	Moins de 25 ans	176	51	288
	25 à 29 ans	198	54	202
	30 à 35 ans	286	82	206
092 - Saint-Léonard	Moins de 25 ans	229	58	119
	25 à 29 ans	316	90	76
	30 à 35 ans	534	102	115
094 - LaSalle	Moins de 25 ans	597	135	146
	25 à 29 ans	634	165	144
	30 à 35 ans	711	168	174
095 - Trois-Pistoles	Moins de 25 ans	17	6	5
	25 à 29 ans	7	3	5
	30 à 35 ans	18	2	8
096 - Chomedey - Sainte-Dorothée	Moins de 25 ans	351	78	315
	25 à 29 ans	377	86	214
	30 à 35 ans	474	110	213
097 - Maniwaki	Moins de 25 ans	124	34	20
	25 à 29 ans	111	31	26
	30 à 35 ans	124	36	44
098 - Sherbrooke	Moins de 25 ans	794	162	263
	25 à 29 ans	602	143	218
	30 à 35 ans	688	161	322
099 - Avignon	Moins de 25 ans	66	14	17
	25 à 29 ans	34	12	18
	30 à 35 ans	52	16	20
100 - Kuujjuaq	Moins de 25 ans	13	4	4
	25 à 29 ans	16	1	10
	30 à 35 ans	19	3	8
101 - Inukjuak	Moins de 25 ans	32	13	8
	25 à 29 ans	29	6	23
	30 à 35 ans	35	8	21
102 - Chisasibi	Moins de 25 ans	46	21	13
	25 à 29 ans	30	11	3
	30 à 35 ans	25	9	6
104 - Coaticook	Moins de 25 ans	24	5	24
	25 à 29 ans	31	10	7
	30 à 35 ans	28	8	14
105 - East Angus	Moins de 25 ans	68	13	36
	25 à 29 ans	67	18	21
	30 à 35 ans	91	23	45
106 - Windsor	Moins de 25 ans	66	17	48
	25 à 29 ans	60	15	28
	30 à 35 ans	82	21	45

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d’emploi de proximité.

Annexe 1

RP-55

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d’aide financière de dernier recours		
		janvier 2017		
		Nombre de jeunes prestataires de l’aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l’aide sociale ayant une contrainte temporaire à l’emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
107 - Campbell’s Bay	Moins de 25 ans	117	32	32
	25 à 29 ans	69	20	18
	30 à 35 ans	70	18	30
109 - La Baie	Moins de 25 ans	70	11	28
	25 à 29 ans	48	10	32
	30 à 35 ans	48	8	39
113 - Les Escoumins	Moins de 25 ans	8	2	10
	25 à 29 ans	9	3	5
	30 à 35 ans	8	3	8
114 - Port-Cartier	Moins de 25 ans	29	13	10
	25 à 29 ans	12	4	6
	30 à 35 ans	23	4	6
116 - Senneterre	Moins de 25 ans	27	2	6
	25 à 29 ans	24	8	7
	30 à 35 ans	23	4	7
117 - Hull	Moins de 25 ans	360	94	73
	25 à 29 ans	276	71	85
	30 à 35 ans	416	71	100
118 - Sainte-Agathe	Moins de 25 ans	141	37	49
	25 à 29 ans	96	27	37
	30 à 35 ans	157	47	63
120 - Magog	Moins de 25 ans	132	35	52
	25 à 29 ans	77	22	49
	30 à 35 ans	121	29	51
121 - Le Haut-Saint-Laurent	Moins de 25 ans	98	17	31
	25 à 29 ans	94	26	31
	30 à 35 ans	96	18	30
122 - L’Érable	Moins de 25 ans	41	5	19
	25 à 29 ans	32	6	16
	30 à 35 ans	56	16	29
124 - Sainte-Thècle	Moins de 25 ans	34	10	13
	25 à 29 ans	25	6	8
	30 à 35 ans	26	8	27
125 - Sainte-Geneviève-de-Batiscan	Moins de 25 ans	28	7	15
	25 à 29 ans	26	8	17
	30 à 35 ans	26	10	13
127 - Buckingham	Moins de 25 ans	135	34	48
	25 à 29 ans	110	45	37
	30 à 35 ans	143	44	49
128 - Baie-Saint-Paul	Moins de 25 ans	9	3	9
	25 à 29 ans	13	6	7
	30 à 35 ans	14	7	15
129 - Saint-Eustache	Moins de 25 ans	172	50	112
	25 à 29 ans	175	51	93
	30 à 35 ans	212	56	89

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d’emploi de proximité.

Annexe 1

RP-55

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours		
		janvier 2017		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
130 - Brossard	Moins de 25 ans	366	85	256
	25 à 29 ans	386	106	197
	30 à 35 ans	474	98	236
132 - Sainte-Foy	Moins de 25 ans	223	57	212
	25 à 29 ans	237	61	130
	30 à 35 ans	308	79	184
134 - Rawdon	Moins de 25 ans	128	27	48
	25 à 29 ans	91	27	29
	30 à 35 ans	135	33	41
135 - Repentigny	Moins de 25 ans	163	50	169
	25 à 29 ans	181	56	118
	30 à 35 ans	209	76	114
136 - Saint-Jean-de-Matha	Moins de 25 ans	86	8	34
	25 à 29 ans	58	20	16
	30 à 35 ans	82	21	30
137 - Sainte-Croix	Moins de 25 ans	29	9	30
	25 à 29 ans	28	13	25
	30 à 35 ans	45	16	21
138 - Saint-Lazare	Moins de 25 ans	34	6	33
	25 à 29 ans	29	9	35
	30 à 35 ans	37	10	40
139 - Terrebonne	Moins de 25 ans	212	59	198
	25 à 29 ans	224	62	125
	30 à 35 ans	251	70	110
140 - Sainte-Julienne	Moins de 25 ans	207	70	89
	25 à 29 ans	180	55	51
	30 à 35 ans	211	50	66
144 - Mirabel	Moins de 25 ans	46	20	55
	25 à 29 ans	60	26	34
	30 à 35 ans	64	22	27
145 - Sainte-Adèle	Moins de 25 ans	74	14	18
	25 à 29 ans	71	19	20
	30 à 35 ans	86	20	27
147 - Papineauville	Moins de 25 ans	102	28	44
	25 à 29 ans	72	16	24
	30 à 35 ans	91	29	36
148 - La Côte-de-Beaupré	Moins de 25 ans	28	5	32
	25 à 29 ans	22	3	8
	30 à 35 ans	30	7	14
250 - Mercier	Moins de 25 ans	561	140	214
	25 à 29 ans	623	134	173
	30 à 35 ans	691	136	224
252 - Rosemont - Petite-Patrie	Moins de 25 ans	339	74	168
	25 à 29 ans	353	66	141
	30 à 35 ans	523	104	193

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d’emploi de proximité.

Annexe 1

RP-55

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d’aide financière de dernier recours		
		janvier 2017		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
256 - Ahuntsic	Moins de 25 ans	284	51	138
	25 à 29 ans	355	60	102
	30 à 35 ans	576	100	155
258 - Sainte-Marie - Centre-sud	Moins de 25 ans	204	31	44
	25 à 29 ans	232	40	45
	30 à 35 ans	256	50	75
259 - Hochelaga-Maisonneuve	Moins de 25 ans	470	90	71
	25 à 29 ans	464	84	68
	30 à 35 ans	483	97	105
262 - Saint-Michel	Moins de 25 ans	433	111	122
	25 à 29 ans	445	104	89
	30 à 35 ans	671	119	136
266 - Parc-Extension	Moins de 25 ans	202	21	44
	25 à 29 ans	235	37	41
	30 à 35 ans	346	56	52
277 - Plateau-Mont-Royal	Moins de 25 ans	246	21	73
	25 à 29 ans	394	46	80
	30 à 35 ans	572	80	164
282 - Pointe-Saint-Charles	Moins de 25 ans	184	48	60
	25 à 29 ans	183	61	41
	30 à 35 ans	281	86	60
283 - Côte-des-Neiges	Moins de 25 ans	162	28	52
	25 à 29 ans	216	41	28
	30 à 35 ans	364	66	67

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d’emploi de proximité.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-56

Titre :

À la suite des changements apportés aux ententes avec les carrefours jeunesse-emploi, fournir :

- Liste des services achetés par les centres locaux d’emploi auprès des carrefours jeunesse-emploi et le prix accordé à chaque service;
- Niveau de référence vers le carrefour jeunesse-emploi auquel le centre local d’emploi s’engagera pour assurer la performance à laquelle le ministre s’attend;
- Nombre de jeunes exclus des mesures offertes par les carrefours jeunesse-emploi.

Exposé et statistiques :

- **Liste des services achetés par les centres locaux d’emploi auprès des carrefours jeunesse-emploi et le prix accordé à chaque service**

Emploi-Québec a convenu d’ententes avec les carrefours jeunesse-emploi (CJE) concernant des services de la mesure Services d’aide à l’emploi (SAE), laquelle se divise en groupes :

GROUPES DE SERVICES		GRILLE TARIFAIRE FOURCHETTE DE COÛTS (\$)
Groupe 1	Soutien de base	29 \$ à 120 \$
Groupe 2	Services à la carte	172 \$ à 454 \$
Groupe 3	Évaluation spécialisée – Orientation	437 \$ à 816 \$
Groupe 4	Soutien structuré	518 \$ à 846 \$
Groupe 5	Club de recherche d’emploi	1 150 \$ à 1 720 \$
Groupe 6	Services spécialisés	983 \$ à 1 868 \$

- **Niveau de référence vers le CJE**

Emploi-Québec s’est engagée auprès de tous les CJE à référer des jeunes de 35 ans et moins ayant des besoins qui peuvent être répondus dans le cadre de la mesure SAE.

- **Exclusion des jeunes aux mesures offertes par les CJE**

Les services financés par Emploi-Québec sont orientés vers l’insertion et le maintien en emploi et visent prioritairement, mais non exclusivement, les jeunes prestataires d’une aide financière de dernier recours et ceux admissibles à l’assurance-emploi.

SOURCE : Direction des ressources externes
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée d’Emploi-Québec
DATE : 7 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-57

Titre :

Ventiler les sommes versées par carrefour jeunesse-emploi et par région pour 2015-2016, 2016-2017 et prévision pour 2017-2018.

Exposé et statistiques

Le montant accordé pour l’entente en 2016-2017 (1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017) est de 47,27 M\$ (45,7 M\$ + hausse de 3,5 % à partir du 1^{er} juillet 2016).

Financement des CJE en 2016-2017	
Gaspésie-Îles-de la Madeleine	
Avignon-Bonaventure	465 476
Côte-de-Gaspé	269 142
Des-Iles-de-la-Madeleine	290 020
Haute Gaspésie	280 308
Relance Durocher-Percé	292 645
Bas-Saint-Laurent	
Kamouraska	242 674
Matane	272 431
Mitis	257 958
Rimouski-Neigette	351 394
Riv.-du-Loup/Les Basques	408 564
Témiscouata	263 400
Vallée de la Matapédia	263 479
Capitale Nationale	
Capitale Nationale	708 804
Charlesbourg-Chauveau	477 668
Charl.-Côte-de-Beaupré	444 900
Chauveau	404 181
Ste-Foy	675 785
Montmorency	376 043
Portneuf	365 931
Chaudières-Appalaches	
Beauce-Nord	402 930
Beauce-Sud	349 791
Bellechasse	241 452
Chutes-de-la-Chaudière	353 448
Desjardins Lévis	342 447
Frontenac (L'Amiante)	337 545
Les Etchemins	236 023
L'Islet	235 156
Lotbinière	242 966
Montmagny	244 207
Estrie	
Granit	257 787
Haut St-François	263 021
Coaticook (Orf)	246 935
Memphrémagog (Orf)	361 059

	Richmond	363 785	
	Sherbrooke	520 854	
	Centre-du-Québec		
	Arthabaska	366 820	
	Drummond	392 148	
	Érable	258 866	
	Nicolet-Yamaska	443 109	
	Montréal		
	Pierre-de-Saurel	394 340	
	Beauharnois-Salaberry	391 867	
	Cantons de l'Est	511 270	
	Châteauguay	379 608	
	Huntingdon	450 715	
	Iberville / St-Jean	596 900	
	Jonhson	384 311	
	La Pinière	375 781	
	Laporte	361 044	
	La Prairie	388 015	
	Longueuil	620 148	
	Marguerite-d'Youville	480 523	
	Maskoutain	481 997	
	St-Hubert	480 622	
	Vallée du Richelieu	671 933	
	Vaudreuil-Soulanges	478 347	
	Montréal		
	Ahunt-Borde-Cartier	550 189	
	Anjou-St-Justin	400 968	
	Bourassa et Sauvé	633 444	
	Centre-Nord	674 271	
	Centre-Sud / Plat	670 564	
	Côte-des-Neiges	645 459	
	Hochelaga-Maisonneuve	505 304	
	LaSalle	406 021	
	Marquette	415 219	
	Mercier	534 421	
	Montréal Centre-Ville	486 889	
	Notre-Dame-de-Grâce	614 830	
	Ouest de L'Ile	902 613	
	Pointe-aux-Trembles	416 278	
	Rivière-des-Prairies	398 468	
	Rosemont / Petite-Patrie	653 693	
	Saint-Laurent	410 867	
	Sud-Ouest de Montréal	550 584	
	Verdun	445 945	
	Viger / Jeanne-Mance	624 776	
	Laval		
	Laval	1 137 290	
	Lanaudières		
	D'Autray-Joliette	595 114	
	Des Moulins	511 744	
	L'Assomption	500 340	
	Matawinie	306 175	
	Montcalm	392 136	
	Laurentides		
	Antoine-Labelle	296 228	
	Argenteuil (nouveau)	297 582	
	Des Laurentides	366 431	

	Deux-Montagnes	389 606	
	Mirabel	258 009	
	Pays-d'en-haut	257 242	
	Rivière-du-Nord	489 577	
	Thérèse de Blainville	578 132	
	Outaouais		
	Outaouais	781 937	
	Papineau	414 270	
	Pontiac	289 943	
	Vallée de la Gatineau	316 894	
	Abitibi-Témiscamingue		
	Abitibi Est	434 336	
	Abitibi Ouest	280 682	
	Amos	264 901	
	Rouyn-Noranda	353 256	
	Témiscamingue	245 493	
	Mauricie		
	Trois-Rivières/MRC Chénoux	708 397	
	Haut St-Maurice	363 175	
	Maskinongé	281 072	
	Mékinac	272 891	
	Shawinigan	412 354	
	Saguenay-Lac-Saint-Jean		
	Lac St-Jean Est	410 852	
	Roberval	588 940	
	Saguenay	933 531	
	Côte-Nord		
	Manicouagan	299 726	
	Haute-Côte-Nord	273 554	
	Duplessis	512 767	
	Nord-du-Québec		
	Jamésie	497 934	

SOURCE :
COLLABORATION :

VALIDATION :
DATE :

Direction des politiques d’emploi et de stratégies
Direction de la planification et de la reddition de comptes
Direction des ressources externes
Bureau de la sous-ministre associée d’Emploi-Québec
20 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-58

Titre :

Copie des études d'impact réalisées pour mesurer les effets de la réforme des carrefours jeunesse-emploi (CJE), notamment en ce qui concerne le nombre de jeunes qui seront exclus.

Exposé et statistiques

La reddition de compte que réalisaient les CJE, avant avril 2015, ne permettait pas de connaître la clientèle qui était desservie. De ce fait, il n'a pas été possible de produire d'analyse d'impacts quant aux effets découlant du changement de mode de financement.

En vertu de l'Entente-cadre entre le Réseau des carrefours jeunesse-emploi du Québec (RCJEQ) et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS), une évaluation des effets des services offerts par les CJE sera effectuée au début de la 3^e année (2018-2019) par le MTESS (analyse des effets bruts et des effets nets).

SOURCE :

Direction des politiques d'emploi et des stratégies
Direction de la planification et de la reddition de comptes
Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec

VALIDATION :

DATE :

20 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-59

Titre :

Effectif selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers, par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques :

À la fin janvier 2017, le nombre de dossiers d'aide financière de dernier recours confiés à un agent est en moyenne de 544.

SOURCE : Service de l'analyse et de l'information de gestion

COLLABORATION : Secteur des opérations

DATE : 2017-04-07

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-60

Titre :

Le nombre et le pourcentage de personnes qui sont touchées par les modifications réglementaires à la sécurité du revenu pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017.

Exposé et statistiques :

www.mtess.gouv.qc.ca

- Retirer les exemptions applicables aux revenus de travail lorsque ceux-ci n'ont pas été déclarés au Ministère et qu'ils sont réclamés.
 - o Nombre de ménages touchés du 1^{er} avril 2016 au 31 janvier 2017 (estimation) : 6 115 ménages distincts.
- Verser une allocation pour dépenses personnelles aux adultes qui séjournent dans un centre offrant des services en toxicomanie, en remplacement de la prestation actuellement accordée.
 - o Nombre d'adultes touchés du 1^{er} avril 2016 au 31 janvier 2017 : 2 956 adultes distincts.
- Rendre non admissible l'adulte qui s'absente du Québec pour une période supérieure à 15 jours cumulatifs ou pour plus de 7 jours consécutifs dans un même mois.
 - o Nombre d'adultes touchés du 1^{er} avril 2016 au 31 janvier 2017 : 1 396 adultes distincts
- Exclure du calcul de la prestation les indemnités versées dans le cadre d'un programme d'aide financière général ou spécifique par le ministère de la Sécurité publique afin de compenser des pertes matérielles dues à un sinistre et de couvrir des frais de subsistance supplémentaires.
 - o Nombre de ménages visés du 1^{er} avril 2016 au 31 janvier 2017 : Aucune donnée disponible.
- Hausser l'exclusion prévue relativement à la valeur nette de la résidence de 90 000 \$ à 142 000 \$ dans le cadre du Programme d'aide sociale et de 130 000 \$ à 203 000 \$ dans le cadre du Programme de solidarité sociale.
 - o Nombre de ménages touchés du 1^{er} avril 2016 au 31 janvier 2017 : 636 ménages distincts.
- Comptabiliser les revenus de location de chambres ou de pensions lorsque deux chambres et plus sont louées par un ménage prestataire.
 - o Nombre de ménages touchés du 1^{er} avril 2016 au 31 janvier 2017 : 3 147 ménages distincts.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION : Service de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION:

DATE : 14 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-61

Titre :
Nombre de prestataires à la sécurité du revenu, mensuellement de 2012 à 2017 (aide de dernier recours et de solidarité sociale) et les prévisions du nombre de prestataires pour 2017-2018.

Exposé et statistiques :

Nombre de prestataires à l’aide financière de dernier recours, mensuellement, pour les dix mois disponibles de 2016-2017 :

	PROGRAMME		Nombre total de prestataires
	Aide sociale	Solidarité sociale	
	Nombre de prestataires	Nombre de prestataires	
avril 2016	292 105	143 635	435 740
mai 2016	290 383	143 696	434 079
juin 2016	287 405	143 800	431 205
juillet 2016	285 255	143 671	428 926
août 2016	288 327	143 575	431 902
septembre 2016	286 917	143 081	429 998
octobre 2016	282 178	142 512	424 690
novembre 2016	277 366	142 505	419 871
décembre 2016	276 155	142 599	418 754
janvier 2017	276 874	142 977	419 851
Moyenne mensuelle	284 297	143 205	427 502

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE :

Service de l’analyse et de l’information de gestion
Direction des politiques d’assistance sociale

13 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-62

Titre :
Coût de l’indexation des prestations de l’assistance-emploi pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018

Exposé et statistiques :

Pour 2016-2017, le coût de l’indexation des prestations de l’aide financière de dernier recours est estimé à 31 M\$.

SOURCE : Direction des politiques d’assistance sociale/Daniel Jean/Olivier Morin
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 20 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-63a

Titre :

État de la situation du Programme de l’assistance-emploi en 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et fournir les prévisions pour 2017-2018 concernant :

- a) Répartition des prestataires avec contraintes sévères à l’emploi, selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à 12 mois.

Exposé et statistiques :

DIAGNOSTICS	NOMBRE D'ADULTES AVEC CONTRAINTES SÉVÈRES
	Janvier 2017
Retard mental, déficience mentale ou intellectuelle (code 3170)	10 899
Psychoses (code 2900)	14 589
Schizophrénie paranoïde (code 2953)	6 487
Troubles névrotiques, de la personnalité et autres (code 3000)	17 490
Déficience mentale ou intellectuelle sévère (code 3182)	4 876
Autres maladies et syndrome du système nerveux (code 3400)	5 677
Cardiopathies ischémiques (code 4100)	1 004
Arthropathies et affections apparentées (code 7100)	3 676
Maladies pulmonaires obstructives (code 4900)	1 784
Maladies endocriniennes, etc. (code 2400)	3 271
Trisomie 13, 18, 21 (code 7589)	2 765
Affections des régions du plan dorsal (code 7200)	5 838
Tumeurs malignes (code 1400)	865
Autres diagnostics	44 323
Rentes d'invalidité RRQ, Régime de pensions du Canada, etc.	4 598
TOTAL	128 142

SOURCE : Direction des politiques d’assistance sociale

COLLABORATION : Service de l’analyse et de l’information de gestion

VALIDATION:

DATE : Le 6 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-63b

Titre :

État de la situation du Programme de l’assistance-emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018 concernant :
Évolution mensuelle du nombre de demandes d’inscription à l’allocation pour contraintes sévères à l’emploi en ventilant selon l’étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes.

Exposé et statistiques :

A) Nombre de personnes avec contraintes sévères à l’emploi en janvier 2017, selon l’étape de traitement du dossier		
Admission	Nombre	%
▪ Parce que bénéficiaires de rentes d’invalidité ^{1,2}	4 598	3,59%
▪ Par un agent d'aide socio-économique	27 988	21,84%
▪ Par un comité d'évaluation médicale et socioprofessionnelle	82 826	64,64%
▪ Par un comité de révision	10 972	8,56%
▪ Par le Tribunal administratif du Québec (TAQ)	949	0,74%
▪ Autres	16	0,01%
▪ Inconnue *	793	0,62%
¹ Les bénéficiaires de rentes d’invalidité d’un autre régime sont automatiquement admis au programme de Solidarité sociale puisqu’ils sont reconnus d’emblée comme ayant des contraintes sévères à l’emploi.		
² Il peut arriver que ces bénéficiaires se retrouvent dans une autre catégorie. A été priorisé la catégorie « Bénéficiaire de la rente d’invalidité ».		
* L’étape « Inconnue » inclut les adultes admis en hébergement et les adultes exemptés de produire une pièce médicale.		

B) Nombre de demandes traitées par le comité d’évaluation médicale et socioprofessionnelle et le comité de révision du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

Comité d'évaluation médicale et socioprofessionnelle ³	
État de la demande	Nombre
Demandes traitées	12450
Demandes accueillies	6388
Demandes refusées avec allocation pour contraintes temporaires	4606
Demandes refusées sans allocation pour contraintes temporaires	1456

Comité de révision	
Période du 1 ^{er} avril 2016 au 28 février 2017	
Demandes traitées	1 734
Demandes accueillies	961
Demandes refusées avec allocation pour contraintes temporaires	81
Demandes refusées sans allocation pour contraintes temporaires	324
Autres ⁴ (ex. : désistements, irrecevable ou sans-objet)	368

³ Le Service de l'évaluation médicale et socioprofessionnelle (SEMS) comprend un ou plusieurs comité d'évaluation médicale et socioprofessionnelle (CEMS) qui étudie les demandes de reconnaissance de contraintes sévères à l'emploi (CSE) et des médecins évaluateurs qui étudient les demandes reliées à des contraintes temporaires (CTE).

⁴ Une demande de révision sera jugée irrecevable 1) si elle est reçue hors-délai et que la personne n'a pas de motif valable justifiant le retard au dépôt de sa demande; 2) si elle est déposée par une personne non habilitée à demander la révision d'une décision; ou encore 3) si l'élément contesté est non-révisable ou qu'il a déjà fait l'objet d'une décision de révision (chose jugée). Par ailleurs, une demande de révision sera jugée sans objet si la décision contestée n'a plus lieu d'être parce que le CLE ou le SEMS a déjà rendu une nouvelle décision à la satisfaction du prestataire.

C) Délai de traitement du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

Demandes d'admissibilité au programme	Délai moyen
Admis par l'agent avec rapport médical (si diagnostic présent à la <i>Liste des diagnostics évidents</i>)	N/D ⁵
Recommandation des comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle ⁶	10,1 jours

⁵ Nous n'avons pas d'indicateur indiquant le délai moyen requis par l'agent pour reconnaître un ménage comme admissible au Programme de solidarité sociale après la production d'un rapport médical avec un diagnostic présent à la liste des diagnostics évidents. Toutefois, l'engagement pris par le MTESS dans sa Déclaration de services aux citoyennes et citoyens prévoit un délai maximum de cinq jours ouvrables pour rendre une décision.

⁶ Le délai moyen de traitement en admission est le délai entre le moment où le dossier entre à la Direction des enquêtes et de la conformité et celui où il est transmis au centre local d'emploi.

SOURCE :

Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION :

Service de l'analyse et de l'information de gestion
Direction des enquêtes et de la conformité
Direction générale du recouvrement, de la révision et des recours administratifs
Tribunal administratif du Québec

VALIDATION:

DATE :

Le 10 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-63c

Titre :

État de la situation du Programme de l’assurance-emploi en 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 ; fournir les prévisions pour 2017-2018, concernant :

- c) Répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaire, locataire, chambreur, logement subventionné : HLM, coopérative d’habitation), en indiquant la catégorie de ménages.

Exposé et statistiques :

Depuis l’entrée en vigueur de la Loi sur l’aide aux personnes et aux familles, le programme de l’assistance-emploi a été remplacé par les programmes d’aide financière de dernier recours.

JANVIER 2017					
MODES DE LOGEMENT	CATÉGORIES DE MÉNAGES				TOTAL
	Personnes seules ¹	Couples sans enfants	Familles monoparentales	Couples avec enfants	
Propriétaires	7 207	1 480	917	605	10 209
Propriétaires à logements multiples	184	29	25	6	244
Locataires	101 966	6 840	23 019	9 885	141 710
Locataires H.L.M.	23 302	1 315	6 916	2 227	33 760
Chambreurs ou pensionnaires	65 613	341	2 435	272	68 661
Chamb. ou pension. chez un parent	43 050	392	2 454	191	46 087
Logement subventionné	-	-	-	-	-
Temporairement sans adresse ²	3 010	3	5	.	3 018
En hébergement	3 466	.	.	.	3 466
TOTAL	247 798	10 400	35 771	13 186	307 155

1. Inclut les conjoints d’étudiants.
2. Désigne les personnes qui n’ont pas d’adresse fixe ou stable ou qui n’ont pas l’assurance d’un hébergement stable pour les 60 prochains jours.

SOURCE : Service de l’analyse et de l’information de gestion
COLLABORATION : Direction des politiques d’assistance sociale
VALIDATION:
DATE : 7 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-63dj

Titre :

État de la situation du Programme de l’assurance-emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018, concernant :

- d) Nombre d’enfants (moins de 18 ans) vivant au sein d’un ménage prestataire du Programme d’assurance-emploi, selon qu’ils fréquentent l’école primaire, l’école secondaire, le cégep, l’université ou qu’ils ne fréquentent pas l’école.
- j) Nombre d’enfants handicapés vivant au sein d’un ménage bénéficiaire de la sécurité du revenu.

Exposé et statistiques :

Depuis l’entrée en vigueur de la Loi sur l’aide aux personnes et aux familles, le programme de l’assistance-emploi a été remplacé par les programmes d’aide financière de dernier recours.

Nombre d’enfants vivant au sein d’un ménage prestataire de l’aide financière de dernier recours.

DESCRIPTION	Nombre d'enfants de moins de 18 ans
	Janvier 2017
Âge préscolaire	31 477
Études primaires	27 914
Études secondaires	20 001
Études postsecondaires	444
Sans occupation	1 454
TOTAL	81 290
Handicapé	2 464

SOURCE : Service de l’analyse et de l’information de gestion
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 2017-03-07

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-63ef

Titre :

État de situation du Programme de l'assistance-emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018, concernant :

- e) Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une;
- f) Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime de sécurité du revenu;

Exposé et statistiques :

- e) Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une :**

En janvier 2017, le nombre d'adultes de 18 ans et plus soumis à la contribution parentale était de 1 532.

- f) Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime d'aide financière de dernier recours :**

- Un adulte prestataire qui ne répond pas à certains critères d'indépendance fixés par la Loi est réputé recevoir une contribution financière de ses parents.
- Le Règlement établit le montant de cette contribution.
- L'impact généré par la contribution parentale est estimé à 15,7 M\$ en 2016-2017.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale/
COLLABORATION : Service de l'analyse et de l'information de gestion – 9 mars 2017
DATE : 2017-03-31

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-63gh

Titre :

État de situation du Programme de l'assistance-emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018, concernant :

g) Nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire;

h) Économies que ces pensions alimentaires représentent pour le régime de la sécurité du revenu.

Exposé et statistiques :

En janvier 2017, 5 844 familles monoparentales prestataires de l'assistance sociale avec au moins un enfant de moins de 12 ans recevaient une pension alimentaire.

Le total annuel des revenus de pension alimentaire reçus par ces familles monoparentales est estimé, en 2016-2017, à 21,0 M\$ et est calculé en tenant compte d'un montant mensuel moyen de pension alimentaire de 299,59 \$.

Depuis le 1^{er} avril 2011, le montant maximum d'exclusion pour les revenus de pension alimentaire a été bonifié, passant de 100 \$ par famille à 100 \$ par enfant à charge, et ce, peu importe l'âge de l'enfant. Le coût annuel de cette exclusion, uniquement pour les familles monoparentales ayant au moins un enfant de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire, est estimé, en 2016-2017, à 12,0 M\$.

Le Ministère estime donc que la comptabilisation des pensions alimentaires chez les familles monoparentales avec au moins un enfant de moins de 12 ans a généré, en 2016-2017, une réduction de la dépense annuelle d'environ 9,0 M\$ aux programmes d'assistance sociale.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale/Daniel Jean/Jérémie Rose

COLLABORATION : Service de l'analyse et de l'information de gestion – 13 mars 2017

DATE : 2017-03-20

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP63i

Titre :

État de situation du Programme de l'assistance-emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018, concernant :

- i) Nombre de dossiers en subrogation qui attendent d'être traités par le ministre et évaluation des coûts des paiements rétroactifs qui devront être versés aux prestataires ou aux parents des prestataires, en raison de la contribution parentale;

Exposé et statistiques :

Le Ministère paie la pleine prestation au jeune lorsque ses parents refusent de contribuer ou sont introuvables. Il n'y a donc aucun paiement rétroactif susceptible d'être versé en raison de la contribution parentale.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale/Daniel Jean/Jérémie Rose
DATE : 2017-03-24

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-63k

Titre :
État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les années 2013-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018, concernant :

k) Évolution mensuelle de la répartition des adultes non disponibles à l’emploi selon les critères suivants :

- i. État de santé;
- ii. État de grossesse;
- iii. Garde d’enfants d’âge préscolaire ou garde d’enfants handicapés;
- iv. Critère de 55 ans;
- v. Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants;
- vi. Attente de traitement d’une demande d’admission au Programme de soutien financier.

Exposé et statistiques :

Depuis l’entrée en vigueur de la Loi sur l’aide aux personnes et aux familles, le programme de l’assistance-emploi a été remplacé par les programmes d’aide financière de dernier recours.

MOTIFS POUR CONTRAINTES TEMPORAIRE								
Mois et année	État de santé	État de grossesse	Enfants à charge	Enfant handicapé	Âge ¹	Attente décision contraintes sévères ²	Prend soin d'une personne ³	Autres ⁴
2016								
Janvier	12 873	1 367	13 880	2 111	34 578	540	1 510	160
Février	12 878	1 355	14 101	2 111	34 407	507	1 511	159
Mars	12 981	1 389	14 247	2 105	34 063	421	1 507	148
Avril	12 962	1 380	14 433	2 113	33 814	389	1 527	157
Mai	12 834	1 412	14 563	2 088	33 608	356	1 530	146
Juin	12 715	1 453	14 721	2 070	33 228	350	1 515	144
Juillet	12 749	1 445	14 932	2 055	32 724	335	1 518	144
Août	12 342	1 467	15 248	2 067	32 819	426	1 531	153
Septembre	12 049	1 362	15 391	2 031	32 767	337	1 531	160
Octobre	11 987	1 345	12 994	2 089	32 581	306	1 539	152
Novembre	12 140	1 282	12 898	2 062	32 504	330	1 529	152
Décembre	12 395	1 277	12 963	2 051	32 443	344	1 534	158
2017								
Janvier	12 164	1 252	13 088	2 042	32 521	337	1 532	158

1. Cette catégorie inclut également les prestataires âgés de 55 à 57 ans qui ont conservé leur contrainte temporaire en raison de l’âge (droit acquis) à la suite des modifications réglementaires survenues en juillet 2013.

2. Attente de traitement d'une demande pour obtenir l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi.

3. Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants.

4. Comprend principalement des adultes qui séjournent dans des maisons d'hébergement pour victime de violence.

SOURCE : Service de l’analyse et de l'information de gestion

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2017-03-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-63L

Titre :
État de la situation au Programme de l’assurance-emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018, concernant :

1) Nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barème et le revenu moyen déclaré.

Exposé et statistiques :

Depuis l’entrée en vigueur de la Loi sur l’aide aux personnes et aux familles, le programme de l’assistance-emploi a été remplacé par les programmes d’aide financière de dernier recours.

SELON LE TYPE D'ALLOCATION	REVENUS COMPTABILISABLES ¹	
	Janvier 2017	
	Nombre de ménages	Revenu comptabilisable moyen
Aide sociale		
De base (incluant les hébergés) ²	9 717	223,72 \$
Contraintes temporaires ³	21 977	198,45 \$
Mixte temporaire ⁴	1 092	265,03 \$
Solidarité sociale		
Solidarité sociale (contraintes sévères) ⁵	32 768	405,03 \$
De base hébergé ⁶	285	79,73 \$
TOTAL	65 839	305,58 \$

1. Les revenus comptabilisables sont tous les revenus de travail et les revenus provenant d'autres sources (assurance-emploi, RRQ, CNESST, pensions alimentaires, etc.) ayant un impact sur le montant de la prestation d'aide financière de dernier recours. La partie comptabilisée des revenus déclarés (revenu comptabilisable) est celle qui dépasse les exemptions permises (dans le cas des revenus de travail, des pensions alimentaires et des allocations d'aide à l'emploi), diminuant d'autant le montant de l'aide financière accordée.
2. Montant de base applicable à l'adulte seul ou au couple ne présentant aucune contrainte à l'emploi (incluant les hébergés au Programme d'aide sociale).
3. Allocation versée à un adulte seul présentant une contrainte temporaire à l'emploi. Dans le cas de ménages avec deux adultes, seulement un des adultes présente une contrainte temporaire, l'autre adulte étant sans contraintes à l'emploi.
4. Allocation versée à un ménage composé de deux adultes lorsque les deux adultes présentent des contraintes temporaires à l'emploi.
5. Allocation versée à un adulte seul ou au couple prestataire du Programme de solidarité sociale.
6. Montant de base applicable à l'adulte hébergé admis dans un centre d'hébergement, d'accueil, hospitalier ou de réadaptation, de même qu'à un ex-détenu logé dans un établissement reconnu en vue de sa réinsertion sociale, prestataire du Programme de solidarité sociale.

SOURCE : Service de l’analyse et de l’information de gestion
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 2017-03-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-63m

Titre :
État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018, concernant :
m) Nombre de ménages déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés.

Exposé et statistiques :

Depuis l’entrée en vigueur de la Loi sur l’aide aux personnes et aux familles, le programme de l’assistance-emploi a été remplacé par les programmes d’aide financière de dernier recours.

TYPES DE BIENS	BIENS DÉCLARÉS ¹	
	Janvier 2017	
	Nombre de ménages	Valeur moyenne
Avoir liquide	209 804	799,95 \$
Biens mobiliers	78 424	2 459,82 \$
Biens immobiliers	11 979	84 259,98 \$
Biens immobiliers pour travailleurs autonomes	1 111	7 104,21 \$
Dette hypothécaire	5 011	48 238,01 \$
Autres ²	11 328	27 918,24 \$

1. Les prestataires détenteurs d'un ou de plusieurs biens sont dénombrés lorsque la valeur des biens est supérieure à 1 \$.
2. Comprend les bénéfices payables au décès (incluant l'assurance-vie payable à la succession), les subventions ou emprunts pour réparations de la résidence ou pour le démarrage d'une entreprise, les indemnités versées pour sinistre ou expropriation, le capital provenant de la vente d'une résidence, la valeur résiduelle des biens et avoirs liquides cédés, les sommes dont l'enfant est propriétaire, etc.

SOURCE : Service de l’analyse et de l’information de gestion
COLLABORATION : Direction des politiques d’assistance sociale
VALIDATION :
DATE : 2017-03-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-63n

Titre :

État de la situation du Programme de l'assurance-emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018, concernant :

n) Nombre de ménages qui ont reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci, y compris l'erreur administrative et l'aide conditionnelle.

Exposé et statistiques :

L'aide de dernier recours doit être remboursée lorsqu'elle a été accordée en trop ou lorsqu'elle a été versée en attente de la réalisation d'un droit (aide conditionnelle) et que ce droit a été réalisé. En effet, certains prestataires reçoivent de l'aide de dernier recours en attendant une décision d'un autre organisme ou ministère (SAAQ, CNESST, MEES, Revenu Québec, Retraite Québec, compagnies d'assurance privées, etc.) concernant l'exercice d'un droit à une prestation ou à une assurance. Il s'agit d'une aide conditionnelle versée qui est réclamée et qui doit être remboursée lorsque le prestataire reçoit rétroactivement de l'autre organisme ou ministère les montants auxquels il a droit. Règle générale, les sommes versées en trop, à la suite d'une erreur administrative, ne font pas l'objet d'une réclamation.

La provenance des réclamations nettes pour l'exercice financier 2016-2017 (1^{er} avril 2016 au 28 février 2017) se détaille comme suit :

	2016-2017 (11 mois)		
	Nombre	Montant en M\$	Montant moyen
Réclamations incluses dans les résultats d'Emploi-Québec pour le volet des services de solidarité sociale			
Réclamations à la suite d'aide reçue sans droit ¹	74 878	41,1	549 \$
Réclamations à la suite d'une fausse déclaration ²	17 496	87,5	5 001 \$
Sous-total	92 374	128,6	1 392 \$
Reclamations à l'aide conditionnelle ³	14 900	23,6	1 584 \$
Montant total brut des réclamations	107 274	152,2	1 420 \$
Moins: Notes de crédits		16,9	
Montant total net des réclamations⁴		135,3	

- (1) Lorsque le prestataire reçoit un montant auquel il n'a pas droit sans toutefois avoir eu l'intention de divulguer de faux renseignements ou de remettre de faux documents. Exemple : changement dans la situation familiale déclaré un mois après l'évènement.
- (2) Lorsque le prestataire omet de divulguer des renseignements, transmet de faux renseignements, remet de faux documents ou déclare des propos trompeurs et inexacts dans le but d'obtenir des sommes auxquelles il n'a pas droit. Exemple : revenus de travail non déclarés.
- (3) Aide conditionnelle : aide versée en attente de la réalisation d'un droit.
- (4) Exclut les réclamations à la suite des paiements du soutien au enfant (PSAE).

SOURCE : Direction des enquêtes et de la conformité - SRRC

VALIDATION:

DATE : 31 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-63o Nombre de révisions et d’appels, selon le motif et la décision

Titre : État de situation du Programme de l’assistance-emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018, concernant : o) Nombre de révisions et d’appels, selon le motif et la décision.
--

Exposé et statistiques : Période de référence : du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017		
	Motifs contestés en révision	
Motifs	Nombre total	Nombre de motifs accueillis
Allocations et ajustements	1 182	126
Revenus, gains et avantages	18 703	1093
Statut	12 699	632
Obligations du prestataire ou du ministre	1 030	127
Avoirs liquides	2 790	211
Prestations spéciales	1 092	112
Versement de l’aide	102	4
Biens	1 332	225
Solidarité de la dette	374	44
Garant défaillant	289	1
Prestations de base	546	74
Contribution parentale	285	23
Mesures et programmes d’employabilité (réclamations seulement)	322	30
Mesures et programmes spécifiques (réclamations seulement)	9	0
Modalités de recouvrement (après délivrance du certificat de recouvrement)	245	8
Mois de la demande (Particularités)	683	86
Motifs sans droit de contestation	152	0
Révision médicale	2865	1445

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE :

Direction générale du recouvrement, de la révision et des recours administratifs (DGRRA) - SRRC
N/A
N/A
31 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-63p

Titre : État de la situation du Programme de l’assurance-emploi pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018 concernant : p) Nombre de personnes qui ont demandé de l’aide en raison d’un dénuement total, en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l’aide accordée et le motif de la décision;
--

Exposé et statistiques :				
Données générales pour 2016-2017 (du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017)				
Le nombre total de demandes reçues a été de 527 De ce nombre, il y eu :				
<ul style="list-style-type: none">325 demandes acceptées;191 demandes refusées;11 désistements.				
L’aide totale accordée fut de 1 679 240 \$, répartie en aide remboursable et en aide gratuite :				
<ul style="list-style-type: none">Aide remboursable : 652 470 \$Aide gratuite : 1 026 770 \$.				
Le montant moyen d’aide versée s’établit à 5 167 \$.				
Faits saillants pour 2016-2017				
Motifs invoqués pour l’obtention de prestations en vertu du pouvoir discrétionnaire	Nombre de demandes acceptées	Montant par catégorie (\$)	Répartition par catégorie (%)*	Montant moyen accordé (\$) ¹
Bien ou avoir liquide cédé	37	200 323	11,93	5 414
Composition familiale	3	2 675	0,16	892
Contribution parentale	0	0	0,00	0
Excédent de biens	71	836 730	49,83	11 785
Grève ou lock-out	0	0	0,00	0
Personne tenue de loger	70	92 305	5,50	1 319
Perte d’argent	8	5 170	0,31	646
Prestation spéciale	42	54 703	3,26	1 302
Prestation spéciale	21	77 753	4,63	3 702
désintoxication				
Prévenu tenu de loger	9	13 785	0,82	1 532
Revenu (incluant : antériorité du déficit, saisie, etc.)	4	8 560	0,51	2 140
Sans statut légal	55	360 174	21,45	6 549
Travailleur autonome	5	27 062	1,61	5 412
TOTAL	325	1 679 240 \$	100 %	5 167 \$
* Pourcentage du montant total accordé.				
Les personnes seules ou les familles aidées en vertu du pouvoir discrétionnaire sont inadmissibles selon les règles régulières d’attribution d’une aide financière de dernier recours.				
1) Les sommes versées comprennent également l’aide financière accordée en prolongation (mois suivant l’acceptation à la suite de l’évaluation ou de la réévaluation d’une demande).				

SOURCE : Direction du soutien à l’application des normes d’assistance sociale
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 18 avril 2017
1RP63p_04-18_SSSAS .doc

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-63q

Titre :

État de la situation du Programme de l’assistance-emploi en 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et fournir les prévisions pour 2017-2018 concernant :

q) Nombre de personnes ayant bénéficié d’une aide complémentaire à l’assurance-emploi.

Exposé et statistiques :

Le tableau qui suit présente le nombre de personnes prestataires de l’aide financière de dernier recours disposant d’un revenu complémentaire de l’assurance-emploi.

COMPOSITION FAMILIALE	REVENUS D'ASSURANCE-EMPLOI ¹
	Janvier 2017
	Nombre d'adultes
Personnes seules	545
Couples sans enfants	66
Familles monoparentales	96
Couples avec enfants	74
Conjoints d'étudiants	1

1. Correspond à tout montant déclaré supérieur à 2 \$.

SOURCE : Service de l’analyse et de l'information de gestion
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 2017-03-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-63r

Titre :

État de la situation du Programme d'assistance-emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 ; fournir les prévisions pour 2017-2018, concernant :

- r) Ventilation détaillée des impacts, pour le Québec, des bonifications annoncées à l'assurance-emploi sur le Régime de sécurité du revenu.

Exposé et statistiques :

Depuis le 1^{er} janvier 2007, deux nouveaux programmes d'aide financière de dernier recours, soit le Programme d'aide sociale et le Programme de solidarité sociale, remplacent le Programme d'assistance-emploi.

Les modifications apportées au régime d'assurance-emploi en 2016-2017 par le gouvernement fédéral n'ont pas eu d'impacts sur le Régime de sécurité du revenu du Québec.

SOURCE : Direction des relations intergouvernementales
COLLABORATION : Direction des politiques d'assistance sociale
VALIDATION : Direction de la gouvernance, de l'analyse stratégique et de l'information de gestion
DATE : 9 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-63s

Titre :

État de la situation du Programme de l'assistance-emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018:

s) Liste et coûts des besoins spéciaux, y compris l'assurance médicaments, pour 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques :

À noter : l'assurance médicaments ne fait plus partie des besoins spéciaux financés par l'aide financière de dernier recours. Elle relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

Coût des prestations spéciales (en 000 \$)

2016-2017
(dépenses estimées)

I. Prestations spéciales pour préserver la santé

A. Préparations lactées	900,0
B. Biens et services administrés par le MTESS	
- Lunettes et lentilles	3 287,9
- Chaussures orthopédiques et orthèses plantaires	433,9
- Prothèses, orthèses et accessoires prescrits	12 620,4
- Suppléments	7 174,6
(suppléments mensuels pour diabète, hémodialyse, grossesse, allaitement, paraplégie et stomie temporaire)	
- Transports pour fins médicales	51 884,3
- Autres	713,4

II. Prestations spéciales relatives à la compensation de certaines pertes ou en considération de situations particulières

- Rechercher ou postuler un emploi ou retourner dans son milieu d'origine	0,0
- Enfant à charge fréquentant l'école	5 403,3
- Frais funéraires	1 148,7
- Compenser les pertes lors d'un incendie ou d'un sinistre	339,6
- Compenser les effets d'une séparation	8,2
- Loyer pour une personne seule hébergée	2 014,8

III. Prestations spéciales versées par amendement **2 012,2**

SOURCE :

Direction des politiques d'assistance sociale/Daniel Jean/Jérémie Rose

COLLABORATION :

Service de l'analyse et de l'information de gestion – 13 mars 2017

Direction du budget – 6 mars 2017

DATE :

2017-03-21

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-63T

Titre :

État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018, concernant :

- t) Nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi-Québec ainsi que le délai de référence.

Exposé et statistiques :

Emploi-Québec a pour mission de contribuer à développer l'emploi et la main-d'oeuvre ainsi qu'à lutter contre le chômage, l'exclusion sociale et la pauvreté dans une perspective de développement économique et social. De plus, depuis avril 2006, elle gère de façon unifiée les services publics d'emploi et les services de solidarité sociale. Par conséquent, la référence n'est plus requise.

SOURCE : Service de l'analyse et de l'information de gestion

DATE : 5 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-63u

Titre :

État de situation du Programme de l'assistance-emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018, concernant :

- u) Nombre de prestataires admissibles à une rente d'invalidité de la Régie des rentes du Québec et l'économie générée en 2011-2012, en 2012-2013, en 2013-2014, en 2014-2015, en 2015-2016 et en 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018;

Exposé et statistiques :

En janvier 2017, 12 055 ménages prestataires de l'assistance sociale ont reçu une rente d'invalidité de Retraite Québec, dont le montant moyen est établi à environ 707 \$ par mois. L'impact annuel généré par la comptabilisation de ce revenu est estimé à 102,2 M\$ en 2016-2017.

SOURCE :	Direction des politiques d'assistance sociale/Daniel Jean/Olivier Morin
COLLABORATION :	Service de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION:	Service de l'analyse et de l'information de gestion
DATE :	20 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-63v

Titre :

État de la situation du Programme de l’assurance-emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016 2017; fournir les prévisions pour 2017 2018, concernant :

v) Nombre de prestataires admissibles à une rente de préretraite et l’économie générée en 2013 2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; fournir les prévisions 2017-2018;

Exposé et statistiques :

En janvier 2017, 33 787 ménages prestataires ont reçu une rente de retraite de Retraite Québec, dont le montant moyen est établi à environ 152 \$ par mois.

On estime l’impact de cette mesure à 61,7 M\$ en 2016-2017.

SOURCE :	Direction des politiques d’assistance sociale/Daniel Jean/Olivier Morin
COLLABORATION :	Service de l’analyse et de l’information de gestion
VALIDATION:	Service de l’analyse et de l’information de gestion
DATE :	20 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-63w

Titre :

État de la situation du Programme de l'assistance-emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018, concernant :

- w) Bilan du budget et des dépenses pour le programme Allocation-logement et nombre de ménages qui en ont bénéficié pour les années 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques :

Le programme Allocation-logement est sous la responsabilité de la Société d'habitation du Québec.

SOURCE : Service de l'analyse et de l'information de gestion

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2017-03-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-64

Titre :

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l’emploi pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et en 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques :

Du 1^{er} avril 2016 au 31 janvier 2017, le Service de l’évaluation médicale et socioprofessionnelle a reçu 11 256 demandes de reconnaissance de contraintes sévères à l’emploi.

SOURCE : Direction des enquêtes et de la conformité - SRRC

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint du secteur recouvrement, révision et conformité

DATE : 31 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-65

Titre :

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l’emploi, mais dont la demande a été refusée, pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017.

Exposé et statistiques :

Du 1^{er} avril 2016 au 31 janvier 2017, le Service de l’évaluation médicale et socioprofessionnelle a traité 11 346 demandes de reconnaissance de contraintes sévères à l’emploi dont 5 593 ont été refusées, soit 49,3 %.

SOURCE :	Direction des enquêtes et de la conformité- SRRC
VALIDATION:	N/A
DATE :	31 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-66

Titre :

Délai d'attente pour l'évaluation au bureau médical pour se faire reconnaître le statut de contrainte sévère à l'emploi.

Exposé et statistiques :

- Le délai moyen pour l'année en cours (2016-2017) est de 10,3 jours.
- Le délai pour rendre une décision concernant les demandes « urgentes » lors de l'attribution initiale est de 24 heures.

SOURCE : Direction des enquêtes et de la conformité - SRRC
VALIDATION: N/A
DATE : 31 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-67

Titre :

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, dont la demande a été refusée, mais qui ont ensuite gagné en appel pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017.

Exposé et statistiques :

2016-2017

Du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017, 81 personnes ont vu leur contrainte sévère être reconnue par le Tribunal administratif du Québec après que leur demande ait été refusée.

SOURCE : Direction générale du recouvrement, de la révision et des recours administratifs - SRRC
COLLABORATION : Tribunal administratif du Québec (TAQ)
VALIDATION: N/A
DATE : 31 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-68

Titre :

Concernant le programme Prime au travail, préciser la définition des concepts « revenu d'emploi » et « lien d'emploi ». Fournir la ventilation détaillée des montants accordés par région, pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017, en plus des prévisions pour 2017-2018, et ce, pour les groupes suivants :

- a. Personne vivant seule;
- b. Couple;
- c. Famille monoparentale;
- d. Famille biparentale.

Exposé et statistiques :

Le ministère des Finances répondra à cette question.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale / Daniel Jean / Jean-François Dolbec

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 27 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-69

Titre :

Pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2016-2017 et 2017-2018 :

- Combien de prestataires ont quitté le Québec plus de 15 jours dans un mois de calendrier?
- Combien de prestataires louent un appartement incluant deux chambres et combien incluant trois chambres?
- Combien de prestataires ont déclaré des revenus de travail et quelles sommes ont été récupérées par le MTESS à la suite de ces revenus de travail?
- Combien de prestataires sans contrainte à l’emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 140 000\$?
- Combien de prestataires avec contraintes sévères à l’emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 203 000\$?
- Combien de prestataires sans logement ont fréquenté un centre de désintoxication?
- Combien de prestataires avec logement ont fréquenté un centre de désintoxication?
- Combien de jeunes ont bénéficié du programme Alternative jeunesse?
- Combien de jeunes de moins de 25 ans ont fait une demande d’aide sociale?
- Combien de personnes sans contrainte à l’emploi ont fait une demande d’aide sociale?
- Combien de jeunes de moins de 29 ans sans contrainte à l’emploi ont fait une demande d’aide sociale?

Exposé et statistiques :

Combien de prestataires ont quitté le Québec plus de 15 jours dans un mois de calendrier?

	Nombre d'adultes inadmissibles dû à un séjour hors Québec
2016-2017 (au 31 janvier 2017)	1 396

Combien de prestataires louent un appartement incluant deux chambres et combien incluant trois chambres?

	Nombre de chambres louées	
	2 chambres	3 chambres
	Nombre de ménages	Nombre de ménages
janvier 2017	2 348	236

Combien de prestataires ont déclaré des revenus de travail et quelles sommes ont été récupérées par le MTESS à la suite de ces revenus de travail?

Ménages avec revenu de travail				
	Avec réduction d'aide		Sans réduction d'aide	Total
	Nombre de ménages	Montant comptabilisable total	Nombre de ménages	Nombre de ménages
	janvier 2017	6 117	1 956 584 \$	11 379

Combien de prestataires sans contraintes à l’emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 140 000 \$?

	Prestataires sans contraintes ayant une valeur nette de résidence de 140 000 \$
janvier 2017	1

Combien de prestataires avec contraintes sévères à l’emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 203 000 \$?

	Prestataires avec contraintes sévères ayant une valeur nette de résidence de 203 000 \$
janvier 2017	1

Combien de prestataires sans logement ont fréquenté un centre de désintoxication?

	Prestataires sans logement ¹ recevant une prestation spéciale pour frais de séjour pour des services en toxicomanie
janvier 2017	21

1. Désigne les personnes temporairement sans adresse, c'est-à-dire qui n'ont pas d'adresse fixe ou stable ou qui n'ont pas l'assurance d'un hébergement stable pour les 60 prochains jours.

Combien de prestataires avec logement ont fréquenté un centre de désintoxication?

	Prestataires avec logement ¹ recevant une prestation spéciale pour frais de séjour pour des services en toxicomanie
janvier 2017	1 236

1. Désigne les personnes qui ont une adresse fixe ou stable ou qui ont l'assurance d'un hébergement stable pour les 60 prochains jours.

Combien de jeunes ont bénéficié du programme Alternative jeunesse?

	Nombre d'adultes participant au Programme alternative jeunesse avec allocation jeunesse
janvier 2017	122

Combien de jeunes de moins de 25 ans ont fait une demande d’aide sociale?

	Nombre d'adultes âgés de moins de 25 ans qui ont fait une demande d'aide financière de dernier recours
janvier 2017	1 997

Combien de personnes sans contraintes à l’emploi ont fait une demande d’aide sociale?

	Nombre d'adultes sans contraintes à l'emploi qui ont fait une demande d'aide financière de dernier recours
janvier 2017	6 682

Combien de jeunes de moins de 29 ans sans contraintes à l’emploi ont fait une demande d’aide sociale?

	Nombre d'adultes sans contraintes âgés de moins de 29 ans qui ont fait une demande d'aide financière de dernier recours
janvier 2017	2 429

SOURCE : Service de l’analyse et de l’information de gestion
COLLABORATION : Direction des enquêtes et de la conformité
VALIDATION:
DATE : 6 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP- 70

Titre :

Copie de toutes les études d’impacts réalisées pour chacune des mesures annoncées le 28 janvier 2015 dans le cadre de la Réforme de l’aide sociale.

Exposé et statistiques :

Le Ministère a réalisé et rendu publique sur son site Internet « L’impact des six mesures réglementaires ».
http://www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/GD_Impacts_6mesures_reglementaires2015.pdf

SOURCE : Direction des politiques d’assistance sociale/Daniel Jean/France Edma
COLLABORATION :
VALIDATION: N/A
DATE : Le 29 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-70 - Annexe

RÈGLEMENT SUR L'AIDE AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES ANALYSE D'IMPACT DES SIX MESURES RÉGLEMENTAIRES

1. **Rendre inadmissible l'adulte qui s'absente du Québec pour une période supérieure à quinze jours dans un même mois.**

Entrée en vigueur :

- 1^{er} mai 2015.

Impacts de la mesure sur les ménages visés :

- La mesure rendrait inadmissible à une aide financière de dernier recours un adulte qui séjournerait à l'extérieur du Québec pendant une période supérieure à quinze jours de calendrier au cours d'un même mois. Les personnes pourront toutefois présenter une demande à leur retour et se prévaloir d'une aide financière selon les règles applicables.
- Les exceptions qui permettent à une personne prestataire d'être considérée comme résidente du Québec, même si elle doit s'y absenter temporairement, seront maintenues, notamment pour des raisons de santé ou pour exécuter un travail rémunéré.

Nombre de ménages visés :

- On estime que cette mesure pourrait viser environ 460 personnes par année.

Impact financier :

- Cette mesure pourrait réduire les coûts annuels des programmes d'aide financière de dernier recours de 1,8 M\$.

2. **Comptabiliser en totalité les revenus de travail lorsque ceux-ci n'ont pas été déclarés avec diligence au Ministère. Actuellement, lorsqu'il a été établi que des revenus de travail n'ont pas été déclarés au Ministère, le montant de la réclamation est calculé en déduisant les exemptions pour ce type de revenus.**

Entrée en vigueur :

- 1^{er} mai 2015.

Impacts de la mesure sur les ménages visés :

- Le montant réclamé au prestataire qui a fait une fausse déclaration augmentera. En conséquence, la période de remboursement se voit allongée.
- Une telle mesure encourage non seulement la déclaration diligente des revenus de travail, mais permet une meilleure équité entre les prestataires qui ont des revenus de travail.
- Depuis le 1^{er} octobre 2005, la portion de l'aide pouvant être retenue en remboursement de sommes dues au Ministère ne peut réduire de plus de 50 % la prestation accordée dans le cadre des programmes d'aide financière de dernier recours.
- Les ménages qui risqueraient de se retrouver en situation de dénuement pourraient bénéficier du pouvoir discrétionnaire du ministre et, ainsi, voir suspendre en tout ou en partie le recouvrement d'un montant dû ou se voir accorder une remise de dette.

Nombre de ménages visés :

- On estime que près de 5 000 prestataires, en 2013-2014, n'ont pas déclaré avec diligence des revenus de travail.

Impact financier :

- Réduction des coûts annuels des programmes d'aide financière de dernier recours estimée à 1 M\$.

3. **Hausser l'exclusion pour la valeur nette de la résidence de 90 000 \$ à 142 100 \$ au Programme d'aide sociale et de 130 000 \$ à 203 000 \$ au Programme de solidarité sociale**

Entrée en vigueur :

- 1^{er} juillet 2015.

Impacts de la mesure sur les ménages visés :

- La valeur nette d'une maison sera de nouveau prise en compte dans l'établissement de l'admissibilité à une aide financière de dernier recours. Elle l'était jusqu'en 2007.
- C'est la valeur comptabilisable excédant l'exclusion qui sera prise en compte pour déterminer la prestation.
- Les ménages qui ne seraient pas admissibles à une prestation pour le mois où une demande est formulée ou qui risqueraient de se retrouver en situation de dénuement pourront, sur demande,

recevoir une aide financière remboursable leur permettant de couvrir temporairement leurs besoins de subsistance.

- Il est prévu que les montants d'exclusion soient réajustés le 1^{er} juillet de chaque année.
- Afin de permettre aux ménages pouvant être touchés par cette mesure d'évaluer l'impact de celle-ci sur leur situation et d'agir en connaissance de cause, il est prévu que la date d'entrée en vigueur de ces modifications soit le 1^{er} juillet 2015.

Nombre de ménages visés :

- En février 2014, on comptait 12 478 ménages propriétaires à l'aide financière de dernier recours. On estime que 431 ménages prestataires propriétaires pourraient être visés par la mesure.

Impact financier

- Réduction des coûts annuels des programmes d'aide financière de dernier recours estimée à 2,2 M\$.

4. Comptabiliser les revenus de location de chambres des ménages prestataires qui offrent deux chambres ou plus en location, plutôt que trois et plus comme présentement. D'autre part, le montant mensuel comptabilisé par personne sera haussé de 85 \$ à 125 \$.

Entrée en vigueur :

- 1^{er} juillet 2015.

Impacts de la mesure sur les ménages visés :

- Pour tenir compte des besoins des personnes et des familles qui sont potentiellement plus vulnérables, le revenu de chambres ou de pensions ne sera pas comptabilisé lorsque la cohabitation est nécessaire afin de recevoir ou de procurer des soins constants pour raison de santé.
- L'exclusion des revenus provenant de la location d'une chambre à un parent prestataire (ascendant, descendant, frère ou sœur) est maintenue.
- Afin de ne pas décourager l'entraide, le revenu d'une chambre est exclu.
- En fonction des nouvelles règles de comptabilisation, les prestataires qui louent trois chambres et plus ont maintenant un avantage financier puisqu'ils ne bénéficiaient pas de l'exemption d'une chambre.
- Le revenu comptabilisable ne représente qu'une part du revenu estimé de location.
- Les prestataires occupants pourraient, en cosignant le bail, devenir colocataires sans impact sur leur prestation. D'ailleurs, l'entrée en vigueur de la mesure a été établie au 1^{er} juillet 2015, afin de laisser le temps aux prestataires concernés par cette mesure de faire modifier leur bail.

Nombre de ménages visés :

- En novembre 2014, près de 7 000 ménages prestataires offraient deux chambres et plus en location. Près de 4 200 ménages pourraient être visés par la mesure.

Impact financier :

- Réduction des coûts annuels des programmes d'aide financière de dernier recours estimée à 5,4 M\$.

5. Remplacer la prestation de base et, le cas échéant, l'allocation pour contraintes temporaires, par l'allocation pour dépenses personnelles de 200 \$ par mois au bénéfice de l'adulte qui bénéficie de la prestation spéciale accordée afin de payer les frais de séjour dans un centre offrant des services en toxicomanie

Entrée en vigueur :

- 1^{er} mai 2015

Impacts de la mesure sur les ménages visés :

- Cette mesure aura un impact sur le revenu disponible des personnes concernées.
- Afin de s'assurer que les personnes qui effectuent un séjour pour des services en toxicomanie ne perdent pas leur logement en raison d'un revenu insuffisant, elles seront désormais admissibles à la prestation spéciale « Loyer pour personne hébergée » qui pourra atteindre 416 \$ par mois. Celle-ci est établie en fonction du coût réel du logement du prestataire.
- Les prestataires pourraient recevoir jusqu'à 616 \$ par mois, ce qui équivaut à la prestation de base.
- La mesure pourrait avoir un effet sur la décision de débiter ou non un séjour dans un centre pour mettre fin à une problématique de toxicomanie.

Nombre de ménages visés :

- En 2013-2014, 6 479 adultes ont bénéficié de la prestation spéciale accordée afin de payer les frais de séjours dans un centre offrant des services en toxicomanie.

Impact financier

- Réduction des coûts annuels des programmes d'aide financière de dernier recours estimée à 6,1 M\$.

6. Exclure, pour une période de 90 jours dans le cas des sommes reçues pour des biens meubles essentiels et de deux ans pour les sommes reçues pour les biens immobiliers, les

indemnités versées dans le cadre d'un programme d'aide financière général ou spécifique par le ministère de la Sécurité publique (MSP)

Entrée en vigueur :

- 1^{er} mai 2015

Impacts de la mesure sur les ménages visés :

- Cet ajout au Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles permettait aux prestataires de l'aide financière de dernier recours qui subissent un sinistre de bénéficier de l'aide gouvernementale qui leur est versée, sans pour autant voir leur prestation être diminuée.

Nombre de ménages visés :

- On estime que ces nouvelles exclusions pourraient bénéficier à environ 50 prestataires par année.

Impact financier

- N/D

Il est impossible d'estimer les montants d'aide financière qui seront accordés par le ministère de la Sécurité publique dans le cadre d'un programme d'aide financière général ou spécifique puisqu'ils sont accordés à la suite d'événements imprévisibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-71

Titre :

Dans le cadre de la Réforme de l'aide-sociale, pour chacune des mesures annoncées le 28 janvier 2015, quelle est l'économie réalisée pour 2016-2017 et prévision pour 2017-2018 par le ministère, et ce, par mesure?

Exposé et statistiques :

Les impacts financiers estimés sont présentés sur le site Web ministériel à l'adresse suivante : <http://www.mess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/aide.asp>

- Retirer les exemptions applicables aux revenus de travail lorsque ceux-ci n'ont pas été déclarés au Ministère et qu'ils sont réclamés.
 - o Économies réalisées en 2016-2017 (estimation au 31 janvier 2017) : 1 849,3 k\$.
- Verser une allocation pour dépenses personnelles aux adultes qui séjournent dans un centre offrant des services en toxicomanie, en remplacement de la prestation actuellement accordée.
 - o Économies réalisées en 2016-2017 (au 31 janvier 2017) : 5 912,5 k\$.
- Rendre non admissible l'adulte qui s'absente du Québec pour une période supérieure à 15 jours cumulatifs ou pour plus de 7 jours consécutifs dans un même mois.
 - o Économies réalisées en 2016-2017 (au 31 janvier 2017) : 572,1 k\$
- Exclure du calcul de la prestation les indemnités versées dans le cadre d'un programme d'aide financière général ou spécifique par le ministère de la Sécurité publique afin de compenser des pertes matérielles dues à un sinistre et de couvrir des frais de subsistance supplémentaires.
 - o Économies réalisées en 2016-2017 (au 31 janvier 2017) : 0 k\$.
- Hausser l'exclusion prévue relativement à la valeur nette de la résidence de 90 000 \$ à 142 000 \$ dans le cadre du Programme d'aide sociale et de 130 000 \$ à 203 000 \$ dans le cadre du Programme de solidarité sociale.
 - o Économies réalisées en 2016-2017 (au 31 janvier 2017) : 897,6 k\$.
- Comptabiliser les revenus de location de chambres ou de pensions lorsque deux chambres et plus sont louées par un ménage prestataire.
 - o Économies réalisées en 2016-2017 (au 31 janvier 2017) : 2 564 k\$.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION : Service de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION:

DATE : 16 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-72

Titre :

Copie des études, notes, rapports, portraits et analyses concernant la situation financière du Fonds d’assurance parentale ainsi que des divers scénarios visant à combler son déficit (s’il y a lieu).

Exposé et statistiques :

Question non pertinente à l’étude des crédits budgétaires puisque le Régime québécois d’assurance parentale (RQAP) et le Conseil de gestion de l’assurance parentale (CGAP) sont financés par un fonds extrabudgétaire (FAP).

SOURCE : Conseil de gestion de l’assurance parentale
COLLABORATION : s/o
VALIDATION: Conseil de gestion de l’assurance parentale
DATE : 2017-03-21

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-73

Titre :

Nombre de personnes admissibles au Régime d’assurance parentale du Québec pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques :

Question non pertinente à l’étude des crédits, puisque le Régime québécois d’assurance parentale (RQAP) et le Conseil de gestion de l’assurance parentale (CGAP) sont financés par un fonds extrabudgétaire (FAP).

SOURCE : Conseil de gestion de l’assurance parentale
COLLABORATION : s/o
VALIDATION: Conseil de gestion de l’assurance parentale
DATE : 2017-03-21

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-74

Titre :

Nombre de prestataires servis, d’événements et de prestations totales versées, selon les régions administratives du Québec pour 2015-2016 et 2016-2017, en fonction des données disponibles.

Exposé et statistiques :

Question non pertinente à l’étude des crédits budgétaires puisque le Régime québécois d’assurance parentale (RQAP) et le Conseil de gestion de l’assurance parentale (CGAP) sont financés par un fonds extrabudgétaire (FAP).

SOURCE : Conseil de gestion de l’assurance parentale
COLLABORATION : s/o
VALIDATION: Conseil de gestion de l’assurance parentale
DATE : 2017-03-21

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-75

Titre :

Nombre de femmes, au total et ventilé par région, ayant bénéficié du congé parental pour 2016-2017 et pour les trois années précédentes.

Exposé et statistiques :

Question non pertinente à l’étude des crédits budgétaires puisque le Régime québécois d’assurance parentale (RQAP) et le Conseil de gestion de l’assurance parentale (CGAP) sont financés par un fonds extrabudgétaire (FAP).

SOURCE : Conseil de gestion de l’assurance parentale

COLLABORATION : s/o

VALIDATION: Conseil de gestion de l’assurance parentale

DATE : 2017-03-21

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-76

Titre :

Nombre d’hommes, au total et ventilé par région, ayant bénéficié du congé parental pour 2016-2017 et pour les trois années précédentes.

Exposé et statistiques :

Question non pertinente à l’étude des crédits budgétaires puisque le Régime québécois d’assurance parentale (RQAP) et le Conseil de gestion de l’assurance parentale (CGAP) sont financés par un fonds extrabudgétaire (FAP).

SOURCE : Conseil de gestion de l’assurance parentale
COLLABORATION : s/o
VALIDATION: Conseil de gestion de l’assurance parentale
DATE : 2017-03-21

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-77

Titre :

Nombre de demandes de révision effectuées en 2015-2016 et en 2016-2017. De ce nombre, combien ont été confirmées et renversées?

Exposé et statistiques :

La question n'est pas pertinente à l'étude des crédits puisque le Régime québécois d'assurance parentale est financé par un fonds extrabudgétaire.

SOURCE :

COLLABORATION :

DATE :

Direction générale du RQAP

Conseil de gestion de l'assurance parentale

6 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-78

Titre :

Régime québécois d'assurance parentale
Sommes versées en trop pour les années 2015-2016 et 2016-2017.

Exposé et statistiques :

La question n'est pas pertinente à l'étude des crédits, puisque le Régime québécois d'assurance parentale est financé par un fonds extrabudgétaire.

SOURCE :

COLLABORATION :

DATE :

Direction générale du RQAP

Conseil de gestion de l'assurance parentale

6 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-79

Titre :

Copie des documents, notes, rapports concernant la diminution des prestations et de la durée du congé parental.

Exposé et statistiques :

Question non pertinente à l’étude des crédits budgétaires puisque le Régime québécois d’assurance parentale (RQAP) et le Conseil de gestion de l’assurance parentale (CGAP) sont financés par un fonds extrabudgétaire (FAP).

SOURCE : Conseil de gestion de l’assurance parentale
COLLABORATION : s/o
VALIDATION: Conseil de gestion de l’assurance parentale
DATE : 2017-03-21

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-80

Titre :

Pour chacun des programmes, préciser :

- liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun, pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018;
- politique et critères d'attribution des subventions;
- liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

Exposé et statistiques :

A et C : Voir les tableaux en annexe.

B : Politique et critères d'attribution des subventions

Les renseignements ci-dessous sont tirés des cadres normatifs des différents programmes.

Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole

Le Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole permet de soutenir des organismes et des regroupements d'organismes. Administré par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS), il comporte les trois volets suivants :

- Promotion des droits;
- Organismes multisectoriels confiés au SACAIS;
- Recherches et études en lien avec la mise en œuvre de la politique gouvernementale.

Promotion des droits

Le volet Promotion des droits vise à soutenir, par l'entremise du SACAIS, les organismes et les regroupements d'organismes dont la mission unique ou principale est la défense collective des droits.

Les demandes présentées par les organismes sont analysées en utilisant une grille d'analyse en fonction des paramètres suivants :

- le rayonnement dans la communauté et les activités accomplies en défense collective des droits;
- le réalisme des prévisions budgétaires présentées;
- l'actif net non affecté, selon les derniers états financiers, lequel ne doit pas être supérieur à 50 % des dépenses totales de l'organisme;
- la saine gestion financière de l'organisme, par exemple : absence d'un déficit et de jugements rendus contre l'organisme;
- les disponibilités financières du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome (FAACA).

Afin de moduler la hauteur du soutien financier accordé aux organismes admissibles, certains critères d'appréciation seront considérés, notamment :

- l'étendue du territoire couvert, la densité démographique et l'éloignement des centres décisionnels;

- l'équité entre les organismes comparables;
- les démarches faites pour assurer la diversité des contributions financières, les prêts de personnel ainsi que les prêts de ressources matérielles et techniques;
- la présence d'autres organismes ou regroupements d'organismes ayant la même mission et offrant les mêmes activités auprès des mêmes personnes visées.

Organismes multisectoriels confiés au SACAIS

Les objectifs sont de :

- soutenir les organismes d'action communautaire et les regroupements d'organismes présentement financés et sans port d'attache dans l'appareil gouvernemental, et cela, lorsque c'est possible, de manière transitoire jusqu'à ce qu'un ministère ou un organisme gouvernemental en assume la responsabilité;
- soutenir les regroupements nationaux ayant reçu un mandat formel d'interlocuteurs privilégiés auprès du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole;
- soutenir les organismes communautaires relevant des ministères et organismes gouvernementaux dans le cadre d'une entente administrative spécifique;
- confier la gestion à un regroupement national ayant reçu un mandat formel d'interlocuteur privilégié auprès du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole, par entente de services, de mesures visant à structurer son secteur d'activité.

En plus de satisfaire les critères d'admissibilité visant les organismes communautaires, pour être admissible à ce volet, il faut soit :

- avoir déjà conclu une entente triennale en appui à la mission globale ou une entente de service avec le SACAIS ou être référé par un ministère ou un organisme gouvernemental à la suite d'une opération de transfert et de concentration du soutien financier en appui à la mission globale;
- être un regroupement national ayant reçu un mandat formel d'interlocuteur privilégié auprès du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole;
- être déjà soutenu financièrement et être référé par un ministère ou un organisme gouvernemental dans le cadre d'une entente administrative spécifique.

Recherches et études en lien avec la mise en œuvre de la politique gouvernementale

L'objectif est de contribuer à la mise en œuvre des orientations gouvernementales en matière d'action communautaire et d'action bénévole, notamment par des études, des recherches et des sondages.

Les projets admissibles sont de nature non récurrente. Ils sont orientés en fonction de besoins déterminés en cours d'année. Ils ne peuvent pas porter sur le soutien à la mission globale des organismes ni servir à la réalisation d'activités régulières.

Selon les disponibilités budgétaires, le SACAIS procède à un appel de projets sur invitation.

Fonds québécois d'initiatives sociales

La Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale institue une Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et crée le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), lequel vise à soutenir financièrement des initiatives et la réalisation de projets et d'interventions afin d'atteindre les buts de la Stratégie nationale.

Ces initiatives, projets et interventions peuvent intervenir à la fois sur les causes et les conséquences de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

Le Fonds soutient principalement :

- le financement des ententes conclues par le ministre responsable de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (ministre) avec des organismes ou des partenaires à l'échelle locale, régionale et nationale relatives à la réalisation d'initiatives, de projets et d'interventions visant les mêmes objectifs et respectant les orientations du FQIS;
- le développement et l'expérimentation de nouvelles approches de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;
- le financement des recherches associées à l'atteinte des buts de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Critères d'attribution des subventions :

- Le ministre établit une répartition budgétaire régionale, nationale et autochtone du FQIS.
- Le ministre convient des budgets à accorder aux régions en fonction notamment de l'importance relative des zones de pauvreté.
- Des ententes sont conclues, lesquelles déterminent les contributions financières, les conditions de financement, les mécanismes de coordination, de concertation et de suivi périodiques des activités réalisées dans le cadre de ces ententes, ainsi que les attentes en matière de reddition de comptes.

Programme de soutien financier des Corporations de développement communautaire (CDC)

Le programme de soutien financier des CDC vise à soutenir la contribution de ces organismes en regard de la lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale.

Le soutien financier prend la forme d'un montant forfaitaire accordé sur une base triennale pour assurer une partie des coûts admissibles relatifs à l'accomplissement de la mission globale de l'organisme.

Ces coûts admissibles sont, notamment, les frais généraux (local, téléphone, matériel de bureau, infrastructure technologique, etc.), les frais salariaux associés à la base du fonctionnement et aux services alternatifs de l'organisme de même que ceux liés à la vie associative, aux activités de concertation et de représentation ou encore au soutien et à l'encadrement de l'action bénévole.

Les modalités pour le maintien annuel du soutien financier portent sur la nécessité pour l'organisme de :

- présenter au MTESS le formulaire de demande dans les délais requis;
- continuer à satisfaire aux critères d'admissibilité;
- produire les documents exigés en matière de reddition de comptes et stipulés au protocole d'entente;
- avoir un actif net non affecté n'étant pas supérieur à 50 % de ses dépenses totales du dernier exercice financier complété;
- tenir compte des disponibilités financières du programme.

Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires

Le programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires (PSISC) vise à soutenir des projets d'expérimentation et d'innovation dans les domaines de l'action communautaire, de l'emploi et de la solidarité sociale. Il vise également à soutenir des projets de recherche et des projets spéciaux dans les mêmes domaines.

Le PSISC comporte deux volets. Le volet Action communautaire et action bénévole vise à soutenir des projets de recherche, d'évaluation, de formation et d'expérimentation en matière d'action communautaire et d'action bénévole.

Le volet Initiatives sociales vise à :

- soutenir des projets novateurs favorisant de nouvelles méthodes et approches en matière de développement de l'employabilité, d'insertion en emploi et de formation professionnelle;
- soutenir des projets novateurs contribuant à l'inclusion sociale et au développement d'activités vouées à la protection et à l'amélioration des conditions de vie des prestataires de l'assistance-emploi ou d'autres personnes à faible revenu;
- soutenir la réalisation de projets spéciaux ponctuels se situant dans les mêmes domaines.

Le soutien aux projets admissibles est de nature non récurrente. Ainsi, le PSISC ne peut soutenir la mission globale des organismes ni leurs activités régulières.

Le PSISC soutient un projet pour une durée de 18 mois ou moins. Dans le cas d'un projet de recherche, le PSISC peut soutenir celui-ci jusqu'à une durée maximale de 36 mois.

Au besoin, un prolongement de la durée du protocole d'entente est possible, sans bonification financière, lorsqu'il est démontré que cette prolongation est essentielle à la réussite du projet. Toute demande de prolongation doit être faite par écrit par l'organisme, et approuvée par le MTESS. Aussi, un organisme peut déposer une nouvelle demande pour un soutien financier permettant le prolongement d'un projet déjà soutenu dans le cadre du PSISC.

Dans tous les cas, incluant les projets de recherche, la subvention maximale est de 75 000 \$ par organisme par période de 12 mois, et ce, peu importe le nombre de projets subventionnés.

L'aide accordée par le Ministère dans le cadre du PSISC peut être complémentaire à celle accordée par d'autres sources de financement.

Programme de soutien financier aux centres offrant des services en toxicomanie avec hébergement

Le Programme de soutien financier aux centres offrant des services en toxicomanie avec hébergement (PSCTH) est le deuxième volet de la mesure transitoire d'aide et d'accompagnement en gestion pour les centres offrant des services en toxicomanie avec hébergement présentant des difficultés financières en raison des modifications réglementaires du 1^{er} mai 2015. Il s'agit d'un programme transitoire temporaire qui a pris fin le 31 octobre 2016.

Il vise à offrir un soutien financier temporaire aux centres ayant des difficultés financières en raison de la diminution des frais mensuels facturés aux prestataires de l'AFDR suite aux dernières modifications réglementaires.

L'obtention d'un soutien financier doit obligatoirement avoir été précédée d'une participation du centre au volet accompagnement et soutien en gestion de la mesure transitoire.

Le soutien financier prévu dans le cadre du PSCTH correspond au montant nécessaire pour permettre aux centres de réaliser les actions prévues au plan de redressement et de maintenir des services en toxicomanie avec hébergement durant la mise en œuvre de ce dernier. Toutefois, le soutien financier ne peut pas excéder :

- le montant facturé aux prestataires en frais mensuels, en sus de la prestation spéciale avant les modifications réglementaires du 1^{er} mai multiplié par le nombre de prestataires présents lors de la demande d'aide financière;
- 300 \$ par mois par prestataire présent dans le centre lors de la demande;
- pour la durée du programme, 100 k\$ par centre qui fait la demande.

SOURCE : Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2017-02-28

Région	Organisme	Volet	Versé au 28 février 2017
01 - Bas-Saint-Laurent	A.L.E.S.E Abattons les échelons socio-économiques	PDD	41 615,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Action chômage Kamouraska inc.	PDD	42 630,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Action populaire Rimouski-Neigette	PDD	32 480,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Association coopérative d'économie familiale (ACEF) de la péninsule	PDD	50 750,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Association coopérative d'économie familiale du Grand-Portage	PDD	50 676,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Association coopérative d'économie familiale Rimouski-Neigette et Mitis	PDD	50 750,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Association pour la défense des droits sociaux du Kamouraska (ADDS-Kamouraska)	PDD	30 000,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Comité logement Rimouski-Neigette	PDD	30 000,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Fédération pour personnes handicapées du K.R.T.B. inc.	PDD	70 997,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Regroupement des assistées sociales et assistés sociaux du Témiscouata	PDD	30 000,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Regroupement des organismes de personnes handicapées du Bas-du-Fleuve (ROPHBF)	PDD	65 869,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Table de concertation des groupes de femmes Bas-Saint-Laurent	PDD	57 855,00 \$
Total 01 - Bas-Saint-Laurent			553 622,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Accès conditions vie Lac-Saint-Jean-Est	PDD	45 675,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées	PDD	20 657,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Association québécoise pour la défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Alma inc.	PDD	30 064,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Association québécoise pour la défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section St-Félicier	PDD	30 000,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Association québécoise pour la défense des retraités et pré-retraités (section Chicoutimi)	PDD	45 675,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Groupement des organismes des personnes handicapées du Saguenay	PDD	65 869,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	L.A.S.T.U.S.E. du Saguenay (Lieu d'actions et de services travaillant dans l'unité avec les sans-emploi)	PDD	55 675,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Les gens oubliés de Notre-Dame-d'Hébertville inc.	PDD	42 630,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Loge m'entraide	PDD	45 675,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Mouvement action chômage Lac-St-Jean	PDD	30 000,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Saguenay-Lac St-Jean-Chibougamau-Chapais	PDD	62 908,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Recif-02	PDD	57 855,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif du Saguenay	PDD	50 750,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Saguenéens et Jeannois pour les droits de la personne	PDD	41 615,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service budgétaire de Saint-Félicien	PDD	30 000,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service budgétaire et communautaire de Chicoutimi	PDD	30 881,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service budgétaire et communautaire de Jonquière	PDD	30 000,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service budgétaire Lac-Saint-Jean-Est	PDD	46 615,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service budgétaire populaire de La Baie et Bas Saguenay	PDD	30 000,00 \$
Total 02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean			792 544,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Accès transports viables-regroupement des utilisateurs et utilisatrices des transports collectifs et alternatifs du Québec métropolitain	PDD	42 630,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Action-Chômage de Québec	PDD	42 630,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Alliance arc-en-ciel de Québec inc.	PDD	30 000,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées	PDD	135 638,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Association des grands-parents du Québec	PDD	30 000,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Association pour la défense des droits sociaux Québec métropolitain (ADDSQM)	PDD	55 102,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) Québec inc.	PDD	53 335,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Bureau d'animation et information logement du Québec métropolitain (BAIL) inc.	PDD	49 965,00 \$

RP80a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	Versé au 28 février 2017
03 - Capitale-Nationale	Carrefour d'animation et de participation à un monde ouvert (CAPMO) inc.	PDD	30 000,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Centre d'information et de recherche en consommation de Charlevoix Ouest	PDD	42 630,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Comité des citoyens du quartier Saint-Sauveur	PDD	47 208,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Comité logement d'aide aux locataires	PDD	30 000,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Comité populaire St-Jean-Baptiste	PDD	42 630,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Groupe Alter justice	PDD	30 000,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Groupe de recherche en animation et planification économique (GRAPE)	PDD	62 587,00 \$
03 - Capitale-Nationale	L'association coopérative d'économie familiale de Québec	PDD	70 897,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Le comité d'action des personnes vivant des situations de handicap (CAPVISH)	PDD	80 370,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Le mouvement "Personne d'abord" du Québec métropolitain	PDD	95 381,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Les amis et amies de la terre de Québec	PDD	38 580,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Ligue des droits et libertés - section de Québec	PDD	41 615,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Mouvement action-chômage de Charlevoix inc.	PDD	42 630,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Nature Québec	PDD	61 050,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches (RÉPAC-03-12)	PDD	86 348,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Regroupement des femmes sans emploi du nord de Québec	PDD	96 559,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (Portneuf-Québec-Charlevoix)	PDD	57 855,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Regroupement des organismes de personnes handicapées de la région 03 (ROP 03)	PDD	96 319,00 \$
Total 03 - Capitale-Nationale			1 491 959,00 \$
04 - Mauricie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Trois-Rivières inc.	PDD	30 000,00 \$
04 - Mauricie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) section Mékinac	PDD	30 000,00 \$
04 - Mauricie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées, A.Q.D.R. section Shawinigar	PDD	30 000,00 \$
04 - Mauricie	Association québécoise de la défense des droits des retraités et pré-retraités Des Chenaux (A.Q.D.R.)	PDD	30 000,00 \$
04 - Mauricie	Carrefour d'aide aux non-syndiqué-es inc.	PDD	45 675,00 \$
04 - Mauricie	Comité logement Trois-Rivières inc.	PDD	45 675,00 \$
04 - Mauricie	Comité pour la défense des droits sociaux La Tuque	PDD	45 675,00 \$
04 - Mauricie	Groupe pour la défense des droits sociaux de Trois-Rivières	PDD	55 104,00 \$
04 - Mauricie	Mouvement action-chômage Trois-Rivières	PDD	45 675,00 \$
04 - Mauricie	Mouvement d'action solidaire des Sans-Emploi des Chenaux inc.	PDD	30 000,00 \$
04 - Mauricie	R.D.D.S. (Shawinigan) inc.	PDD	50 453,00 \$
04 - Mauricie	Regroupement des organismes d'éducation populaire autonome de la Mauricie	PDD	42 630,00 \$
04 - Mauricie	Regroupement d'organismes de promotion pour personnes handicapées - région Mauricie	PDD	96 670,00 \$
04 - Mauricie	Regroupement d'organismes en DI/TSA de la Mauricie	PDD	30 000,00 \$
04 - Mauricie	Service d'aide au consommateur-région 04	PDD	15 000,00 \$
04 - Mauricie	Table de concertation «Abus auprès des aînés» de la Mauricie	PDD	34 510,00 \$
04 - Mauricie	Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie	PDD	57 855,00 \$
Total 04 - Mauricie			714 922,00 \$
05 - Estrie	Action-Handicap Estrie	PDD	65 869,00 \$
05 - Estrie	Association coopérative d'économie familiale de l'Estrie	PDD	49 831,00 \$
05 - Estrie	Association des locataires de Sherbrooke	PDD	45 675,00 \$
05 - Estrie	Association des personnes handicapées de la MRC de Coaticook	PDD	30 000,00 \$
05 - Estrie	Association des personnes handicapées visuelles de l'Estrie	PDD	39 346,00 \$

RP80a - LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	Versé au 28 février 2017
05 - Estrie	Collectif pour le libre choix de Sherbrooke	PDD	45 675,00 \$
05 - Estrie	Comité des travailleurs et travailleuses accidentés de l'Estrie	PDD	62 098,00 \$
05 - Estrie	Concertaction femmes Estrie	PDD	57 855,00 \$
05 - Estrie	Conseil des aveugles de Memphrémagog	PDD	30 000,00 \$
05 - Estrie	Fédération des communautés culturelles de l'Estrie	PDD	30 000,00 \$
05 - Estrie	Han-Droits L'association de promotion et de défense des droits des personnes handicapées de la région Memphrémagog	PDD	42 630,00 \$
05 - Estrie	Illusion-Emploi de l'Estrie	PDD	42 630,00 \$
05 - Estrie	L'action plus de Sherbrooke inc.	PDD	45 675,00 \$
05 - Estrie	L'association québécoise pour la défense des retraités et retraitées, pré-retraités et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Sherbrooke	PDD	42 630,00 \$
05 - Estrie	L'association québécoise pour la défense des retraités et retraitées, pré-retraités et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Memphrémagog	PDD	45 680,00 \$
05 - Estrie	Mouvement des chômeurs de l'Estrie inc.	PDD	46 429,00 \$
05 - Estrie	Promotion Handicap Estrie inc.	PDD	60 213,00 \$
05 - Estrie	Regroupement des usagers du transport adapté de Sherbrooke métropolitain	PDD	60 496,00 \$
05 - Estrie	Service budgétaire populaire de l'Estrie inc.	PDD	49 495,00 \$
05 - Estrie	Service budgétaire populaire des Sources	PDD	59 421,00 \$
05 - Estrie	Solidarité populaire Estrie	PDD	45 675,00 \$
05 - Estrie	Table d'action contre l'appauvrissement de l'Estrie	PDD	41 615,00 \$
05 - Estrie	Table ronde des OVEP de l'Estrie	PDD	51 141,00 \$
Total 05 - Estrie			1 090 079,00 \$
06 - Montréal	Action des femmes handicapées (Montréal)	PDD	47 630,00 \$
06 - Montréal	Action dignité de Saint-Léonard	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Action travail des femmes du Québec inc.	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Alliance des regroupements des usagers du transport adapté du Québec (ARUTAQ)	PDD	79 280,00 \$
06 - Montréal	Arc en ciel d'Afrique	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Association coopérative d'économie familiale de l'est de Montréal	PDD	53 613,00 \$
06 - Montréal	Association coopérative d'économie familiale du Centre de Montréal	PDD	68 122,00 \$
06 - Montréal	Association coopérative d'économie familiale du nord de Montréal	PDD	72 980,00 \$
06 - Montréal	Association coopérative d'économie familiale du sud-ouest de Montréal	PDD	47 453,00 \$
06 - Montréal	Association des aides familiales du Québec	PDD	50 750,00 \$
06 - Montréal	Association des consommateurs pour la qualité dans la construction	PDD	42 630,00 \$
06 - Montréal	Association des locataires de Villeray inc.	PDD	63 983,00 \$
06 - Montréal	Association pour la défense des droits sociaux du Montréal métropolitain (A.D.D.S.M.M.)	PDD	42 630,00 \$
06 - Montréal	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) inc.	PDD	144 960,00 \$
06 - Montréal	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Rivière-des-Prairies inc	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Rosemont inc	PDD	15 000,00 \$
06 - Montréal	Association québécoise de la défense des droits des retraités et retraitées, préretraités et préretraitées (A.Q.D.R.) Saint-Michel inc.	PDD	38 750,00 \$
06 - Montréal	Association québécoise des étudiants ayant des incapacités au post-secondaire (AQEIPS)	PDD	62 558,00 \$
06 - Montréal	Association québécoise des personnes de petite taille inc.	PDD	74 738,00 \$
06 - Montréal	Association québécoise Plaidoyer-Victimes	PDD	42 480,00 \$
06 - Montréal	Au bas de l'échelle inc.	PDD	42 630,00 \$
06 - Montréal	BRAS Villeray	PDD	41 615,00 \$
06 - Montréal	Coalition des associations de consommateurs du Québec	PDD	52 486,00 \$
06 - Montréal	Coalition des familles LGBT	PDD	40 000,00 \$

RP80a - LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	Versé au 28 février 2017
06 - Montréal	Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'oeuvre	PDD	87 475,00 \$
06 - Montréal	Comité chômage de Montréal	PDD	84 972,00 \$
06 - Montréal	Comité d'action de Parc Extension	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Comité d'action des citoyennes et citoyens de Verdun inc.	PDD	34 558,00 \$
06 - Montréal	Comité de base pour l'action et l'information sur le logement social d'Hochelaga-Maisonneuve	PDD	45 675,00 \$
06 - Montréal	Comité de logement Rosemont	PDD	49 070,00 \$
06 - Montréal	Comité des droits sociaux du sud-ouest de Montréal	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Comité des personnes assistées sociales de Pointe-St-Charles Montréal	PDD	70 733,00 \$
06 - Montréal	Comité des sans emploi de Pointe St-Charles	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Comité du logement du Plateau Mont-Royal inc.	PDD	33 540,00 \$
06 - Montréal	Comité logement Ahuntsic-Cartierville	PDD	49 429,00 \$
06 - Montréal	Comité logement de La Petite Patrie inc.	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Comité logement de Montréal-Nord	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Comité logement Ville-Marie de Montréal	PDD	66 564,00 \$
06 - Montréal	Comité régional des associations pour la déficience intellectuelle (région 06 A)	PDD	98 111,00 \$
06 - Montréal	Comité-Chômage de l'est de Montréal	PDD	50 750,00 \$
06 - Montréal	Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN)	PDD	132 443,00 \$
06 - Montréal	Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) du Québec inc.	PDD	26 417,50 \$
06 - Montréal	Conseil national des chômeurs et chômeuses	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Conseil pour la protection des malades (CPM)	PDD	79 813,00 \$
06 - Montréal	Conseil québécois LGBT	PDD	50 750,00 \$
06 - Montréal	Eau secours! La coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau	PDD	22 894,00 \$
06 - Montréal	Entraide logement Hochelaga-Maisonneuve	PDD	45 675,00 \$
06 - Montréal	Ex aequo	PDD	135 813,00 \$
06 - Montréal	F.R.O.N.T. Femmes regroupées en options non traditionnelles	PDD	50 750,00 \$
06 - Montréal	Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec	PDD	243 600,00 \$
06 - Montréal	Fédération des femmes du Québec	PDD	74 881,00 \$
06 - Montréal	Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec	PDD	108 554,00 \$
06 - Montréal	Fédération québécoise de l'autisme	PDD	153 908,00 \$
06 - Montréal	Fondation Émergence inc.	PDD	40 000,00 \$
06 - Montréal	Force jeunesse inc.	PDD	34 510,00 \$
06 - Montréal	Forum des citoyens aînés de Montréal	PDD	63 272,00 \$
06 - Montréal	Front commun des assistés sociaux du Québec inc.	PDD	60 342,00 \$
06 - Montréal	Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets	PDD	45 788,00 \$
06 - Montréal	Front d'action populaire en réaménagement urbain FRAPRU inc.	PDD	114 090,00 \$
06 - Montréal	Groupe-Ressource du Plateau Mont-Royal	PDD	49 272,00 \$
06 - Montréal	Infologis de l'est de l'île de Montréal	PDD	49 734,00 \$
06 - Montréal	Jeunesse ouvrière chrétienne nationale du Québec	PDD	48 713,00 \$
06 - Montréal	Jeunesse ouvrière chrétienne région de Montréal	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Kéroul	PDD	100 113,00 \$
06 - Montréal	La fédération des mouvements personne d'abord du Québec inc.	PDD	107 725,00 \$
06 - Montréal	La fondation pour aider les travailleuses et les travailleurs accidentés (F.A.T.A.)	PDD	59 150,00 \$
06 - Montréal	La ligue des droits et libertés	PDD	69 935,00 \$
06 - Montréal	La ligue des Noirs du Québec	PDD	41 615,00 \$

RP80a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	Versé au 28 février 2017
06 - Montréal	L'association féminine d'éducation et d'action sociale	PDD	108 200,00 \$
06 - Montréal	Le réseau québécois des groupes écologistes	PDD	61 050,00 \$
06 - Montréal	Les frères et soeurs d'Émile Nelligan	PDD	30 264,00 \$
06 - Montréal	Ligue des femmes du Québec	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Mouvement action justice	PDD	34 510,00 \$
06 - Montréal	Mouvement action-chômage de Montréal inc.	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi	PDD	42 630,00 \$
06 - Montréal	Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec inc.	PDD	138 908,00 \$
06 - Montréal	Mouvement des travailleurs chrétiens (M.T.C.)	PDD	32 343,00 \$
06 - Montréal	Organisation d'aide aux sans-emploi (ODAS - Montréal)	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Organisation d'éducation et d'information logement de Côte des Neiges	PDD	31 870,00 \$
06 - Montréal	Organisation populaire des droits sociaux-région Montréal (O.P.D.S.-R.M.)	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	P.O.P.I.R.- Comité Logement	PDD	53 984,00 \$
06 - Montréal	Regroupement des aveugles et amblyopes du Montréal métropolitain RAAMM	PDD	130 620,00 \$
06 - Montréal	Regroupement des aveugles et amblyopes du Québec (RAAQ)	PDD	114 365,00 \$
06 - Montréal	Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec	PDD	118 808,00 \$
06 - Montréal	Regroupement des organismes de promotion du Montréal métropolitain	PDD	98 111,00 \$
06 - Montréal	Regroupement des usagers du transport adapté et accessible de l'Île de Montréal	PDD	87 004,00 \$
06 - Montréal	Regroupement information-logement de Pointe-St-Charles	PDD	56 527,00 \$
06 - Montréal	Réseau des lesbiennes du Québec (RLQ)	PDD	50 243,00 \$
06 - Montréal	Réseau québécois pour l'inclusion sociale des personnes sourdes et malentendantes (ReQis)	PDD	117 363,00 \$
06 - Montréal	Services juridiques communautaires de Pointe-St-Charles et Petite Bourgogne inc.	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Société logique inc.	PDD	75 347,00 \$
06 - Montréal	Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain	PDD	51 765,00 \$
06 - Montréal	Table des groupes de femmes de Montréal	PDD	57 855,00 \$
06 - Montréal	Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de Montréal	PDD	64 227,00 \$
06 - Montréal	Transport 2000 Québec	PDD	42 630,00 \$
06 - Montréal	Union des consommateurs	PDD	117 512,00 \$
06 - Montréal	Union des travailleuses et travailleurs accidentés ou malades (uttam)	PDD	50 750,00 \$
Total 06 - Montréal			6 051 808,50 \$
07 - Outaouais	Action santé Outaouais	PDD	45 675,00 \$
07 - Outaouais	Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR)	PDD	57 855,00 \$
07 - Outaouais	Association de solidarité et d'entraide communautaire de la Haute-Gatineau	PDD	42 630,00 \$
07 - Outaouais	Association des personnes handicapées visuelles de l'Outaouais	PDD	30 000,00 \$
07 - Outaouais	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées - section Outaouais	PDD	15 000,00 \$
07 - Outaouais	Collectif régional de lutte à l'itinérance en Outaouais	PDD	30 000,00 \$
07 - Outaouais	L'association coopérative d'économie familiale de l'Outaouais	PDD	70 350,50 \$
07 - Outaouais	L'association pour la défense des droits sociaux de Gatineau	PDD	42 630,00 \$
07 - Outaouais	Logemen'occupe	PDD	57 577,00 \$
07 - Outaouais	Regroupement des associations de personnes handicapées de l'Outaouais (R.A.P.H.O.)	PDD	65 869,00 \$
07 - Outaouais	Table-Ronde des organismes volontaires d'éducation populaire de l'Outaouais	PDD	42 630,00 \$
Total 07 - Outaouais			500 216,50 \$

RP80a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	Versé au 28 février 2017
08 - Abitibi-Témiscamingue	Association de défense des droits sociaux de la Vallée de l'Or	PDD	34 510,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Association pour personnes handicapées visuelles de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	30 000,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) section valdorienne	PDD	30 000,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées section Rouyn-Noranda (AQDR-ROUYN-NORANDA)	PDD	30 000,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Coalition d'aide à la diversité sexuelle de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	30 000,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	L'association des travailleuses et des travailleurs accidentés de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	30 000,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	R.E.P.A.S. de Rouyn-Noranda	PDD	41 615,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Regroupement d'associations de personnes handicapées de l'Abitibi-Témiscamingue, R.A.P.H.A.T.	PDD	65 869,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	57 855,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Regroupement d'éducation populaire d'Abitibi-Témiscamingue (REPAT)	PDD	56 285,00 \$
Total 08 - Abitibi-Témiscamingue			406 134,00 \$
09 - Côte-Nord	Action-Chômage Haute-Côte-Nord	PDD	30 000,00 \$
09 - Côte-Nord	L'association pour la protection des intérêts des consommateurs de la Côte-Nord inc.	PDD	60 026,00 \$
09 - Côte-Nord	Le centre de recherche et d'information en consommation (C.R.I.C.), Port-Cartier	PDD	54 991,00 \$
09 - Côte-Nord	Regroupement des femmes de la Côte-Nord inc.	PDD	66 356,00 \$
09 - Côte-Nord	Table de concertation des associations de personnes handicapées de la Côte-Nord (La C.A.P.H.)	PDD	76 738,00 \$
09 - Côte-Nord	Table des groupes populaires de Baie-Comeau-Hauterive	PDD	49 460,00 \$
Total 09 - Côte-Nord			337 571,00 \$
10 - Nord-du-Québec	Comité condition féminine Baie-James	PDD	40 600,00 \$
Total 10 - Nord-du-Québec			40 600,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Droits devant	PDD	41 615,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	FADOQ région Gaspésie Îles-de-la-Madeleine	PDD	30 000,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	La démêlée	PDD	45 675,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Mouvement action chômage Pabok inc.	PDD	42 630,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Regroupement des associations des personnes handicapées de la Gaspésie (Îles-de-la-Madeleine)	PDD	68 914,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	PDD	57 855,00 \$
Total 11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine			286 689,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Aide aux travailleurs accidentés, ATA	PDD	88 587,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	AQDR Montmagny-L'Islet	PDD	30 000,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Association coopérative d'économie familiale Appalaches - Beauce - Etchemins	PDD	105 876,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Association coopérative d'économie familiale Lévis-Lauzon	PDD	53 197,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Association de défense des droits sociaux (A.D.D.S.) de la Rive-Sud	PDD	30 000,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Comité d'appui aux travailleurs et travailleuses accidentés de la région des Appalaches	PDD	53 225,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de défense de droits sociaux de Lotbinière inc.	PDD	39 595,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	La section Lévis-Rive-Sud de l'A.Q.D.R.	PDD	30 000,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Regroupement des associations de personnes handicapées région Chaudière-Appalaches	PDD	65 869,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches	PDD	57 855,00 \$
Total 12 - Chaudière-Appalaches			554 204,00 \$
13 - Laval	ALTA (Association lavalloise pour le transport adapté) inc.	PDD	83 529,00 \$

RP80a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	Versé au 28 février 2017
13 - Laval	Association coopérative d'économie familiale de l'île Jésus	PDD	30 000,00 \$
13 - Laval	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) de Laval-Laurentides	PDD	37 910,00 \$
13 - Laval	Regroupement des organismes de promotion de personnes handicapées de Laval (ROPPHL)	PDD	86 886,00 \$
13 - Laval	Table de concertation de Laval en condition féminine	PDD	57 855,00 \$
13 - Laval	Table de concertation en violence conjugale et agressions à caractère sexuel de Laval inc.	PDD	30 000,00 \$
Total 13 - Laval			326 180,00 \$
14 - Lanaudière	Action dignité Lanaudière	PDD	38 570,00 \$
14 - Lanaudière	Action populaire des Moulins	PDD	38 701,00 \$
14 - Lanaudière	Action-Logement Lanaudière	PDD	30 000,00 \$
14 - Lanaudière	Association coopérative d'économie familiale de la région Lanaudière	PDD	105 092,00 \$
14 - Lanaudière	Association des personnes handicapées visuelles de Lanaudière	PDD	47 954,00 \$
14 - Lanaudière	Association des travailleurs et travailleuses accidentés du Matawin	PDD	45 675,00 \$
14 - Lanaudière	Association des travailleurs, travailleuses accidentés de Joli-Mont	PDD	42 630,00 \$
14 - Lanaudière	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section des Moulins inc.	PDD	39 434,00 \$
14 - Lanaudière	Association québécoise pour la défense des droits des retraités et pré-retraités (A.Q.D.R.) section Brandon	PDD	48 895,00 \$
14 - Lanaudière	Groupe d'information et de défense des droits sociaux de Ste-Julienne	PDD	42 090,00 \$
14 - Lanaudière	Le mouvement des personnes d'abord de Joliette	PDD	50 081,00 \$
14 - Lanaudière	Mouvement d'éducation populaire autonome de Lanaudière (M.E.P.A.L.)	PDD	57 055,00 \$
14 - Lanaudière	Regroupement des usagers de transport adapté de Lanaudière	PDD	48 517,00 \$
14 - Lanaudière	Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière	PDD	57 855,00 \$
14 - Lanaudière	Table de concertation régionale des associations de personnes handicapées de Lanaudière	PDD	106 193,00 \$
Total 14 - Lanaudière			798 742,00 \$
15 - Laurentides	Association coopérative d'économie familiale des Basses-Laurentides	PDD	92 472,00 \$
15 - Laurentides	Association de promotion et d'éducation en logement	PDD	30 000,00 \$
15 - Laurentides	Carrefour d'actions populaires de St-Jérôme	PDD	77 705,00 \$
15 - Laurentides	Mouvement des personnes d'abord de Lachute	PDD	30 000,00 \$
15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de Sainte-Thérèse	PDD	40 600,00 \$
15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de Saint-Eustache	PDD	40 600,00 \$
15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de Ste-Agathe-des-Monts	PDD	34 884,00 \$
15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de St-Jérôme et ses environs	PDD	15 000,00 \$
15 - Laurentides	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif de la MRC Rivière-du-Nord (RUTAC MRC RDN)	PDD	30 000,00 \$
15 - Laurentides	Regroupement pour la concertation des personnes handicapées des Laurentides	PDD	76 019,00 \$
15 - Laurentides	Regroupement pour les droits des assistés sociaux, Mont-Laurier	PDD	30 250,00 \$
15 - Laurentides	Réseau des femmes des Laurentides	PDD	57 855,00 \$
Total 15 - Laurentides			555 385,00 \$
16 - Montérégie	Association coopérative d'économie familiale de la Rive-Sud	PDD	67 184,00 \$
16 - Montérégie	Association coopérative d'économie familiale du Haut St-Laurent	PDD	29 390,50 \$
16 - Montérégie	Association coopérative d'économie familiale Montérégie-Est	PDD	65 551,00 \$
16 - Montérégie	Association des usagers du transport adapté de Longueuil (AUTAL)	PDD	69 810,00 \$
16 - Montérégie	Association pour la défense des droits sociaux de Huntingdon	PDD	48 731,00 \$
16 - Montérégie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Haut-Richelieu	PDD	30 000,00 \$

RP80a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	Versé au 28 février 2017
16 - Montérégie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.), section Granby inc	PDD	30 000,00 \$
16 - Montérégie	Association québécoise pour la défense des droits des retraités et pré-retraités (A.Q.D.R.) (section de Valleyfield)	PDD	30 000,00 \$
16 - Montérégie	Collectif d'action populaire Richelieu-Yamaska	PDD	48 000,00 \$
16 - Montérégie	Comité chômage du Haut-Richelieu	PDD	58 630,00 \$
16 - Montérégie	Comité logement Beauharnois	PDD	34 510,00 \$
16 - Montérégie	Comité logement de Valleyfield	PDD	45 675,00 \$
16 - Montérégie	Comité logement Rive-Sud	PDD	61 460,00 \$
16 - Montérégie	Comité-Logement Montérégie inc.	PDD	56 840,00 \$
16 - Montérégie	Dynamique des handicapés de Granby et région inc.	PDD	42 630,00 \$
16 - Montérégie	Groupement des associations de personnes handicapées de la rive-sud de Montréal inc.	PDD	97 875,00 \$
16 - Montérégie	Groupement des associations de personnes handicapées du Richelieu-Yamaska	PDD	67 446,00 \$
16 - Montérégie	Inclusion: Regroupement d'aide aux personnes bénéficiaires de la sécurité du revenu et à faibles revenus du Haut-Richelieu	PDD	42 630,00 \$
16 - Montérégie	L'association Action-Plus Brome-Missisquoi inc.	PDD	55 188,00 \$
16 - Montérégie	Mouvement action chômage de St-Hyacinthe	PDD	50 750,00 \$
16 - Montérégie	Mouvement action chômage Longueuil inc.	PDD	30 000,00 \$
16 - Montérégie	Organisation populaire des droits sociaux de Valleyfield	PDD	45 675,00 \$
16 - Montérégie	Regroupement des assistés sociaux du Bas-Richelieu	PDD	49 735,00 \$
16 - Montérégie	Regroupement des chômeurs et chômeuses de la région Sorel-Tracy inc.	PDD	45 675,00 \$
16 - Montérégie	Regroupement des usagers du transport adapté de Châteauguay (RUTAC)	PDD	30 000,00 \$
16 - Montérégie	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif du Haut-Richelieu	PDD	47 705,00 \$
16 - Montérégie	Regroupement maskoutain des utilisateurs du transport adapté	PDD	50 750,00 \$
16 - Montérégie	Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec	PDD	57 855,00 \$
16 - Montérégie	Réseau d'information et d'aide aux personnes assistées sociales de Châteauguay (R.I.A.P.A.S.)	PDD	45 675,00 \$
16 - Montérégie	Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie	PDD	57 855,00 \$
16 - Montérégie	Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de la Montérégie (T.R.O.V.E.P.)	PDD	63 982,00 \$
Total 16 - Montérégie			1 557 207,50 \$
17 - Centre-du-Québec	A.Q.D.R. Centre-du-Québec inc.	PDD	42 630,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Association coopérative d'économie familiale (ACEF) des Bois-Francis	PDD	64 056,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Association des groupes d'éducation populaire autonome, Centre-du-Québec	PDD	56 507,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Association des locataires des Bois-Francis	PDD	21 315,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Droits devant / Érable	PDD	41 615,00 \$
17 - Centre-du-Québec	La table de concertation du mouvement des femmes Centre du Québec	PDD	57 855,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Mouvement des personnes d'abord de Drummondville	PDD	50 750,00 \$
17 - Centre-du-Québec	R.D.D.S. Regroupement de défense des droits sociaux du district de Drummond	PDD	42 630,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Regroupement des sans-emplois de Victoriaville	PDD	99 833,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Regroupement d'organismes de personnes handicapées du Centre-du-Québec (région 17)	PDD	65 869,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Regroupement pour la défense des droits sociaux (R.D.D.S.) de la région de Nicolet inc.	PDD	42 630,00 \$
Total 17 - Centre-du-Québec			585 690,00 \$
Total Promotion des droits (PDD)			16 643 553,50 \$
03 - Capitale-Nationale	Réseau québécois de développement social	IP	100 000,00 \$
06 - Montréal	Réseau de l'action bénévole du Québec	IP	200 000,00 \$

RP80a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	Versé au 28 février 2017
06 - Montréal	Réseau québécois de l'action communautaire autonome	IP	260 000,00 \$
	Total Interlocuteur privilégié (IP)		560 000,00 \$
06 - Montréal	Centre d'appui au pouvoir d'agir des communautés locales	REPG	36 000,00 \$
	Total Recherches et études en lien avec la mise en œuvre de la Politique Gouvernementale (REPG)		36 000,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Regroupement des comités d'éducation de la Matapédia (RE.C.E.M.)	SPA	10 654,50 \$
03 - Capitale-Nationale	Comité régional d'éducation populaire de Portneuf	SPA	3 217,50 \$
03 - Capitale-Nationale	Les récollets inc.	SPA	8 510,00 \$
06 - Montréal	Opération surveillance Anjou (OSA)	SPA	8 000,00 \$
06 - Montréal	Solidarité Saint-Henri	SPA	15 000,00 \$
07 - Outaouais	Le centre d'artisanat et de soutien à la famille d'Otter Lake	SPA	8 803,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Comité d'éducation pop de Rivière-Héva	SPA	6 227,00 \$
16 - Montérégie	Maison d'animation populaire de Sorel incorporée	SPA	15 068,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Les groupes populaires associés de Drummond inc.	SPA	26 075,00 \$
	Total Organismes sans port d'attache (SPA) confiés au SACAIS		101 555,00 \$
GRAND TOTAL Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole			17 341 108,50 \$

RP80A - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Région	Organisme	Volet	Versé au 28 février 2017
03 - Capitale-Nationale	Association québécoise pour la réadaptation psychosociale	EntNat	7 000,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Réseau québécois du crédit communautaire	EntNat	11 000,00 \$
06 - Montréal	Centre de formation populaire C.F.P.	EntNat	7 000,00 \$
Total Ententes nationales			25 000,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Accorderie de la Matanie	EntReg	36 540,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Action-Travail Rimouski-Neigette inc.	EntReg	10 440,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Association coopérative d'économie familiale (ACEF) de la péninsule	EntReg	5 579,10 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Carrefour d'initiatives populaires de Rivière-du-Loup	EntReg	16 150,50 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Centre d'action bénévole de la région de Matane inc.	EntReg	22 202,10 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Centre Éclosion inc	EntReg	32 535,90 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Centre-Femmes Catherine Leblond inc.	EntReg	11 250,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Centre-Femmes de Rimouski	EntReg	5 742,90 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Centre-Femmes, La passerelle du Kamouraska	EntReg	7 236,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Corporation de développement communautaire du K.R.T.B.	EntReg	11 778,30 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Cuisines collectives de Cabano	EntReg	18 585,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Grands amis de la Vallée	EntReg	26 623,80 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	La corporation P.A.R.C. Bas-Saint-Laurent	EntReg	29 380,50 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	La cuisine collective de la région de Matane	EntReg	37 710,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	La maison des jeunes de Sayabec	EntReg	16 587,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Le Fonds d'entraide du Kamouraska	EntReg	3 328,20 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Maison de la famille des Basques	EntReg	10 593,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Moisson Kamouraska	EntReg	42 824,10 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Moisson Rimouski-Neigette inc.	EntReg	40 585,50 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Paroisse de Saint-Clément	EntReg	1 350,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Rayon de partage en santé mentale	EntReg	8 715,60 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	UTIL (Unité théâtrale d'interventions Loufoques)	EntReg	16 200,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Accès conditions vie Lac-Saint-Jean-Est	EntReg	36 454,50 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Café jeunesse de Chicoutimi inc.	EntReg	26 574,30 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Centre alpha Le Tracé inc.	EntReg	43 577,10 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Centre d'action bénévole de Saint-Félicien	EntReg	11 712,60 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Centre de femmes du pays Maria Chapdelaine	EntReg	13 009,50 \$

RP80A - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Région	Organisme	Volet	Versé au 28 février 2017
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Centre l'Escale de Jonquière inc.	EntReg	22 387,50 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Centre populaire	EntReg	28 800,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Corporation Les adolescents et la vie de quartier de Chicoutimi	EntReg	25 442,10 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Entre-Êtres	EntReg	34 200,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Fonds d'entraide communautaire inc.	EntReg	40 770,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Maison de campagne & d'entraide communautarire du Lac	EntReg	22 500,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Maison des jeunes de St-Fulgence	EntReg	8 100,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Maison des jeunes du Bas-Saguenay	EntReg	6 975,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Moisson d'Alma	EntReg	22 500,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Mouvement action chômage Lac-St-Jean	EntReg	26 522,10 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Parentfant	EntReg	24 579,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Popote mobile de La Baie	EntReg	22 500,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service budgétaire et communautaire de la MRC Maria Chapdelaine	EntReg	24 453,20 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service budgétaire Lac-Saint-Jean-Est	EntReg	5 400,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Table de lutte contre la pauvreté de Chicoutimi	EntReg	13 140,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Association bénévole de Charlevoix	EntReg	12 298,50 \$
03 - Capitale-Nationale	Carrefour F.M. Portneuf	EntReg	5 400,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Carrefour jeunesse-emploi de Portneuf	EntReg	13 554,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Centre femmes Aux 3 A de Québec inc.	EntReg	32 535,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Centre Mgr Marcoux inc.	EntReg	6 968,70 \$
03 - Capitale-Nationale	Centre multiethnique de Québec inc.	EntReg	43 200,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Centre Solidarité Jeunesse de Québec	EntReg	31 140,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Clinique d'accompagnement juridique Droit de cité	EntReg	27 000,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Conférence régionale des élus de la Capitale-Nationale	EntReg	(12 060,28) \$
03 - Capitale-Nationale	Intègr'action jeunesse	EntReg	10 350,00 \$
03 - Capitale-Nationale	La Ruche Vanier inc.	EntReg	27 382,50 \$
03 - Capitale-Nationale	La table de quartier l'Engrenage de Saint-Roch	EntReg	22 500,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Le centre communautaire l'Amitié inc.	EntReg	45 000,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Le centre récréatif St-François-d'Assise inc.	EntReg	28 800,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Le Pivot	EntReg	10 800,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Programme d'encadrement clinique et d'hébergement P.E.C.H.	EntReg	39 852,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Projet L.U.N.E.	EntReg	40 500,00 \$

RP80A - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Région	Organisme	Volet	Versé au 28 février 2017
03 - Capitale-Nationale	Solidarité familles Duberger-Les Saules	EntReg	13 500,00 \$
04 - Mauricie	Carrefour jeunesse emploi MRC Maskinongé	EntReg	34 108,20 \$
04 - Mauricie	Centre d'action bénévole de la Moraine	EntReg	28 122,30 \$
04 - Mauricie	Centre de femmes de Shawinigan inc.	EntReg	10 800,00 \$
04 - Mauricie	Centre d'organisation mauricien de services et d'éducation populaire (C.O.M.S.E.P.)	EntReg	27 034,20 \$
04 - Mauricie	Conférence régionale des élus de la Mauricie	EntReg	(218 987,00) \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire du Centre-de-la-Mauricie	EntReg	28 539,90 \$
04 - Mauricie	Corporation de transport collectif de la MRC de Maskinongé	EntReg	36 000,00 \$
04 - Mauricie	Ebyôn	EntReg	10 482,30 \$
04 - Mauricie	L'Accorderie de Trois-Rivières	EntReg	18 877,50 \$
04 - Mauricie	Les artisans bénévoles de la paix en Mauricie	EntReg	37 716,30 \$
04 - Mauricie	Maison de la famille Des Chenaux	EntReg	8 478,90 \$
04 - Mauricie	Maison de la famille du Bassin de Maskinongé	EntReg	13 500,00 \$
04 - Mauricie	Moisson Mauricie / Centre-du-Québec	EntReg	36 000,00 \$
04 - Mauricie	Regroupement écarlates	EntReg	31 500,00 \$
04 - Mauricie	Roulons Vert	EntReg	24 525,00 \$
05 - Estrie	Association des personnes handicapées de la MRC de Coaticook	EntReg	10 840,50 \$
05 - Estrie	Centre d'écoinitiatives populaires	EntReg	36 000,00 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire (CDC) des Sources	EntReg	19 322,10 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire de Sherbrooke	EntReg	22 032,00 \$
05 - Estrie	Han-Droits L'association de promotion et de défense des droits des personnes handicapées de la région		19 480,50 \$
05 - Estrie	Memphrémagog	EntReg	
05 - Estrie	La croisée des sentiers	EntReg	28 199,70 \$
05 - Estrie	La maison des familles FamillAction	EntReg	28 417,50 \$
05 - Estrie	Le rivage du Val St-François	EntReg	36 000,00 \$
05 - Estrie	Les tabliers en folie	EntReg	22 572,00 \$
05 - Estrie	Office municipal d'habitation de Sherbrooke	EntReg	31 500,00 \$
05 - Estrie	Ressourcerie du Haut-Saint-François	EntReg	3 492,00 \$
05 - Estrie	Service budgétaire populaire des Sources	EntReg	9 208,80 \$
05 - Estrie	Table d'action contre l'appauvrissement de l'Estrie	EntReg	14 850,00 \$
06 - Montréal	Ville de Montréal	EntReg	4 500 000,00 \$
07 - Outaouais	Adojeune inc.	EntReg	29 167,20 \$

RP80A - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Région	Organisme	Volet	Versé au 28 février 2017
07 - Outaouais	Association de solidarité et d'entraide communautaire de la Haute-Gatineau	EntReg	33 261,30 \$
07 - Outaouais	Centre de pédiatrie sociale de Gatineau Place à l'enfant et sa famille	EntReg	31 050,00 \$
07 - Outaouais	Centre d'intervention et de prévention en toxicomanie de l'Outaouais	EntReg	86 881,50 \$
07 - Outaouais	Comité de vie de quartier du Vieux-Gatineau	EntReg	37 629,90 \$
07 - Outaouais	Comité régional Troisième âge Papineau	EntReg	14 446,80 \$
07 - Outaouais	Fondation "Le Terrier" inc.	EntReg	18 580,50 \$
07 - Outaouais	Maison de la famille l'Étincelle	EntReg	18 000,00 \$
07 - Outaouais	Maison de la famille Petite-Nation	EntReg	4 350,60 \$
07 - Outaouais	Maison de la famille Vallée-de-la-Gatineau	EntReg	10 185,30 \$
07 - Outaouais	Maison de l'amitié de Hull	EntReg	22 500,00 \$
07 - Outaouais	Mitchikanibikok Inik - Algonquins of Barrier Lake	EntReg	44 631,90 \$
07 - Outaouais	Soupe populaire de Hull, inc.	EntReg	14 400,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Alpha-Témis	EntReg	9 900,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Association PANDA Abitibi-Ouest	EntReg	1 923,30 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Centre Bernard-Hamel/Centre familial	EntReg	16 968,60 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Centre ressources jeunesse de l'Abitibi-Témiscamingue	EntReg	64 732,50 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Corporation de développement communautaire d'Amos	EntReg	3 358,80 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Jeunesse action Val d'Or inc.	EntReg	10 240,20 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	La maison de la famille de Val d'Or inc.	EntReg	9 450,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	La maison des jeunes La Sarre inc.	EntReg	18 000,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	La troupe de théâtre "Les Zybrides"	EntReg	2 500,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Mouvement de la relève d'Amos-Région inc.	EntReg	35 585,10 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Première nation de Eagle Village Kipawa	EntReg	26 919,00 \$
09 - Côte-Nord	Association des handicapés adultes de la Côte-Nord inc.	EntReg	45 041,40 \$
09 - Côte-Nord	Centre d'intervention Le Rond-Point	EntReg	18 000,00 \$
09 - Côte-Nord	Conférence régionale des élus de la Côte-Nord	EntReg	(64 590,49) \$
09 - Côte-Nord	Conseil de la nation Innu Matimekosh - Lac John	EntReg	87 646,50 \$
09 - Côte-Nord	Conseil des Innus de Pakua Shipi	EntReg	61 625,70 \$
09 - Côte-Nord	Conseil des Innus de Pessamit	EntReg	12 231,00 \$
09 - Côte-Nord	Corporation de développement économique Ekuanitshinnuat	EntReg	27 000,00 \$
09 - Côte-Nord	Hommes Sept-Îles, Centre d'entraide pour hommes inc.	EntReg	45 622,80 \$
09 - Côte-Nord	La maison des jeunes La Relève	EntReg	9 000,00 \$

RP80A - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Région	Organisme	Volet	Versé au 28 février 2017
09 - Côte-Nord	L'association pour la protection des intérêts des consommateurs de la Côte-Nord inc.	EntReg	32 247,00 \$
09 - Côte-Nord	Maison de la famille de Port-Cartier	EntReg	26 695,80 \$
09 - Côte-Nord	Ressource de réinsertion "Le Phare"	EntReg	44 041,50 \$
10 - Nord-du-Québec	Administration régionale Kativik	EntReg	179 300,00 \$
10 - Nord-du-Québec	Carrefour communautaire de Chibougamau	EntReg	56 790,00 \$
10 - Nord-du-Québec	Centre de développement communautaire de Matagami	EntReg	45 326,70 \$
10 - Nord-du-Québec	Centre de la petite enfance et à la famille Waaseskun	EntReg	33 120,00 \$
10 - Nord-du-Québec	Groupe d'activités communautaires Val-Paradis	EntReg	48 136,50 \$
10 - Nord-du-Québec	L'association des personnes handicapées de Chibougamau A.P.H.C.	EntReg	24 279,30 \$
10 - Nord-du-Québec	Le centre de pédiatrie sociale Minnie's Hope	EntReg	29 295,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Centre d'action bénévole Ascension Escuminac	EntReg	8 031,60 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Centre d'action bénévole St-Siméon/Port Daniel	EntReg	27 024,30 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Centre de bénévolat St-Alphonse-Nouvelle inc.	EntReg	25 826,40 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Centre de ressourcement, de réinsertion et d'intervention	EntReg	54 000,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Collectif Aliment-Terre	EntReg	37 800,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Épilepsie - Gaspésie Sud	EntReg	17 521,20 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Groupe ressource en logements collectifs de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	EntReg	40 995,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	La maison de la famille - MRC Bonaventure inc.	EntReg	8 652,60 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Listuguj Mi'gmaq Government	EntReg	59 287,50 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Maison de la famille Avignon	EntReg	4 728,60 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Regroupement des organismes communautaires Gaspésie / Îles-de-la-Madeleine	EntReg	79 095,60 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Regroupement loisir des Îles	EntReg	18 000,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Ville de Cap-Chat	EntReg	9 000,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Vision Gaspé-Percé maintenant	EntReg	37 800,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Association bénévole Beauce-Sartigan inc.	EntReg	39 817,80 \$
12 - Chaudière-Appalaches	CDC ICI Montmagny-L'Islet	EntReg	127 885,50 \$
12 - Chaudière-Appalaches	La chaudronnée des cuisines collectives	EntReg	32 400,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	L'ABC des Hauts Plateaux	EntReg	11 722,50 \$
12 - Chaudière-Appalaches	L'Essentiel des Etchemins	EntReg	37 699,20 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Moisson Beauce inc.	EntReg	34 614,90 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Transport collectif de la MRC de Montmagny	EntReg	24 075,00 \$
13 - Laval	Centre communautaire Petit Espoir	EntReg	21 150,00 \$

RP80A - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Région	Organisme	Volet	Versé au 28 février 2017
13 - Laval	Centre de pédiatrie sociale Laval	EntReg	18 000,00 \$
13 - Laval	Centre défi-jeunesse de St-François	EntReg	27 339,30 \$
13 - Laval	Le centre communautaire Val-Martin	EntReg	73 587,60 \$
13 - Laval	Le relais du quartier de St-Vincent-de-Paul	EntReg	22 500,00 \$
14 - Lanaudière	"AMINATE" Accueil multiethnique et intégration de nouveaux arrivants à Terrebonne et les environs	EntReg	20 001,60 \$
14 - Lanaudière	Association coopérative d'économie familiale de la région Lanaudière	EntReg	6 300,00 \$
14 - Lanaudière	Association des travailleurs et travailleuses accidentés du Matawin	EntReg	21 454,20 \$
14 - Lanaudière	Bécik Jaune	EntReg	7 740,00 \$
14 - Lanaudière	Boîtes d'ici et cie	EntReg	71 908,20 \$
14 - Lanaudière	Centre communautaire bénévole Matawinie	EntReg	30 834,00 \$
14 - Lanaudière	Centre d'intégration professionnelle de Lanaudière	EntReg	20 761,20 \$
14 - Lanaudière	Cible famille Brandon inc.	EntReg	9 167,40 \$
14 - Lanaudière	Conseil des Atikamekw de Manawan	EntReg	28 500,30 \$
14 - Lanaudière	Jardins du Méandre	EntReg	47 999,70 \$
14 - Lanaudière	L'Avenue, justice alternative	EntReg	17 814,60 \$
14 - Lanaudière	Le tournesol de la Rive-Nord inc.	EntReg	3 691,80 \$
14 - Lanaudière	Maison de jeunes: Place jeunesse Berthier	EntReg	20 441,70 \$
14 - Lanaudière	Maison des jeunes de Rawdon	EntReg	20 759,40 \$
14 - Lanaudière	Maison des jeunes du Nord	EntReg	7 110,90 \$
14 - Lanaudière	Maison des jeunes La relève Saint-Calixte	EntReg	32 076,90 \$
14 - Lanaudière	Mouvement organisé des mères solidaires (M.O.M.S.)	EntReg	6 300,00 \$
14 - Lanaudière	Municipalité de Sainte-Julienne	EntReg	23 814,00 \$
15 - Laurentides	Association de promotion et d'éducation en logement	EntReg	9 951,30 \$
15 - Laurentides	Bouffe laurentienne	EntReg	36 000,00 \$
15 - Laurentides	Café Partage d'Argenteuil	EntReg	23 914,80 \$
15 - Laurentides	Centre d'entraide Racine-Lavoie	EntReg	39 905,10 \$
15 - Laurentides	Centre d'intervention en hortithérapie Les serres de Clara	EntReg	19 207,80 \$
15 - Laurentides	Conférence régionale des élus des Laurentides	EntReg	(38 466,00) \$
15 - Laurentides	Hébergement Fleur de Macadam	EntReg	33 169,50 \$
15 - Laurentides	L'Écluse des Laurentides	EntReg	13 500,00 \$
15 - Laurentides	Maison de Sophia	EntReg	22 822,20 \$
15 - Laurentides	Maison d'hébergement Accueil communautaire jeunesse des Basses Laurentides	EntReg	111 780,00 \$

RP80A - LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS AU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Région	Organisme	Volet	Versé au 28 février 2017
15 - Laurentides	Maison Lyse-Beauchamp (Ressource d'hébergement communautaire)	EntReg	44 374,50 \$
15 - Laurentides	Municipalité régionale de comté d'Argenteuil	EntReg	42 750,00 \$
15 - Laurentides	Office régional d'habitation du lac des Deux-Montagnes	EntReg	57 692,70 \$
15 - Laurentides	Regroupement des tables de concertation et des partenaires de la MRC des Pays-d'en-Haut	EntReg	18 990,00 \$
15 - Laurentides	Resto Pop Thérèse de Blainville	EntReg	72 779,40 \$
15 - Laurentides	Zone emploi d'Antoine-Labelle	EntReg	50 940,00 \$
16 - Montérégie	Centre d'action bénévole de Boucherville	EntReg	32 635,80 \$
16 - Montérégie	Centre d'action bénévole de Saint-Césaire	EntReg	30 969,90 \$
16 - Montérégie	Centre d'action bénévole L'Actuel	EntReg	44 532,00 \$
16 - Montérégie	Centre de femmes du Haut-Richelieu	EntReg	37 710,00 \$
16 - Montérégie	Centre de prévention du suicide du Haut-Richelieu	EntReg	123 003,90 \$
16 - Montérégie	Centre de ressources familiales du Haut St-Laurent	EntReg	29 126,70 \$
16 - Montérégie	Centre local de développement Beauharnois-Salaberry	EntReg	15 300,00 \$
16 - Montérégie	Centre local de développement des Jardins-de-Napierville	EntReg	15 389,10 \$
16 - Montérégie	Comité Logemen'mêle	EntReg	42 930,00 \$
16 - Montérégie	Conférence régionale des élus de Longueuil	EntReg	(6 627,03) \$
16 - Montérégie	Conférence régionale des élus Montérégie Est	EntReg	(65 030,36) \$
16 - Montérégie	Conférence régionale des élus de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent	EntReg	(20 379,17) \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire de Marguerite-d'Youville	EntReg	13 500,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire Haut-Richelieu-Rouville	EntReg	9 000,00 \$
16 - Montérégie	La boussole: Centre de ressources à la famille	EntReg	24 908,40 \$
16 - Montérégie	La maison des jeunes de Farnham inc.	EntReg	12 600,00 \$
16 - Montérégie	La moisson Maskoutaine	EntReg	59 687,10 \$
16 - Montérégie	La société pour l'épanouissement des jeunes de St-Amable	EntReg	90 000,00 \$
16 - Montérégie	L'Antichambre 12-17, Hébergement jeunesse du Suroît	EntReg	27 000,00 \$
16 - Montérégie	Maison des familles de Granby et région	EntReg	36 000,00 \$
16 - Montérégie	Maison des jeunes de Huntingdon inc.	EntReg	24 300,00 \$
16 - Montérégie	Maison des jeunes de St-Bruno inc.	EntReg	20 809,80 \$
16 - Montérégie	Maison des jeunes de Sutton inc.	EntReg	1 530,00 \$
16 - Montérégie	Mohawk Council of Kahnawake	EntReg	93 412,80 \$
16 - Montérégie	Municipalité de Saint-Mathieu	EntReg	14 488,20 \$
16 - Montérégie	Office municipal d'habitation de Longueuil	EntReg	144 197,10 \$

RP80A - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Région	Organisme	Volet	Versé au 28 février 2017
16 - Montérégie	Réseau d'habitations Chez Soi	EntReg	40 608,00 \$
16 - Montérégie	Table itinérance Rive-Sud	EntReg	40 500,00 \$
16 - Montérégie	Ville de Salaberry-de-Valleyfield	EntReg	36 000,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec	EntReg	(13 808,00) \$
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire Drummond inc.	EntReg	58 066,20 \$
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire Nicolet-Yamaska	EntReg	71 147,70 \$
17 - Centre-du-Québec	L'envolée des mères	EntReg	21 600,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Municipalité de Notre-Dame-de-Ham	EntReg	24 326,10 \$
17 - Centre-du-Québec	Restaurant populaire	EntReg	43 270,20 \$
Total Ententes régionales			10 531 584,97 \$
17 - Centre-du-Québec	Table nationale des corporations de développement communautaire	PS	10 000,00 \$
Total Projets spéciaux			10 000,00 \$
Grand total FQIS			10 566 584,97 \$

RP80a- LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER DES CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (CDC)

Exercice financier 2016-2017		
Région	Organisme	Versé au 28 février 2017
01 - Bas-Saint-Laurent	Corporation de développement communautaire du K.R.T.B.	80 912,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Corporation de développement communautaire Vallée de la Matapédia	70 000,00 \$
Total 01 - Bas-Saint-Laurent		150 912,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Corporation de développement communautaire du ROC	70 000,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Corporation de développement communautaire Lac Saint-Jean Est	70 000,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Corporation de développement communautaire Maria-Chapdelaine	47 000,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	La corporation de développement communautaire des Deux-Rives	70 000,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	La corporation de développement communautaire du Domaine-du-Roy	47 000,00 \$
Total 02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean		304 000,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Corporation de développement communautaire de Beauport	47 000,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Corporation de développement communautaire de la Côte-de-Beaupré	
03 - Capitale-Nationale	Corporation de développement communautaire du Grand Charlesbourg	47 000,00 \$
Total 03 - Capitale-Nationale		94 000,00 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire de la MRC de Maskinongé inc.	70 000,00 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire de Trois-Rivières	70 000,00 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire des Chenaux	70 000,00 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire du Centre-de-la-Mauricie	70 000,00 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire du Haut St-Maurice (CDCHSM) inc.	70 000,00 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire Mékinac	70 000,00 \$
Total 04 - Mauricie		420 000,00 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire (CDC) des Sources	70 000,00 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire (CDC) du Haut-Saint-François	70 000,00 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire de Sherbrooke	70 000,00 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire du Granit	70 000,00 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire du Val-Saint-François	47 000,00 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire Memphrémagog	70 000,00 \$
Total 05 - Estrie		397 000,00 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire action solidarité Grand Plateau	47 000,00 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges	47 000,00 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire de Rivière-des-Prairies	70 000,00 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire de Rosemont inc.	35 000,00 \$

RP80a- LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER DES CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (CDC)

Exercice financier 2016-2017		
Région	Organisme	Versé au 28 février 2017
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire du Centre-Sud de Montréal	47 000,00 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire solidarités Villeray	25 000,00 \$
06 - Montréal	La CDC de la Pointe, région Est de Montréal	70 000,00 \$
Total 06 - Montréal		341 000,00 \$
07 - Outaouais	Corporation de développement communautaire de Pontiac	47 000,00 \$
07 - Outaouais	Corporation de développement communautaire Rond Point	70 000,00 \$
Total 07 - Outaouais		117 000,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Corporation de développement communautaire d'Amos	70 000,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Corporation de développement communautaire du Témiscamingue	47 000,00 \$
Total 08 - Abitibi-Témiscamingue		117 000,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	CDC ICI Montmagny-L'Islet	47 000,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire Beauce-Etchemins	70 000,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire Bellechasse	70 000,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire de Lévis	70 000,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire de Lotbinière inc.	70 000,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire des Appalaches, région de Thetford	70 000,00 \$
Total 12 - Chaudière-Appalaches		397 000,00 \$
13 - Laval	Corporation de développement communautaire de Laval	70 000,00 \$
Total 13 - Laval		70 000,00 \$
14 - Lanaudière	Corporation de développement communautaire MRC de L'Assomption (CDC)	47 000,00 \$
Total 14 - Lanaudière		47 000,00 \$
15 - Laurentides	Corporation de développement communautaire des Hautes-Laurentides	70 000,00 \$
Total 15 - Laurentides		70 000,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire Beauharnois-Salaberry	70 000,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire de Brome-Missisquoi	70 000,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire de La Haute-Yamaska	70 000,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire de la M.R.C. de la Vallée du Richelieu	47 000,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire de Marguerite-d'Youville	47 000,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire de Vaudreuil-Soulanges	70 000,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire des Maskoutains (C.D.C. des Maskoutains)	70 000,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire du Haut-St-Laurent	70 000,00 \$

RP80a- LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER DES CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (CDC)

Exercice financier 2016-2017		
Région	Organisme	Versé au 28 février 2017
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire Haut-Richelieu-Rouville	70 000,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire les Jardins-de-Napierville	47 000,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire Pierre-De Saurel	70 000,00 \$
16 - Montérégie	La corporation de développement communautaire de Longueuil inc.	70 000,00 \$
Total 16 - Montérégie		771 000,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire de la MRC de Bécancour	70 000,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire de L'Érable inc.	70 000,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire des Bois-Francs inc.	90 314,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire Drummond inc.	72 997,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire Nicolet-Yamaska	70 000,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Table nationale des corporations de développement communautaire	170 000,00 \$
Total 17 - Centre-du-Québec		543 311,00 \$
TOTAL programme de soutien financier des corporations de développement communautaire		3 839 223,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RP80a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES
Volet action communautaire et action bénévole

Exercice financier 2016-2017		
Région	Organisme	Versé au 28 février 2017
03 - Capitale-Nationale	Corporation bénévole d'expertise	55 000,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	CDC ICI Montmagny-L'Islet	2 600,00 \$
TOTAL PSISC ACAB		57 600,00 \$

RP80a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES

Volet Initiatives sociales

Exercice financier 2016-2017		
Région	Organisme	Versé au 28 février 2017
16 - Montérégie	Club des petits déjeuners du Canada	22 500,00 \$
	TOTAL PSISC-IS	22 500,00 \$

RP80a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU Programme de soutien financier aux centres offrant des services en toxicomanie avec hébergement

Exercice financier 2016-2017		
Région	Organisme	Versé au 28 février 2017
04 - Mauricie	Maison Carignan inc.	50 000,00 \$
05 - Estrie	Domaine Perce-Neige	85 000,00 \$
06 - Montréal	La maison du Pharillon	16 150,00 \$
06 - Montréal	Maison L'Exode inc.	16 500,00 \$
13 - Laval	Déclic Action	14 500,00 \$
14 - Lanaudière	Centre nouvelle vie (Pavillon Lanaudière)	85 000,00 \$
14 - Lanaudière	Dianova Canada	29 500,00 \$
15 - Laurentides	Mélaric centre de référence pour alcooliques et toxicomanes inc	50 000,00 \$
15 - Laurentides	Pavillon Hamford	50 000,00 \$
16 - Montérégie	CARAT- Centre d'aide et de réhabilitation pour alcooliques et toxicomanes	34 000,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Maison de thérapie Victoriaville-Arthabaska	45 000,00 \$
TOTAL Programme de soutien financier aux centres offrant des services en toxicomanie avec hébergement		475 650,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

ANNEXE 1

RP80c. LISTE DES ORGANISMES REFUSÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet
Aucun organisme refusé pour ce programme au 28 février 2017		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RP80c. LISTE DES ORGANISMES REFUSÉS AU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

ANNEXE 2

Région	Organisme	Volet
01 - Bas-Saint-Laurent	Collectivités écologiques Bas-Saint-Laurent	EntReg
01 - Bas-Saint-Laurent	Maison des familles de La Matapédia	EntReg
01 - Bas-Saint-Laurent	Maison des familles de La Matapédia	EntReg
01 - Bas-Saint-Laurent	En tout C.A.S. (concertation, aide, soutien) jeunesse.	EntReg
01 - Bas-Saint-Laurent	L'Accorderie de Rimouski-Neigette - Coopérative de solidarité	EntReg
01 - Bas-Saint-Laurent	Comptoir de linge "À la boutonnière" de St-Juste-du-Lac	EntReg
01 - Bas-Saint-Laurent	Ferme École des Basques	EntReg
01 - Bas-Saint-Laurent	Le Local des Jeunes Le Bunker	EntReg
01 - Bas-Saint-Laurent	MRC de Rivière-du-Loup	EntReg
01 - Bas-Saint-Laurent	Municipalité régionale de comté de Témiscouata	EntReg
01 - Bas-Saint-Laurent	Serre-Vie Cabano	EntReg
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Carrefour communautaire Saint-Paul	EntReg
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Corporation de développement communautaire du Roc	EntReg
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Éco-Kartier du centre-ville de Chicoutimi	EntReg
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service alimentaire "La recette"	EntReg
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service alimentaire "La recette"	EntReg
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service de Travail de Rue de Chicoutimi	EntReg
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Groupe d'action communautaire de l'A.P.R.S. inc.	EntReg
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service budgétaire populaire de La Baie et Bas Saguenay	EntReg
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Aide-Parents Plus	EntReg
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	L'épicerie Halte-ternative	EntReg
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Centre d'action bénévole du Lac inc.	EntReg
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Le Comité du travail de rue d'Alma inc.	EntReg
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Coop de solidarité Nimilupan Nitshinatsh	EntReg
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Les bénévoles de Girardville	EntReg
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Parc Sacré	EntReg
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Toxic-Actions	EntReg
03 - Capitale-Nationale	L'association pour l'intégration sociale (région de Québec)	EntReg
03 - Capitale-Nationale	Forum-Jeunesse Charlevoix-Ouest	EntReg
03 - Capitale-Nationale	Groupe Action-Jeunesse de Charlevoix	EntReg
03 - Capitale-Nationale	Les services de main-d'oeuvre L'appui inc.	EntReg
03 - Capitale-Nationale	Accès-Loisirs Québec	EntReg

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RP80c. LISTE DES ORGANISMES REFUSÉS AU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

ANNEXE 2

Région	Organisme	Volet
03 - Capitale-Nationale	Corporation de développement communautaire de Beauport	EntReg
03 - Capitale-Nationale	Le centre récréatif St-François-d'Assise inc.	EntReg
03 - Capitale-Nationale	Réseau québécois du crédit communautaire	EntReg
03 - Capitale-Nationale	Carrefour jeunesse-emploi de Portneuf	EntReg
03 - Capitale-Nationale	Concert'Action Portneuf	EntReg
03 - Capitale-Nationale	JeunEsson Portneuf	EntReg
03 - Capitale-Nationale	CDÉC de Québec	EntReg
03 - Capitale-Nationale	Motivaction Jeunesse	EntReg
03 - Capitale-Nationale	Projet-Intervention-Prostitution Québec inc.	EntReg
03 - Capitale-Nationale	La Ruche Vanier inc.	EntReg
03 - Capitale-Nationale	Loisirs Duberger-Les Saules	EntReg
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire Mékinac	EntReg
04 - Mauricie	Coop de solidarité radio communautaire de la MRC de Maskinongé	EntReg
04 - Mauricie	Centre Roland-Bertrand	EntReg
04 - Mauricie	Revitalisation Quartiers St-Marc Christ-Roi	EntReg
04 - Mauricie	Agence immobilière sociale	EntReg
04 - Mauricie	ÉCOF - La corporation de développement économique communautaire de Trois-Rivières	EntReg
05 - Estrie	Association Avante	EntReg
05 - Estrie	Partage Notre-Dame	EntReg
05 - Estrie	Carrefour jeunesse-emploi du Haut-Saint-François	EntReg
05 - Estrie	Centre de services éducatifs populaires du Haut St-François	EntReg
05 - Estrie	La Ressourcerie du Granit - Accorderie du Granit	EntReg
05 - Estrie	Moisson Haut-Saint-François	EntReg
05 - Estrie	MRC du Haut-Saint-François	EntReg
05 - Estrie	Maison de la famille Les Arbrisseaux	EntReg
05 - Estrie	Croquarium	EntReg
05 - Estrie	Cultures du Coeur - Estrie	EntReg
05 - Estrie	Ascot en santé	EntReg
05 - Estrie	Coop de Solidarité l'Autre-Toit	EntReg
05 - Estrie	Famille Espoir	EntReg
05 - Estrie	Moisson Estrie	EntReg
05 - Estrie	Observatoire estrien du développement des communautés	EntReg

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RP80c. LISTE DES ORGANISMES REFUSÉS AU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

ANNEXE 2

Région	Organisme	Volet
07 - Outaouais	Office municipal d'habitation de Gatineau	EntReg
07 - Outaouais	Association culturelle, sociale et âge d'or de Kazabazua	EntReg
07 - Outaouais	Maison de la famille Vallée-de-la-Gatineau	EntReg
07 - Outaouais	Municipalité de Cantley	EntReg
07 - Outaouais	Municipalité de Chelsea	EntReg
07 - Outaouais	Table autonome des aînés des Collines	EntReg
07 - Outaouais	Voix et solidarité des aidants naturels de la Vallée de la Gatineau	EntReg
07 - Outaouais	Action-Quartiers	EntReg
07 - Outaouais	Association de la Fraternité du secteur Fournier (AFSF)	EntReg
07 - Outaouais	Le Gîte Ami	EntReg
07 - Outaouais	Le Gîte Ami	EntReg
07 - Outaouais	Regroupement des cuisines collectives de Gatineau	EntReg
07 - Outaouais	Table de concertation sur la faim et le développement social de l'Outaouais	EntReg
07 - Outaouais	Vallée-Jeunesse (1997) inc.	EntReg
07 - Outaouais	Centre de services pour l'économie et l'emploi des Collines de l'Outaouais	EntReg
07 - Outaouais	Comité régional Troisième âge Papineau	EntReg
07 - Outaouais	Corporation des loisirs de Papineau	EntReg
07 - Outaouais	Le Centre Actu-Elle	EntReg
07 - Outaouais	Municipalité de l'Ange-Gardien	EntReg
07 - Outaouais	Municipalité de L'Ange-Gardien	EntReg
07 - Outaouais	Centre Alimentaire Aylmer	EntReg
07 - Outaouais	Municipalité de Pontiac	EntReg
07 - Outaouais	TransporAction Pontiac	EntReg
08 - Abitibi-Témiscamingue	Coopérative de solidarité Wenicec	EntReg
08 - Abitibi-Témiscamingue	Corporation du Transport Public Adapté d'Abitibi-Ouest	EntReg
08 - Abitibi-Témiscamingue	La Maison du Compagnon de La Sarre inc.	EntReg
08 - Abitibi-Témiscamingue	Association Place au Soleil	EntReg
08 - Abitibi-Témiscamingue	La Fabrique à Légumes	EntReg
09 - Côte-Nord	Association des côtiers de la Basse Côte-Nord inc.	EntReg
09 - Côte-Nord	Association des côtiers de la Basse Côte-Nord inc.	EntReg
09 - Côte-Nord	Club Anti-Âge de La Romaine	EntReg
09 - Côte-Nord	Conseil des Innus d'Unamen Shipu	EntReg

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RP80c. LISTE DES ORGANISMES REFUSÉS AU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

ANNEXE 2

Région	Organisme	Volet
09 - Côte-Nord	Le module d'épanouissement à la vie de Sept-Îles	EntReg
09 - Côte-Nord	L'envol, Maison de la famille	EntReg
09 - Côte-Nord	Municipalité régionale de comté de Caniapiscau	EntReg
09 - Côte-Nord	Municipalité régionale de comté de Minganie	EntReg
09 - Côte-Nord	Naskapi Nation of Kawawachikamach	EntReg
09 - Côte-Nord	Centre d'activités de la Haute-Côte inc.	EntReg
09 - Côte-Nord	Centre de dépannage des Nord-Côtiers	EntReg
09 - Côte-Nord	Comité des Loisirs de Pointe-Lebel Inc.	EntReg
09 - Côte-Nord	Homme aide Manicouagan	EntReg
09 - Côte-Nord	La Maison de la famille de Longue-Rive	EntReg
09 - Côte-Nord	Les Habitations Prévost Derosby	EntReg
09 - Côte-Nord	Les Habitations Prévost Derosby	EntReg
09 - Côte-Nord	Maison des jeunes «Le S.Q.U.A.T.»	EntReg
09 - Côte-Nord	Municipalité de Pointe-aux-Outardes	EntReg
10 - Nord-du-Québec	Comité de développement sociale de Villebois	EntReg
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Comité d'action sociale anglophone C.A.S.A. inc.	EntReg
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Family Ties Carrefour Famille New Carlisle	EntReg
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Family Ties Carrefour Famille New Carlisle	EntReg
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Centre communautaire de loisir de Cap-aux-Os	EntReg
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Municipalité régionale de comté de la Côte-de-Gaspé	EntReg
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Municipalité régionale de comté de la Côte-de-Gaspé	EntReg
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Office municipal d'habitation de Cap-Chat	EntReg
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Office municipal d'habitation de Gaspé	EntReg
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Produire la Santé Ensemble	EntReg
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Centre d'action bénévole des Îles-de-la-Madeleine	EntReg
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Cuisine Collective Îles-de-la-Madeleine	EntReg
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Le bon goût frais des Îles de la Madeleine	EntReg
12 - Chaudière-Appalaches	Club Parentale Beauce-Centre	EntReg
12 - Chaudière-Appalaches	Moisson Beauce inc.	EntReg
12 - Chaudière-Appalaches	Alpha Bellechasse	EntReg
12 - Chaudière-Appalaches	Frigos Pleins	EntReg
12 - Chaudière-Appalaches	Carrefour Jeunesse Emploi de la MRC de L'Islet	EntReg

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RP80c. LISTE DES ORGANISMES REFUSÉS AU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

ANNEXE 2

Région	Organisme	Volet
12 - Chaudière-Appalaches	Maison de la Famille Rive-Sud	EntReg
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire de Lotbinière inc.	EntReg
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire de Lotbinière inc.	EntReg
13 - Laval	Au Panier de Chomedey	EntReg
13 - Laval	Carrefour d'intercultures de Laval	EntReg
13 - Laval	Bureau d'aide et d'assistance familiale Place St-Martin inc.	EntReg
13 - Laval	L'entraide (Pont-Viau et Laval des Rapides) inc.	EntReg
13 - Laval	Quartier Vert du Marigot	EntReg
13 - Laval	Association lavalloise de parents et amis pour le bien-être mental inc.	EntReg
14 - Lanaudière	Groupe populaire d'entraide de Lavaltrie inc.	EntReg
14 - Lanaudière	Orignal tatoué, café de rue	EntReg
14 - Lanaudière	UNIATOX	EntReg
14 - Lanaudière	Corporation de développement communautaire MRC de L'Assomption (CDC)	EntReg
14 - Lanaudière	Service d'aide à la famille immigrante dans la MRC de L'Assomption	EntReg
14 - Lanaudière	Centre de pédiatrie sociale en communauté de Lanaudière	EntReg
14 - Lanaudière	Comité de promotion pour la réussite scolaire de la MRC de Montcalm	EntReg
14 - Lanaudière	Café de rue Terrebonne	EntReg
15 - Laurentides	Centre d'entraide d'argenteuil	EntReg
15 - Laurentides	Municipalité de Montcalm	EntReg
15 - Laurentides	Inter Action Travail inc.	EntReg
15 - Laurentides	Regroupement des tables de concertation et des partenaires de la MRC des Pays-d'en-Haut	EntReg
15 - Laurentides	Regroupement des tables de concertation et des partenaires de la MRC des Pays-d'en-Haut	EntReg
15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de Saint-Eustache	EntReg
15 - Laurentides	Corporation de développement communautaire des Hautes-Laurentides	EntReg
15 - Laurentides	Transport adapté et collectif d'Antoine-Labelle	EntReg
15 - Laurentides	Centre d'hébergement multiservice de Mirabel	EntReg
15 - Laurentides	C.O.F.F.R.E.T. Centre d'orientation et de formation favorisant les relations ethniques traditionnelles	EntReg
15 - Laurentides	Conseil régional de développement social des Laurentides	EntReg
15 - Laurentides	Corporation de développement communautaire Rivière-du-Nord	EntReg
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire Beauharnois-Salaberry	EntReg
16 - Montérégie	Maison de la jeunesse douze-dix-sept de Valleyfield	EntReg
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire de la M.R.C. de la Vallée du Richelieu	EntReg

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RP80c. LISTE DES ORGANISMES REFUSÉS AU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

ANNEXE 2

Région	Organisme	Volet
16 - Montérégie	Cellule jeunes et familles de Brome-Missiquoi	EntReg
16 - Montérégie	Jardin d'enfants Sutton	EntReg
16 - Montérégie	Maison de la Famille des Frontières	EntReg
16 - Montérégie	La Maison des jeunes de Granby Inc.	EntReg
16 - Montérégie	Association pour la Défense des Droits Sociaux de Huntingdon	EntReg
16 - Montérégie	Coop de Solidarité Santé Hemmingford et région	EntReg
16 - Montérégie	Mohawk Council of Akwesasne	EntReg
16 - Montérégie	Carrefour jeunesse emploi comté Johnson	EntReg
16 - Montérégie	Centre de Bénévolat d'Acton Vale	EntReg
16 - Montérégie	Complexe Le Partage	EntReg
16 - Montérégie	Accorderie de Longueuil	EntReg
16 - Montérégie	Comité Action Populaire LeMoyne	EntReg
16 - Montérégie	La Bouffe du Carrefour	EntReg
16 - Montérégie	Maison de jeunes Sac-Ado	EntReg
16 - Montérégie	Ressources St-Jean-Vianney	EntReg
16 - Montérégie	Action logement Pierre-De-Saurel	EntReg
16 - Montérégie	Ateliers Je suis capable	EntReg
16 - Montérégie	Groupe de développement communautaire de Richelieu inc.	EntReg
16 - Montérégie	Contact Richelieu - Yamaska (CRY)	EntReg
16 - Montérégie	Centre d'action bénévole Soulanges	EntReg
16 - Montérégie	Action jeunesse St-Pie X de Longueuil inc.	EntReg
16 - Montérégie	Parents d'enfants handicapés avec difficultés d'adaptation ou d'apprentissage (P.E.H.D.A.A.)	EntReg
17 - Centre-du-Québec	Organisme de récupération anti-pauvreté de L'Érable	EntReg
17 - Centre-du-Québec	Carrefour des générations du Grand Daveluyville	EntReg
17 - Centre-du-Québec	Table régionale de concertation des personnes âgées du Centre-du-Québec	EntReg

RP80c. LISTE DES ORGANISMES REFUSÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER DES CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Région	Organisme	Volet
Aucun organisme refusé pour ce programme au 28 février 2017		

RP80c. LISTE DES ORGANISMES REFUSÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES, VOLET: ACTION COMMUNAUTAIRE ET ACTION BÉNÉVOLE

Région	Organisme	Volet
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	Justice alternative jeunesse Saguenay inc.	PSISC-ACAB
05 - Estrie	Observatoire estrien du développement des communautés	PSISC-ACAB

RP80c. LISTE DES ORGANISMES REFUSÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES, VOLET: INITIATIVES SOCIALES

Région	Organisme	Volet
	Aucun organisme refusé pour ce programme au 28 février 2017	

RP80c. LISTE DES ORGANISMES REFUSÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER AUX CENTRES OFFRANT DES SERVICES EN TOXICOMANIE AVEC HÉBERGEMENT

Région	Organisme	Volet
05 - Estrie	9179-2143 Québec inc. (Maison L'Intégrale)	PSCTH

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-81

Titre :

Actions entreprises et crédits alloués pour donner suite au dépôt de la politique sur l'action communautaire autonome pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques :

- Les données sur le soutien financier gouvernemental en action communautaire ne sont pas encore disponibles pour 2016-2017.
- En 2014-2015, 5000 organismes communautaires ont reçu 976,9 M\$ de 27 ministères et organismes gouvernementaux. Le soutien au fonctionnement, aussi appelé soutien financier en appui à la mission globale, représentait 584,3 M\$.
- Le 5 décembre 2016, la *Stratégie gouvernementale en action bénévole : L'action bénévole, un geste libre et engagé*, a été lancée. Elle représentait un investissement de 1,5 M\$.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

DATE : 17 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-82

Titre :

Copie des rapports, études, travaux en lien avec la diminution des subventions versées aux organismes.

Exposé et statistiques :

Il n'y a aucune étude ou travaux en lien avec la diminution des subventions versées aux organismes.

SOURCE : Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 21 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-83

Titre :

Fournir les notes, études et analyses concernant le renouvellement du plan d'action relié à la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Exposé et statistiques :

En 2015, le Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015 a été prolongé jusqu'au 31 mars 2017.

En 2016-2017 :

- La prolongation de 236 projets initiés dans le cadre des Alliances pour la solidarité a été annoncée, pour une somme totale de 7,3 M\$.
- La consultation publique en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale visant à identifier les enjeux à considérer dans un troisième plan d'action gouvernemental s'est achevée. La population du Québec et les organisations ont été invitées à y participer.
- Le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale et le ministre des Finances ont créé un comité d'experts qui explore de nouvelles approches visant à lutter encore plus efficacement contre la pauvreté, à favoriser l'inclusion sociale et à tendre vers l'instauration d'un revenu minimum garanti.

L'ensemble des documents publiés en lien avec ces mesures se trouvent sur le site Internet du Ministère à l'adresse suivante : <http://www.mess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/plan-action-solidarite/index.asp>.

Le Plan économique du Québec 2017-2018 prévoit notamment que le gouvernement présentera un troisième plan de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (PLP3) qui visera pour la première fois à sortir plus de 100 000 personnes de la pauvreté, notamment les personnes seules et les couples sans enfants. Les recommandations qui seront formulées par le comité d'experts sur le revenu minimum garanti, comme celles recueillies lors de la consultation en vue du PLP3, seront évaluées lors de l'élaboration de ce dernier. De plus, plusieurs des mesures du Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015 qui ont un effet sur le revenu disponible des ménages à faible revenu, sont récurrentes (par exemple : soutien aux enfants, crédit d'impôt pour la solidarité, primes au travail, bonification de l'allocation logement, indexation automatique des prestations d'assistance sociale). Elles continueront donc de bénéficier aux ménages moins nantis en 2017.

Afin de poursuivre les efforts en matière d'intervention territoriale, le Plan économique du Québec 2017 porte les investissements totaux dans le Fonds québécois d'initiatives sociales à 129,5 M\$ entre 2017 et 2022.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

DATE : 7 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-84

Titre :

Dans le cadre de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2002-2013, fournir :

- a. la description complète des sommes investies par le MESS chaque année, de 2002 à 2015;
- b. les sommes totales investies dans le cadre de la Stratégie;
- c. la description complète des objectifs de ce plan d'action;
- d. le bilan, les évaluations et les rapports;
- e. échéanciers pour le dépôt du nouveau plan.

Exposé et statistiques :

La Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale institue la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, qui en est l'énoncé de politique. Pour y donner suite, deux plans d'action ont été mis en œuvre :

- Le Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (2004-2010) (<http://www.mess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/>).
- Le Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale (2010-2015) (<http://www.mess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/>). Le plan d'action est prolongé jusqu'au 31 mars 2017.

Les sommes totales que le gouvernement a prévu investir dans le cadre du *Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale* de la Stratégie 2004-2010 et du *Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale* 2010-2015 sont rappelées aux pages 29 et 23 du fascicule *Lutte contre la pauvreté* préparé par le ministère des Finances dans le cadre du budget 2012-2013, en utilisant le lien suivant : <http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2012-2013/>. Au total, les deux plans d'action prévoient des investissements de près de 11,5 G\$.

Le Plan économique du Québec 2017-2018 rappelle que parmi les mesures annoncées dans ces deux plans d'action, plusieurs ont un effet direct sur le revenu disponible des ménages, notamment : le soutien aux enfants, les primes au travail, le crédit d'impôt pour la solidarité et l'indexation automatique des prestations d'aide de dernier recours (AFDR), la bonification de l'exemption des pensions alimentaires pour enfant, la baisse de l'âge minimal d'admissibilité au programme Allocation-logement et l'introduction de l'ajustement à l'aide sociale pour les personnes seules qui ne bénéficient d'aucun soutien au logement. Ces mesures sont récurrentes et continuent de bénéficier aux ménages québécois.

Les sommes investies par le gouvernement dans les plans d'action sont aussi inscrites dans les rapports d'activités annuels qui sont disponibles sur le site Web du Ministère :

- Plan d'action 2004-2010 : les cinq premiers rapports sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.mess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/lutte-contre-la-pauvrete/plan-action-gouvernemental/index.asp>; le bilan de l'an 6, produit dans le cadre du rapport prévu à l'article 60 de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, se trouve ici : <http://www.mess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/>.
- Plan d'action 2010-2015 et prolongé jusqu'en 2017 : les trois premiers rapports annuels, qui déclinent les sommes investies par mesure, dont celles qui sont sous la responsabilité du Ministère (de 2010-2011 à 2012-2013), se trouvent ici : <http://www.mess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/plan-action-solidarite/index.asp>.
- La description complète des objectifs du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale de la Stratégie 2004-2010 et du Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015 sont présentées dans les plans d'action diffusés à l'adresse suivante : <http://www.mess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/>.

- Dans le cadre de l'élaboration en cours du troisième plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (PLP3), une consultation publique a eu lieu entre le 6 novembre 2015 et juin 2016. Le Plan économique du Québec 2017 mentionne que les recommandations qui seront formulées d'ici quelques mois par le comité d'experts sur le revenu minimum garanti, comme celles recueillies lors de la consultation en vue du troisième plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale seront évaluées lors de l'élaboration de ce dernier.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et l'action communautaire

DATE : 3 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-85

Titre :

Fournir les notes, études et analyses en lien avec l'article 20 pour tous les programmes ou initiatives législatives.

Exposé et statistiques :

Aucun document n'a été produit en 2016-2017.

Par ailleurs, il appartient aux différents ministères et organismes de répondre concernant les notes, études et analyses qu'ils ont produites ou qui ont été produites à leur demande en lien avec leurs activités et responsabilités.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

COLLABORATION : Direction des politiques d'assistance sociale

DATE : 27 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-86

Titre :

État de situation détaillé par axe et sous-axe du Plan d'action de lutte contre la pauvreté pour 2016-2017.

Exposé et statistiques :

La Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale institue la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, qui en est l'énoncé de politique. Pour y donner suite, deux plans d'action ont été mis en œuvre :

- Le Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (2004-2010) (<http://www.mess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/>).
- Le Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale (2010-2015) (<http://www.mess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/>). Le plan d'action est prolongé jusqu'au 31 mars 2017.

Les sommes totales que le gouvernement a prévu investir dans le cadre du *Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale* de la Stratégie 2004-2010 et du *Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale* 2010-2015 sont rappelées aux pages 29 et 23 du fascicule *Lutte contre la pauvreté* préparé par le ministère des Finances dans le cadre du budget 2012-2013, en utilisant le lien suivant : <http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2012-2013/>. Au total, les deux plans d'action prévoient des investissements de près de 11,5 G\$.

Le Plan économique du Québec 2017-2018 rappelle que parmi les mesures annoncées dans ces deux plans d'action, plusieurs ont un effet direct sur le revenu disponible des ménages, notamment : le soutien aux enfants, les primes au travail, le crédit d'impôt pour la solidarité et l'indexation automatique des prestations d'aide de dernier recours (AFDR), la bonification de l'exemption des pensions alimentaires pour enfant, la baisse de l'âge minimal d'admissibilité au programme Allocation-logement et l'introduction de l'ajustement à l'aide sociale pour les personnes seules qui ne bénéficient d'aucun soutien au logement. Ces mesures sont récurrentes et continuent de bénéficier aux ménages québécois.

Les sommes investies par le gouvernement dans les plans d'action sont aussi inscrites dans les rapports d'activités annuels qui sont disponibles sur le site Web du Ministère :

- Plan d'action 2004-2010 : les cinq premiers rapports sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.mess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/lutte-contre-la-pauvrete/plan-action-gouvernemental/index.asp>; le bilan de l'an 6, produit dans le cadre du rapport prévu à l'article 60 de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, se trouve ici : <http://www.mess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/>.
- Plan d'action 2010-2015 et prolongé jusqu'en 2017 : les trois premiers rapports annuels, qui déclinent les sommes investies par mesure, dont celles qui sont sous la responsabilité du Ministère (de 2010-2011 à 2012-2013), se trouvent ici : <http://www.mess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/plan-action-solidarite/index.asp>.

La description complète des objectifs du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale de la Stratégie 2004-2010 et du Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015 sont présentées dans les plans d'action diffusés à l'adresse suivante : <http://www.mess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/>.

Dans le cadre de l'élaboration en cours du troisième plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (PLP3), une consultation publique a eu lieu entre le 6 novembre 2015 et juin 2016. Le Plan économique du Québec 2017 mentionne que les recommandations qui seront formulées d'ici quelques mois par le comité d'experts sur le revenu minimum garanti, comme celles recueillies lors de la consultation en vue du troisième plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale seront évaluées lors de l'élaboration de ce dernier. Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits budgétaires.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire
DATE : 10 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-87

Titre :

Liste des avis de licenciement collectif reçus au ministère depuis le 1^{er} décembre 2009 jusqu’à ce jour. Ventilation par région. Fournir les renseignements suivants :

- a) le nom et l’adresse de l’entreprise ;
- b) la date de l’avis ou de la fermeture ;
- c) le type ou le secteur d’activité de l’entreprise;
- d) le nombre total d’employés de l’entreprise;
- e) le nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement;
- f) les motifs du licenciement.

Exposé et statistiques :

<i>Date</i>	<i>Nombre d’avis</i>	<i>Nombre de salariés visés par les licenciements collectifs</i>
Avril 2016	38	974
Mai 2016	36	884
Juin 2016	40	977
Juillet 2016	27	838
Août 2016	23	1 096
Septembre 2016	32	863
Octobre 2016	49	2 371
Novembre 2016	40	1 042
Décembre 2016	30	871
Janvier 2017	29	1 165
Février 2017	27	762
TOTAL	371	11 843

SOURCE :

VALIDATION :

DATE :

Direction des mesures et services aux entreprises et du placement

Bureau de la sous-ministre associée

13 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-88

Titre :

Concernant le projet IPOP pour l’intégration en emploi de personnes formées à l’étranger référées par un ordre professionnel : liste des actions entreprises en 2015-2016 et en 2016-2017 et le nombre de personnes qui ont obtenu, en 2015-2016 et en 2016-2017, un emploi au Québec dans leur profession, dans le cadre de ce projet.

Exposé et statistiques :

IPOP (Intégration en emploi de personnes formées à l’étranger référées par un ordre professionnel) est une mesure offerte par Emploi-Québec, avec la collaboration d’ordres professionnels participants.

Elle vise à soutenir les personnes formées à l’étranger pour une profession régie au Québec par un ordre professionnel, en vue de leur intégration dans un premier emploi dans cette profession. Elle offre une aide financière aux employeurs de ces personnes pour soutenir leur embauche et leur intégration en emploi.

2016-2017 (au 17 février 2017) : 22 participants actifs.

Le nombre de personnes qui ont obtenu un emploi n’est pas disponible.

SOURCE :	Direction des mesures et des services aux individus
COLLABORATION :	Service de l’analyse et de l’information de gestion
VALIDATION:	Bureau de la sous-ministre associée d’Emploi-Québec
DATE :	8 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-89

Titre :

État d'avancement de la mise sur pied du programme de parrainage en entreprise visant à jumeler un employé maîtrisant le français avec un employé en apprentissage. Crédits alloués à ce programme pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017, ventilés par mois. Nombre d'entreprises ayant bénéficié du programme. Nombre d'employés ayant bénéficié du programme.

Exposé et statistiques :

Sous la responsabilité du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) et d'Emploi-Québec, il s'agit de la mesure 15 de la Stratégie commune d'intervention pour le Grand Montréal 2008-2013.

Cette mesure, qui s'adressait aux petites entreprises et petits commerces de détail de Montréal, a été abandonnée en septembre 2010 en raison du taux de roulement très élevé au sein des petits commerces et entreprises, tant du côté des propriétaires que de celui des travailleurs. Ce taux de roulement aurait rendu difficile la mise sur pied d'un programme général d'activités de parrainage.

Cette mesure n'a pas engendré de coûts.

SOURCE : Direction générale des mesures d'emploi et du soutien
Direction des mesures et services aux entreprises et du placement
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 16 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-90

Titre :

Copie des documents, notes, études concernant la révision de la Loi du 1 %.

Ces documents protégés en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), notamment par le biais de l'article 34 :

Article 34. Un document du bureau d'un membre de l'Assemblée nationale ou un document produit pour le compte de ce membre par les services de l'Assemblée n'est pas accessible à moins que le membre ne le juge opportun.

Il en est de même d'un document du cabinet du président de l'Assemblée, d'un membre de celle-ci visé dans le premier alinéa de l'article 124.1 de la Loi sur l'Assemblée nationale (chapitre A-23.1) ou d'un ministre visé dans l'article 11.5 de la Loi sur l'exécutif (chapitre E-18), ainsi que d'un document du cabinet ou du bureau d'un membre d'un organisme municipal ou scolaire.

SOURCE : Direction des politiques d'emploi et des stratégies
COLLABORATION : Direction des affaires juridiques
Commission des partenaires du marché du travail
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée
DATE : 21 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-91

Titre :

À la suite du rehaussement du seuil d'assujettissement à la loi du 1 %, fournir les pertes pour 2016-2017, ventiler par secteur et par programme. Fournir la liste des formations qui ont été annulées en raison du manque à gagner au Fonds.

Exposé et statistiques :

Aucune formation n'a été refusée ou annulée en raison de la hausse du seuil d'assujettissement.

SOURCE :

Direction générale du développement de la main-d'œuvre

VALIDATION:

Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec

DATE :

27 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-92

Titre :

Pour 2016-2017 et pour les cinq années précédentes : montants versés au Fonds de développement de la main-d’œuvre incluant les surplus reportés d’une année à l’autre.

Exposé et statistiques :

Le Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d’œuvre étant exclu du périmètre comptable du gouvernement, ces renseignements ne sont pas pertinents à l’étude des crédits.

SOURCE : Commission des partenaires du marché du travail
COLLABORATION : Direction générale du développement de la main d’œuvre
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée d’Emploi-Québec
DATE : 27 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-93

Titre :

Pour 2016-2017 et pour les cinq années précédentes : montants versés dans le Fonds par les employeurs; fournir les prévisions pour 2017-2018, au total et par région.

Exposé et statistiques :

Le Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d’œuvre étant exclu du périmètre comptable du gouvernement, ces renseignements ne sont pas pertinents à l’étude des crédits.

SOURCE : Commission des partenaires du marché du travail
COLLABORATION : Direction générale du développement de la main-d’œuvre
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée d’Emploi-Québec
DATE : 27 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-94

Titre :

Dans le cadre du nouveau programme « Objectif emploi », fournir les sommes engagées en 2016-2017 et les sommes prévues en 2017-2018.

Exposé et statistiques :

La date de mise en œuvre du programme Objectif Emploi est liée à la date d’entrée en vigueur de son règlement d’application.

Par conséquent, aucune somme n’a été engagée en 2016-2017 pour la gestion du programme.

SOURCE : Direction des politiques d’assistance sociale

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 21 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-95a

Titre :

Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :

- Toutes les études d'impact, analyses ou projections des retombées économiques et/ou sociales réalisées dans le cadre du dépôt du projet de loi 70 en lien avec tous les aspects du projet de loi.

L'article 20 de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (L.Q., 202, c.61) stipule que : « Chaque ministre, s'il estime que des propositions de nature législative ou réglementaire pourraient avoir des impacts directs et significatifs sur le revenu des personnes ou des familles qui, selon les indicateurs retenus en application de la présente loi, sont en situation de pauvreté, fait état des impacts qu'il prévoit lors de la présentation de ces propositions au gouvernement ».

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) a répondu à cette obligation en produisant l'analyse des impacts directs et significatifs sur le revenu des personnes ou des familles en situation de pauvreté qui a accompagné le mémoire au Conseil des ministres sur le Projet de loi no°70, Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi.

L'article 36 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels prévoit expressément que le MTESS n'a pas l'obligation de diffuser les analyses qui se rapportent à un projet de règlement alors qu'il n'a pas encore été publié dans la Gazette officielle du Québec.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale / Daniel Jean / France Edma
COLLABORATION :
DATE : Le 13 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-95b

Titre :

Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir : l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) produite, comme le gouvernement s'est engagé à le faire à travers le Plan d'action en matière d'analyse différenciée selon les sexes

Exposé et statistiques :

- Le Ministère souscrit au processus d'analyse différenciée selon les sexes. Il faut toutefois prendre en considération que la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi (projet de loi n° 70 sanctionné) est une loi habilitante. Le Règlement permettant la mise en œuvre du Programme objectif emploi qui vient préciser les paramètres du programme, devrait selon l'agenda gouvernemental, être publié à titre de projet à la *Gazette officielle* du Québec.
- À cet égard, rappelons que l'article 36 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels prévoit expressément que le Ministère n'a pas l'obligation de diffuser les analyses qui se rapportent à un projet de règlement alors qu'il n'a pas encore été publié dans la *Gazette officielle* du Québec.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale/Daniel Jean/France Edma

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : Le 15 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-95c

Titre :

Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi : fournir l'étude d'impact sur les personnes vivant en région

Exposé et statistiques :

- La Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi (projet de loi n° 70 sanctionné) est une loi habilitante. C'est dans le projet de règlement modifiant le Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles que l'on trouvera les mesures concrètes du Programme objectif emploi.
- À cet égard, rappelons que l'article 36 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels prévoit expressément que le ministère n'a pas l'obligation de diffuser les analyses qui se rapportent à un projet de règlement alors qu'il n'a pas encore été publié dans la Gazette officielle du Québec.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale/Daniel Jean/France Edma
COLLABORATION :
VALIDATION: N/A
DATE : Le 15 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-95d

Titre :

Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir : l'étude effectuée dans le cadre de la clause d'impact provenant de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Exposé et statistiques :

La Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi (projet de loi n° 70 sanctionné) est une loi habilitante et les principaux paramètres du Programme objectif emploi seront prévus par règlement. L'analyse d'impact du Programme objectif emploi sera possible lorsque l'ensemble des paramètres auront été fixés.

Le Règlement permettant la mise en œuvre du Programme objectif emploi qui vient préciser les paramètres du programme, devrait, selon l'agenda gouvernemental, être publié à titre de projet à la Gazette officielle du Québec. À cet égard, rappelons que l'article 36 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels prévoit expressément que le ministère n'a pas l'obligation de diffuser les analyses qui se rapportent à un projet de règlement alors qu'il n'a pas encore été publié dans la Gazette officielle du Québec.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale / Daniel Jean / France Edma
COLLABORATION :
VALIDATION : N/A
DATE : Le 22 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP95e

Titre :

Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi : fournir, ventilé par région, le nombre de prestataires inscrits au programme Objectif Emploi

Exposé et statistiques :

- La Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi a été adopté par l'Assemblée nationale le 10 novembre 2016.
- Le projet de règlement modifiant le Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles qui viendra préciser les paramètres du Programme objectif emploi ainsi que la date de sa mise en œuvre, devrait, selon l'agenda gouvernemental, être publié à titre de projet à la *Gazette officielle* du Québec.
- Le Programme objectif emploi s'adressera aux primo demandeurs qui auraient droit, pour la première fois, de bénéficier d'une prestation au Programme d'aide sociale.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale / Daniel Jean / France Edma

COLLABORATION :

VALIDATION: N/A

DATE : Le 11 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP95f

Titre :

Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi : fournir, ventilé par région, le nombre de refus de s'inscrire au programme Objectif Emploi

Exposé et statistiques :

- La Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi a été adopté par l'Assemblée nationale le 10 novembre 2016.
- Le projet de règlement modifiant le Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles qui viendra préciser les paramètres du Programme objectif emploi ainsi que la date de sa mise en œuvre, devrait, selon l'agenda gouvernemental, être publié à titre de projet à la *Gazette officielle* du Québec.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale/Daniel Jean/France Edma
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : Le 11 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-95g

Titre :

Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi : fournir, ventilé par région, le nombre de prestataires recevant une aide minorée en raison d'un refus de s'inscrire au programme Objectif Emploi

Exposé et statistiques :

- La Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi a été adopté par l'Assemblée nationale le 10 novembre 2016.
- Le projet de règlement modifiant le Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles qui viendra préciser les paramètres du Programme objectif emploi ainsi que la date de sa mise en œuvre, devrait, selon l'agenda gouvernemental, être publié à titre de projet à la *Gazette officielle* du Québec.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale/Daniel Jean/France Edma

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : Le 11 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-96

Titre :

Concernant la Stratégie nationale d'intégration et de maintien en emploi des personnes handicapées (phase 2), fournir :

- a. le montant réservé pour les contrats d'intégration au travail (CIT) en 2016-2017;
- b. le nombre de personnes handicapées (ventilé par régions) ayant bénéficié de cette mesure et qui ont obtenu un emploi d'été en 2016;
- c. le nombre de nouvelles personnes au total qui bénéficieront de cette mesure (ventilé par régions) en 2016-2017;
- d. intentions quant à la reconduction de la phase 2 de la Stratégie;
- e. échéancier du ministre pour le lancement de la phase 2 de la Stratégie.

Exposé et statistiques :

A) Quel montant est réservé pour les contrats d'intégration au travail (CIT) en 2016-2017?

- En 2016-2017, le budget pour les CIT a été de 35,6 M\$.

B) Combien de personnes handicapées (ventilé par régions) ont bénéficié de cette mesure et ont obtenu un emploi d'été en 2016?

- Cette donnée n'est pas disponible. Il n'y a pas de code particulier dans les bases de données du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) permettant de comptabiliser les personnes qui ont bénéficié de cette mesure pour un emploi d'été.

C) Combien de nouvelles personnes au total bénéficieront de cette mesure (ventilé par régions) en 2016-2017?

- Le nombre de nouvelles personnes est soumis au nombre de contrats qui seront renouvelés.
- En effet, environ 80 % des contrats sont renouvelés année après année. Le renouvellement des contrats représente une part importante des engagements financiers de l'année, la part restante est réservée pour de nouveaux contrats.
- Pour la période du 1^{er} avril 2016 au 17 février 2017, on compte 784 nouvelles personnes qui participent à la mesure¹ sur un total de 4 587 personnes.

D) Quelles sont les intentions quant à la reconduction de la phase 2 de la Stratégie?

- Les travaux pour l'élaboration de la deuxième phase de la Stratégie sont en cours.

E) Quel est l'échéancier du ministre pour le lancement de la phase 2 de la Stratégie?

- À venir.

SOURCE :

Direction des politiques d'emploi et des stratégies

COLLABORATION :

Service de l'analyse et de l'information de gestion

Direction des mesures et des services aux individus

VALIDATION :

Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec

DATE :

14 mars 2017

¹ Les nouvelles personnes sont celles qui n'étaient pas en participation à la mesure CIT l'année précédente, soit en 2015-2016.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-159 (Question du volet Travail)

Titre :

Liste des avis de licenciement collectif reçus au ministère depuis le 1^{er} décembre jusqu'à ce jour. Ventilation par région. Fournir les renseignements suivants :

- a) nom et adresses de l'entreprise ;
- b) date de l'avis ou de la fermeture ;
- c) type ou secteur d'activité de l'entreprise;
- d) nombre total d'employés de l'entreprise;
- e) nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement;
- f) motifs du licenciement.

Exposé et statistiques :

Voir la fiche RP-87.

SOURCE : Direction des mesures et services aux entreprises et du placement
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 13 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-430 (Question transférée du ministère de la Santé et des Services sociaux)

Titre :

Concernant la Stratégie nationale d'intégration et de maintien en emploi des personnes handicapées (phase 2), fournir :

- a. le montant réservé pour les contrats d'intégration au travail (CIT) en 2017-2018;
- b. le nombre de personnes handicapées (ventilé par régions) ayant bénéficié de cette mesure et qui ont obtenu un emploi d'été en 2016;
- c. le nombre de nouvelles personnes au total qui bénéficieront de cette mesure (ventilé par régions) en 2017-2018;
- d. intentions quant à la reconduction de la phase 2 de la Stratégie;
- e. échéancier du ministre pour le lancement de la phase 2 de la Stratégie.

Exposé et statistiques :

Voir la fiche RP-96.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 22 mars 2017